

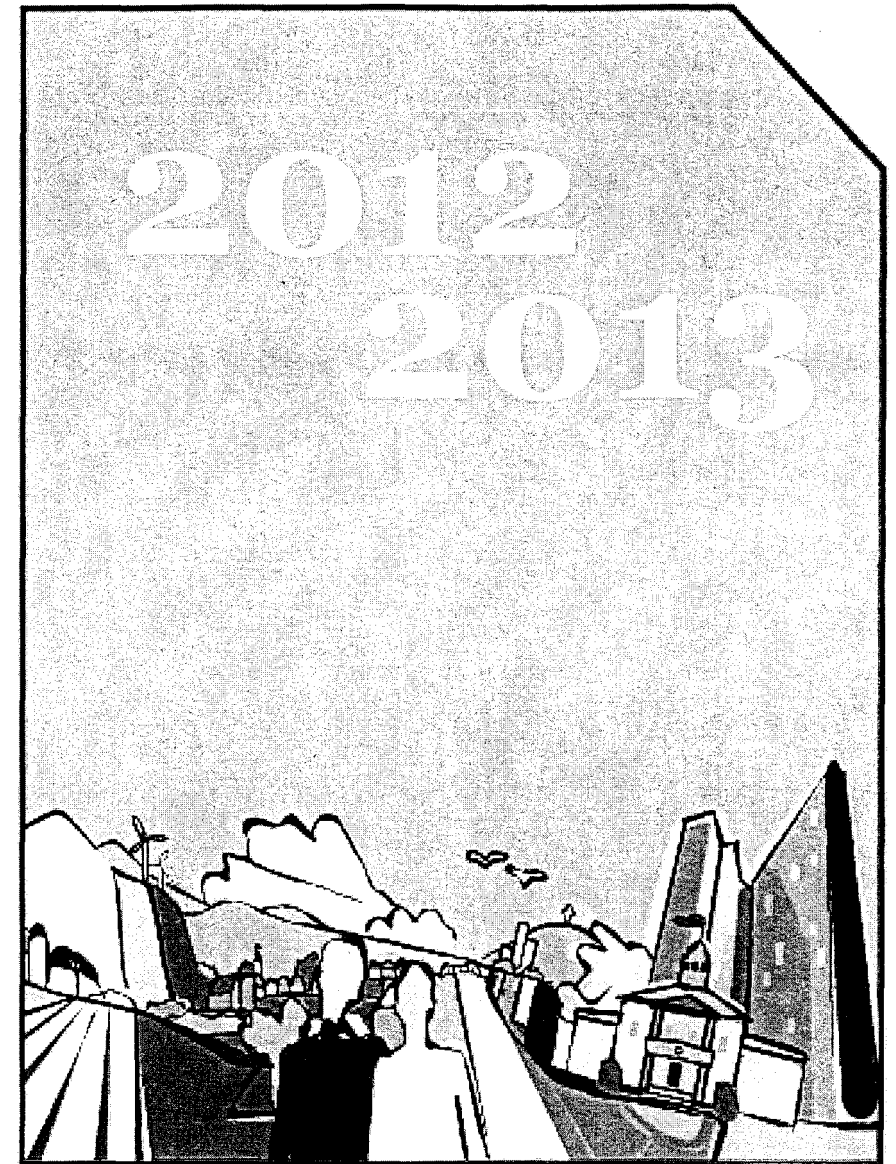
Étude des crédits

Demande de renseignements particuliers

AFFAIRES MUNICIPALES
VOLUME 1

DEMANDES 1 À 24

Avril 2012



Québec 

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS



AVRIL 2012

Ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire

Québec 

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Demande numéro	Libellé de la demande
1.	Indiquer la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2.	Liste des projets et sommes allouées dans le cadre de la mesure de soutien au développement des produits du terroir : ventiler par année, par bénéficiaire et par région administrative.
3.	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés en 2011-2012 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.
4.	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2011-2012 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
5.	Ventilation des paiements de transfert affectés, pour 2011-2012, à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.
6.	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
7.	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMROT pour 2011-2012. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités.
8.	Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2011-2012.
9.	Liste des municipalités qui ont demandé une étude d'opportunité en 2011-2012 d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, liste des études réalisées, coûts et principales conclusions des études.
10.	Liste des études de regroupement produites en 2011-2012 avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
11.	Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal en précisant les montants et catégories en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013, détaillées par municipalité.
12.	État de situation du nouveau régime de financement des centres d'urgence 911.
13.	Listes des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.
14.	Pour 2011-2012, liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, rôle, résolution ou autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal présenté par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.
15.	Pour 2011-2012, liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.
16.	Pour 2011-2012, liste des actions en déclaration d'inhabilité ou requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions d'élu.
17.	Pour 2011-2012, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentée par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leurs fonctions d'élu.
18.	Pour 2011-2012, liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (soupçon d'inefficacité, de malversation etc.) les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus etc.) et les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
19.	Subventions versées aux différentes associations municipales en 2011-2012.
20.	État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, liste complète des schémas complétés en 2011-2012 et liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour.
21.	Pour 2011-2012, la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de schémas révisés qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.
22.	Pour 2011-2012, la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projets non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
23.	Pour 2011-2012, la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement.
24.	Pour 2011-2012, la liste des règlements et des autres actes municipaux, y compris les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, soumis au ministère pour approbation. Indiquer le nombre d'actes approuvés, le nombre d'actes non approuvés et le délai entre la réception d'un acte et son approbation ou le refus de son approbation.
25.	Liste complète des programmes, fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités tels : mesures d'urgence, programme d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc., pour 2011-2012.
26.	Pour le Programme de renouvellement des conduites PRECO : la liste des demandes reçues pour 2011-2012 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées pour 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
27.	Pour les Fonds Chantier Canada-Québec : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2011-2012 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2011-2012 pour chacun des volets et sous-volets.
28.	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2011-2012 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2011-2012 pour chacun des volets et sous-volets.
29.	Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale : pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2011-2012 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 mars 2012.
30.	Copie de l'évaluation finale du FIMR.
31.	Pour Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2011-2012 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 mars 2012.
32.	Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2011-2012 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2011-2012.
33.	Pour le Programme de la taxe sur l'essence et contribution du Québec : total des sommes versées aux municipalités entre 2005-2009 (ventilées par année) et détail des nouvelles modalités du programme 2010-2014.
34.	Copie de toutes les correspondances avec le gouvernement fédéral et ses organismes pour 2011-2012.
35.	États de situation, études ou analyses effectuées par le MAMROT en 2011-2012 sur la décentralisation de responsabilités vers les municipalités et état d'avancement du plan d'action promis en 2003 par le gouvernement.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
36.	Pour 2011-2012, liste des responsabilités, fonctions, compétences et pouvoirs ayant été identifiées par les ministères comme pouvant être décentralisées vers les régions et fournir le bilan des actions entreprises et à venir à ce sujet.
37.	Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalités en 2011-2012. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2012-2013.
38.	Nombre de rencontres de la Table Québec-Régions en 2011-2012. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2012-2013.
39.	État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios et/ou analyses produits et/ou comptes rendus en 2011-2012 par le MAMROT à ce sujet. Actions à venir pour 2012-2013.
40.	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
41.	Liste des municipalités qui reçoivent une compensation financière par catégorie de programme, en indiquant le montant reçu pour 2011-2012 pour : a) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaire, secondaire, collégiale et universitaire); d) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.
42.	Pour 2011-2012, sommes allouées et détaillées dans le cadre du Programme d'aide au fonctionnement des MRC, prévisions pour 2012-2013.
43.	Liste des municipalités et/ou MRC qui ont adopté un budget spécial pour l'année financière 2011 et les dépenses totales prévues pour chacun de ces budgets spéciaux.
44.	Sommes engagées en 2011-2012 pour promouvoir la démocratie municipale et prévisions des sommes pour 2012-2013. Préciser les moyens mis de l'avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
45.	Liste des rencontres tenues par la CAR en 2011-2012. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2012-2013.
46.	Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2011-2012.
47.	Dates, lieux et nombre de rencontres du comité sur les régimes de pension des municipalités. Indiquer la liste des membres et leur rémunération. Joindre copie des ordres du jour, des procès-verbaux ainsi que tout autre document produit par le comité depuis le début de son mandat.
48.	Liste des droits d'oppositions auxquels se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2011-2012. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.
49.	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par la ministre en 2011-2012. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui seront versées.
50.	Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2011-2012 et chacune des 10 dernières années.
51.	Pour les cinq dernières années, dans le cadre de l'Évaluation annuelle de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux, nombre et pourcentage des stations d'épuration et des ouvrages de surverse dont le respect des exigences de rejet est de moins de 85 %. Liste des correctifs qui ont eu lieu en 2011-2012.
52.	État de situation de la problématique de l'augmentation des taxes à la suite de la hausse importante des évaluations foncières. Copie des analyses, rapports et procès-verbaux de rencontres produits par le MAMROT à ce sujet.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
53.	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2011-2012 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates de rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.
54.	Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2011-2012. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou selon la propre initiative de la CMQ.
55.	Tous documents, notes, mémos, lettres ou état de situation relativement à l'abolition de la Société québécoise d'assainissement des eaux et le transfert de ses activités au MAMROT ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées.
56.	Un état de situation quant au transfert d'actifs entre la Ville de Québec et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de la Ville de Québec.
57.	Un état de situation quant au transfert d'actifs entre des municipalités autres que Québec et Montréal et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de municipalités autres que Québec et Montréal.
58.	Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
59.	État de situation entourant le litige du droit de vote aux élections municipales des autochtones domiciliés dans les réserves ou établissements indiens situés à l'intérieur des municipalités du Québec.
60.	La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.
61.	La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique en matière municipale traitées depuis 2011. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption etc.) le caractère vexatoire ou non vexatoire, fondé ou non fondé des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère et la Commission municipale aux demandes considérées comme fondées.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 1

Indiquer la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	2011-2012 Sommes dépensées (2)	2012-2013 Sommes prévues
Matériel	1 012 \$	65 000 \$
Achat de logiciels	6 559 \$	90 000 \$
Services professionnels (1)	6 530 554\$	6 561 320\$

(1) Les services professionnels sont facturés au Ministère par le CSPQ et par des fournisseurs externes (voir la réponse générale #5)

(2) Information en date du 29 février 2012.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 2

Liste des projets et sommes allouées dans le cadre de la mesure de soutien au développement des produits du terroir : ventiler par année, par bénéficiaire et par région administrative.

Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers n° 100 qui porte sur les produits de spécialité.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 3

Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés en 2011-2012 concernant la régionalisation, la déconcentration, la délégation et la décentralisation des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) n'a pas réalisé d'études concernant la régionalisation, la déconcentration, la délégation et la décentralisation des effectifs ou programmes du ministère.

La Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires rendue publique en novembre 2011 enjoint les ministères et organismes, dont le MAMROT, à accentuer les efforts de décentralisation, de délégation de responsabilité et de régionalisation.

La Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires oblige les ministères et organismes, dont le MAMROT, à rendre publique une planification pluriannuelle pour notamment présenter sa contribution à l'atteinte des objectifs de la Stratégie. Les ministères et organismes ont jusqu'au 31 mars 2013 pour présenter une première planification.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 4

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2011-2012 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

a) Liste des employés de la Commission municipale du Québec au 29 février 2012 :

8 employés, dont un cadre, deux professionnels et cinq fonctionnaires.

Liste des membres de la Commission municipale du Québec au 29 février 2012 :

M. Gilbert Charland, président	M. Robert Pagé, vice-président
M ^e Pierre-D. Girard, vice-président	M ^e Thierry Usclat, vice-président
M ^e Sandra Bilodeau	M. Bernard Brodeur
M. Jacques Lareau	Mme Nancy Lavoie
Mme Sylvie Piérard	M. Richard Quirion
M. Jean Rioux	

b) Il n'y a eu aucun renouvellement de mandat en 2011-2012.

c) M^e Pierre-D. Girard, vice-président de la Commission municipale, a agit comme président par intérim du 29 avril 2011 au 3 juillet 2011 en remplacement de monsieur Pierre Delisle (Décret n° 424-2011 du 20 avril 2011). Monsieur Gilbert Charland a été nommé président de la Commission municipale à compter du 4 juillet 2011 (Décret n° 671-2011 du 22 juin 2011). M^e Sylvie Piérard a été nommée membre de la Commission municipale à compter du 11 octobre 2011 en remplacement de madame Jocelyne Ouellette (Décret n° 938-2011 du 14 septembre 2011).

d) En date du 29 février 2012, les dépenses en frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas, frais de représentation et allocation de séjour des employés et des membres de la Commission municipale du Québec pour l'année financière 2011-2012 ont totalisé 165 743,65 \$.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 4

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2011-2012 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

a) Liste des employés de la Société québécoise d'assainissement des eaux du Québec au 5 mars 2012 :

Aucun. Le seul employé de la Société est devenu un employé du MAMROT, et ce, suite à l'abolition de la Société le 1^{er} juillet 2011 et au transfert de certaines activités au Ministère.

Liste des membres du conseil d'administration de la Société québécoise d'assainissement des eaux du Québec au 2 mars 2012 :

Il n'y a plus d'administrateur de la SQAQ depuis l'abolition de la Société le 1^{er} juillet 2011.

b) Aucune personne n'a vu son mandat renouvelé.

c) Mme Marie-Josée Fournier, directrice des Infrastructures stratégiques au MAMROT, a été désignée liquidatrice de la Société le 29 août 2011. Elle ne reçoit aucune rémunération pour ce poste.

d) Aucun frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 5

Ventilation des paiements de transfert affectés, pour 2011-2012, à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.

Règles d'attribution

- A) Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal (Compensations tenant lieu de taxes et TGE).....X
- B) Compensations financières pour les équipements antipollution.....X
- C) Aide aux municipalités reconstituées.....X

X : Règles d'attribution jointes

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2011-2012

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska	903,00 \$
Ville de Drummondville	7 382,00 \$
Ville de Granby	1 119,00 \$
Ville de La Tuque	24 249,00 \$
Ville de Port-Cartier	2,00 \$
Ville de Saint-Pie	1 149,00 \$
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	12 330,00 \$
TOTAL	47 134,00 \$
Données au 12 mars 2012	

**PROGRAMME DE NEUTRALITÉ FINANCIÈRE
LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL**

RÈGLES ET NORMES

A. ADMISSIBILITÉ

1. Toute municipalité issue d'un regroupement ou qui a annexé le territoire entier d'une autre municipalité et dont l'entrée en vigueur du regroupement ou de l'annexion est postérieure au 31 décembre 1990.

B. ANNÉE DE RÉFÉRENCE

2. L'année de référence est la première année où le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes, le Règlement sur le régime de péréquation et le Règlement sur la répartition des recettes payées par les exploitants de certains réseaux de télécommunications, gaz et électricité (TGE) s'appliquent à une municipalité issue d'un regroupement ou à une municipalité annexante, en tenant compte du regroupement ou de l'annexion.

C. CALCUL DE LA SUBVENTION ANNUELLE

3. La subvention annuelle de neutralité est constituée de la somme des montants établis conformément aux articles 4 à 9 pour chacun des éléments suivants :
 - Élément Compensations tenant lieu de taxes
 - Sous élément Hausse des compensations tenant lieu de taxes
 - Élément Régime de péréquation
 - Élément Répartition des recettes de TGE

Si le montant calculé pour un des éléments de la subvention annuelle est négatif, ce montant est présumé être égal à zéro.

Section 1 Élément : Compensations tenant lieu de taxes

4. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable aux compensations tenant lieu de taxes est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.

- 1° La somme des montants des compensations tenant lieu de taxes payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant des compensations tenant lieu de taxes payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, on tient compte uniquement des compensations calculées en fonction du taux global de taxation, du taux des taxes générales sur la valeur foncière, du taux de la taxe ou de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, du taux de la taxe d'affaires ainsi que tout autre taxe spéciale introduite à la suite du regroupement ou de l'annexion qui est appliquée sur tout le territoire d'une des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion. De plus, on ne tient compte que des immeubles faisant l'objet d'une compensation dans l'année de référence pour lesquels une compensation a été également versée dans l'année précédente.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 1° sont celles au 31 décembre de l'exercice, compte tenu des modifications aux rôles prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'année de référence.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 2° sont celles au 1^{er} janvier de l'exercice, compte tenu des modifications au rôle prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'exercice.

Lorsque les règles de calcul des compensations sont différentes entre l'année de référence et l'année précédente, les montants visés au paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, les compensations sur les écoles primaires et secondaires sont présumées être de 25% du taux global de taxation en 1990 et 1991, aux fins du calcul de la subvention annuelle.

5. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité est établie sur la base des compensations tenant lieu de taxes de l'année précédente et est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.*

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui seraient versées à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à l'unité de regroupement correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen d'une unité de regroupement est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- 5.1 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération n'est pas financée par quote-part, une portion de la subvention est versée à des fins de compétences d'agglomération, et une portion à des fins de compétences de proximité.*

- A) La subvention de neutralité à des fins d'agglomération est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage du taux global de taxation alloué à des fins d'agglomération. Ce pourcentage est établi, à deux décimales près, de la façon suivante :

- les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération divisées par le total des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération et de proximité telles que présentées aux prévisions budgétaires 2006 de la municipalité centrale.

De plus, aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble calculée précédemment par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale à des fins d'agglomération est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités liées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- B) La subvention de neutralité à des fins de proximité est obtenue de la même façon en excluant les municipalités reconstituées du calcul et en utilisant le taux global de taxation alloué à des fins de proximité et les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins de proximité.

5.2 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération est financée par quote-part, la subvention de neutralité est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement excluant celles s'étant reconstituées si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

Sous élément : Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics

- 5.3 Pour les regroupements dont l'année de référence aux fins de l'élément *Compensations tenant lieu de taxes* est ultérieure à 2001, la subvention de neutralité attribuée à la bonification des compensations tenant lieu de taxes est obtenue en appliquant le taux de la bonification des compensations tenant lieu de taxes de l'année de référence, tel que calculé en vertu des normes du Programme de bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, sur le montant de neutralité sur ces compensations établi en vertu des articles 5 et 5.1 ou 5.2 de la présente norme. Ces montants sont financés à même les sommes allouées concernant la bonification des compensations tenant lieu de taxes.

Section 2 Élément : Régime de péréquation

6. Pour les unités de regroupements dont l'année de référence est antérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Lorsque les règles de calcul prescrites au règlement en vigueur dans l'année de référence sont différentes de celles prescrites au règlement en vigueur l'année précédente, les montants du paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, on utilise le régime de péréquation en vigueur en 1992 aux fins du calcul de la subvention annuelle attribuable à la péréquation. À cet égard, les richesses foncières per capita de 1989 et 1990 sont ajustées pour tenir compte de seulement 25 % des valeurs des écoles primaires et secondaires. Les taux de bonification pour les MRC à être utilisés pour ces années sont ceux de 1992 et les médianes des richesses foncières uniformisées par habitant sont les suivantes:

	Médianes de richesse foncière	
	1990	1991
catégorie 1	23 751,97 \$	23 778,93 \$
catégorie 2	25 841,16 \$	26 082,39 \$
catégorie 3	32 103,94 \$	32 113,01 \$

7. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1996 et 1997, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière uniformisée, la population et les recettes de taxes sont respectivement la somme de la richesse foncière uniformisée, de la population et des recettes de taxes de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Exceptionnellement pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1997, l'article 7 s'applique en remplaçant, dans les paragraphes 1° et 2°, les mots *l'année précédant l'année de référence* par les mots *la deuxième année précédant l'année de référence*.

7.1 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1997 et antérieure à 2002*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° La somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.2 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 2002*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est égale à la somme des montants payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour 2001.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002 et antérieure à 2009*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002, au montant de subvention de neutralité calculé ci-haut, s'ajoutera pour 2003 et 2004 un montant attribuable aux dispositions transitoires du Règlement sur le régime de péréquation qui représente respectivement 50 % et 25 % de la différence entre la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités pour l'année 2001 en vertu de l'ancien régime de péréquation et le montant de subvention de neutralité calculé ci-haut. Le résultat de cette différence peut être soit positif, soit négatif.

Pour les municipalités parties au regroupement dont la péréquation a été réduite en vertu de l'un ou l'autre des articles 14 et 14.1 de la loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives (2000, c. 27), le montant de péréquation payable aux fins du calcul du montant visé au premier paragraphe est réputé être celui qu'elles auraient reçu s'il n'avait pas été réduit.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3.1 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

7.4 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2008, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est la somme des subventions versées en vertu des premier et second volets du régime de péréquation.

A) La subvention de neutralité attribuable au premier volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au premier volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au premier volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du premier volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

B) La subvention de neutralité attribuable au second volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au second volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au second volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du second volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la valeur moyenne des logements est redressée en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements est la somme de ceux de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 2012, le montant de neutralité attribuable au second volet calculé au premier alinéa est multiplié par le facteur représentant le résultat de la division de la somme à répartir à l'égard du second volet pour l'année de référence par la somme à répartir à l'égard du second volet montant pour l'année précédant l'année de référence. Aux fins du calcul de ce facteur, on prend en considération la somme à répartir du second volet établie en vertu du Règlement sur le régime de péréquation sans tenir compte de la soustraction du total des montants de neutralité.

Section 3 Élément : Répartition des recettes de TGE

8. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:*

- 1° Le montant net à répartir pour l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion de l'année précédant l'année de référence moins celui applicable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de ce calcul, le montant visé au premier paragraphe est celui qui serait obtenu conformément à l'article 5 du règlement, si la seconde opération prévue à cet article consistait à soustraire les sommes prises dans l'année précédente pour l'application du programme destiné à rendre neutre les conséquences du regroupement ou de l'annexion.

Lorsque les règles de calcul du taux applicable à la municipalité sont différentes entre le règlement en vigueur dans l'année de référence et celui en vigueur l'année précédente, les taux applicables pour l'année précédant l'année de référence sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

9. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:*

- 1° Le montant net à répartir pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence moins le taux qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence, s'il y avait eu regroupement.

Aux fins de l'application de l'article 7 du Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux, le taux global de taxation uniformisé et pondéré qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante est le produit que l'on obtient en multipliant la somme des populations des municipalités membres par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement.

Le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement est le quotient que l'on obtient en divisant la somme des recettes admissibles au calcul du taux global de taxation des municipalités membres par le total des valeurs imposables uniformisées des immeubles situés sur le territoire de l'unité de regroupement.

- 9.1 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe au cours de l'année 2000 et qui adoptent pour l'année 2001 le 1^{er} budget à l'égard de l'ensemble du territoire de la nouvelle municipalité, le calcul de la subvention de neutralité applicable à l'élément Répartition des recettes TGE s'effectue suivant le mode de calcul stipulé à l'article 9 en remplaçant « année précédant l'année de référence » par « année 2000 ».*
- 9.2 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe à compter de l'année 2001, aucune subvention de neutralité n'est applicable à l'égard de l'élément Répartition des recettes TGE.*
- 9.3 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.*

D. MODALITÉS DE VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

10. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 8 exercices financiers à compter de l'année de référence. Toutefois, dans le cas d'un regroupement ou d'une annexion entré en vigueur en 1991 ou en 1992, la subvention annuelle de neutralité est versée pendant 8 exercices à compter de l'année 1993.*

Pour les 9^e, 10^e et 11^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable aux éléments Régime de péréquation et Compensations tenant lieu de taxes fait l'objet d'un versement global effectué au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable à l'élément Répartition des recettes de TGE est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné ou dans les 60 jours de la date de référence définie au Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux.

11. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 5 exercices financiers à compter de l'année de référence.*

Pour les 6^e, 7^e et 8^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La subvention de neutralité est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

E. AUTRES MODALITÉS

12. La subvention de neutralité payable à une municipalité partie à un regroupement ou à une annexion est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante.

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2011-2012

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Crabtree	8 594,00 \$
Municipalité de Deschambault-Grondines	26 072,00 \$
Municipalité de Dudswell	2 553,00 \$
Municipalité de Litchfield	2 251,00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise	14 054,00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	3 889,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	4 303,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	5 660,00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	154,00 \$
Municipalité de Saint-Esprit	305,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	892,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	6 923,00 \$
Municipalité de Yamachiche	1 017,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	323,00 \$
Village de Grenville	808,00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	2 896,00 \$
Village de Saint-Pierre	2 390,00 \$
Ville d'Alma	27 086,00 \$
Ville d'Asbestos	127 084,00 \$
Ville de Baie-Comeau	562 646,00 \$
Ville de Bécancour	122 305,00 \$
Ville de Boucherville	2 805,00 \$
Ville de Bromont	44 513,00 \$
Ville de Clermont	55 047,00 \$
Ville de Delson	5 569,00 \$
Ville de Donnacona	34 244,00 \$
Ville de Drummondville	4 361,00 \$
Ville de Fermont	124 241,00 \$
Ville de Gatineau	433 780,00 \$

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2011-2012

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Kirkland	13 893,00 \$
Ville de La Tuque	723 881,00 \$
Ville de Lachute	2 632,00 \$
Ville de Lévis	212 503,00 \$
Ville de Malartic	12 375,00 \$
Ville de Matane	59 043,00 \$
Ville de Mirabel	1 114,00 \$
Ville de Montréal	71 804,00 \$
Ville de Montréal Est	173 246,00 \$
Ville de Pont-Rouge	12 700,00 \$
Ville de Port-Cartier	74 393,00 \$
Ville de Québec	111 515,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	181 910,00 \$
Ville de Roberval	3 397,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	26 651,00 \$
Ville de Saguenay	18 300,00 \$
Ville de Saint-Basile	2 436,00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	8 790,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	331,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	25 190,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	51 695,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	56 270,00 \$
Ville de Sept-Iles	238 852,00 \$
Ville de Shawinigan	31 426,00 \$
Ville de Sherbrooke	22 258,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	1 555,00 \$
Ville de Témiscaming	35 892,00 \$
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	16 979,00 \$
Ville de Thetford Mines	37 230,00 \$

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2011-2012

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Thurso	401 259,00 \$
Ville de Trois-Rivières	59 425,00 \$
Ville de Windsor	12 239,00 \$
TOTAL	4 327 949,00 \$
Données au 12 mars 2012	

PROGRAMME DE COMPENSATION DES PERTES DE REVENUS EN RAISON DE L'EXCLUSION DU RÔLE D'ÉVALUATION DES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION

1. Admissibilité

Une municipalité locale peut recevoir une compensation financière pour les pertes de revenus résultant de la diminution de l'assiette d'imposition foncière et locative des biens immobiliers visés par l'article 65, paragraphe 1.1, alinéa 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (LFM), à compter de l'exercice 2001. Ce sont des biens immobiliers principalement utilisés ou destinés à des fins de lutte contre la pollution pouvant découler de la production industrielle ou à des fins de contrôle de cette pollution qui sont exclus du rôle d'évaluation à compter du 1^{er} janvier 2001.

Les biens immobiliers qui ne sont pas admissibles au programme de compensation des pertes de revenus en raison de l'exclusion du rôle d'évaluation des équipements antipollution sont les suivants:

- 1^o tous les immeubles ou parties d'immeubles visés à cet article dont l'inscription au rôle d'évaluation est postérieure au 14 mars 2000 (référence légale : article 40, chapitre 19, 2000);
- 2^o un immeuble ou partie d'immeuble exclu du rôle au 14 mars 2000 à la suite d'une entente entre les parties découlant d'une demande de révision administrative ou d'une décision ou jugement passé en force de choses jugées, lorsque au 14 mars 2000, l'unité d'évaluation faisait l'objet d'une contestation relative à l'article 65 de la LFM. Conséquemment, le montant de la compensation est rajusté à compter de l'exercice financier suivant celui de la décision finale, en fonction de la nouvelle diminution de l'assiette d'imposition admissible;
- 3^o une unité d'évaluation dont l'activité de production industrielle a cessé, de façon permanente, depuis au moins trois ans, à compter de l'exercice courant. Conséquemment, aucune compensation n'est versée pour cet immeuble à compter du quatrième exercice suivant l'événement. Ainsi, la date de fermeture ne peut être antérieure au 1^{er} janvier 1998 pour la première année d'application du programme;
- 4^o une unité d'évaluation ayant fait l'objet d'une destruction complète ayant conduit à un arrêt permanent de la production au cours de l'année précédent l'exercice courant (démolition, incendie). Conséquemment, aucune compensation n'est versée pour cet immeuble à compter de l'exercice suivant celui de l'événement.

Toutefois, est compris aux biens immobiliers admissibles un immeuble ou partie d'immeuble qui était inclus au rôle d'évaluation le 14 mars 2000 et qui a été exclu du rôle au 1^{er} janvier 2001, à la suite d'une entente entre les parties découlant d'une demande de révision administrative ou d'une décision ou jugement passé en force de choses jugées. Conséquemment, le montant de la compensation est rajusté à compter de l'exercice financier suivant celui de la décision finale, en fonction de la nouvelle diminution de l'assiette d'imposition.

2. Calculs des montants de compensation

Le montant de compensation financière auquel a droit la municipalité locale correspond à la perte de revenus reconnue pour l'exercice 2000. Toutefois lorsque survient un événement visé au point 3.a, la variation de l'assiette d'imposition admissible dont on tient compte est celle qui découle de l'événement. Il est possible qu'un facteur d'ajustement soit appliqué à la perte de revenus reconnue (voir point 2.1c).

2.1 Somme payable à l'égard d'un immeuble

Le montant de la compensation payable à l'égard d'un immeuble résulte de l'addition des deux montants résultant des produits suivants :

1 ⁰	Diminution de l'assiette d'imposition foncière admissible	X	taux de taxes foncières applicables	X	Facteur d'ajustement
2 ⁰	Diminution de l'assiette d'imposition locative admissible	X	taux de taxes locatives applicables	X	Facteur d'ajustement

a) Diminution de l'assiette d'imposition admissible

La diminution de l'assiette d'imposition foncière admissible au programme correspond à la valeur en vigueur au rôle foncier pour l'exercice 2000 des biens immobiliers décrits au point 1 qui doivent être exclus du rôle foncier 2001, moins la valeur des biens immobiliers décrits au point 1 qui ont été ajoutés au rôle foncier 2000 après le 14 mars 2000.

La diminution de l'assiette d'imposition locative admissible au programme correspond à la valeur en vigueur au rôle locatif pour l'exercice 2000 des biens immobiliers décrits au point 1 qui doivent être exclus du rôle locatif 2001, moins la valeur des biens immobiliers décrits au point 1 qui ont été ajoutés au rôle locatif 2000 après le 14 mars 2000.

La diminution de l'assiette d'imposition applicable aux fins du programme de compensation relatif à l'exclusion des biens immobiliers visés au point 1 doit être attestée par l'évaluateur responsable du rôle. Lorsque survient un événement prévu au point 3.a, la diminution de l'assiette d'imposition admissible au programme est rajustée en fonction des nouvelles données attestées par l'évaluateur responsable du rôle.

b) Taux de taxes applicables

Les taux de taxes applicables, pour toute la durée du programme de compensation, sont ceux imposés par les municipalités locales pour l'exercice financier 2000 à l'égard des immeubles admissibles : taux de la taxe générale basé sur la valeur foncière, taux de taxes de secteurs basés sur la valeur foncière, taux de la taxe d'affaires basé sur la valeur locative et taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels ou taux de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels toutes deux basées sur la valeur foncière. Cela exclut toutes autres taxes qui ne sont pas basées sur la valeur foncière ou la valeur locative, notamment la tarification.

c) Facteur d'ajustement à utiliser pour le calcul de la compensation

Le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) établit le facteur d'ajustement à utiliser pour le calcul du montant de la compensation à verser en vertu du présent programme destiné à compenser les pertes de revenus en raison de l'exclusion du rôle d'évaluation des équipements antipollution.

Le facteur d'ajustement appliqué au montant de la perte de revenus reconnue est établi en divisant :

- 1⁰ les crédits annuels alloués pour ce programme par ;
- 2⁰ le total des pertes de revenus reconnues, au cours de l'exercice courant.

Toutefois, si le total des sommes qui doivent être versées, au cours de l'exercice courant n'excède pas les crédits annuels alloués pour ce programme, le facteur d'ajustement est 1.00 et chaque municipalité admissible reçoit 100 % de sa perte reconnue.

2.2 Modalité de partage entre les municipalités liées à une agglomération non financée par quote part

Lorsqu'un immeuble visé par le programme est localisé sur le territoire d'une municipalité liée à une agglomération et que cette agglomération n'est pas financée par quote-part, la somme payable à l'égard de cet immeuble est traitée en deux parties. Une partie est versée à la municipalité centrale à des fins d'agglomération. L'autre partie est versée à la municipalité centrale à des fins de proximité ou à la municipalité reconstituée selon l'emplacement de l'immeuble. Le total des montants à verser à l'égard d'un immeuble ne peut excéder le montant établi au point 2.1.

La première quote-part appliquée au montant payable à l'égard d'un immeuble est établie en divisant :

Quote-part relative à la municipalité centrale à des fins d'agglomération

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité centrale à des fins de proximité ou la municipalité reconstituée.

La seconde quote-part appliquée au montant payable à l'égard d'un immeuble est établie en divisant :

Quote-part relative à la municipalité centrale à des fins de proximité

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins de proximité, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité centrale à des fins de proximité.

ou

Quote-part relative à la municipalité reconstituée

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité reconstituée, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité reconstituée.

La somme des quotes-parts applicables au montant payable à l'égard d'un immeuble est égale à 1,00. Les quotes-parts calculées pour l'exercice 2006 sont utilisées pour toute la durée du programme. La quote-part est établie avec six (6) décimales après le point.

3. Attribution des compensations

a) Documentation requise

Pour verser une compensation en vertu de ce programme, le ministère des Affaires municipales et des Régions devra avoir reçu les documents suivants :

Première année d'application: demande de paiement et pièces justificatives

- Une demande de paiement de compensation dûment complétée. Cette demande doit présenter :
 - les données d'identification des unités d'évaluation visées;
 - la diminution de l'assiette fiscale admissible;
 - les taux de taxes applicables à l'unité;
 - le montant de la perte de revenu pour chaque unité;
 - une certification d'exactitude des données signée par le trésorier ou le secrétaire-trésorier.
- Une attestation d'évaluation signée par l'évaluateur responsable du rôle identifiant les renseignements nécessaires à l'application du programme de compensation des biens immobiliers relatifs à la pollution découlant de la production industrielle. Cette attestation doit décrire les gestes posés à l'égard de l'unité d'évaluation concernée:
 - les ajouts et les retraits du rôle de tout bien industriel effectués par certificats de l'évaluateur, après le 14 mars 2000 et ayant eu pour effet de modifier le rôle en vigueur en 2000;
 - les ajouts et les retraits de biens industriels effectués à l'occasion du dépôt du rôle entrant en vigueur en 2001, sans certificat de l'évaluateur;
 - les ajouts et les retraits du rôle des biens industriels, servant à la lutte contre la pollution, effectués par certificats de l'évaluateur prenant effet le 1^{er} janvier 2001;
 - la perte de l'assiette d'imposition résultant de la modification législative relative à l'exclusion des biens industriels servant à lutter contre la pollution.
- Une copie de chacun des certificats émis après le 14 mars 2000 et ayant pour effet de modifier le rôle en vigueur en 2000 pour les unités d'évaluation visées;
- Une copie de chacun des certificats prenant effet le 1^{er} janvier 2001 visant l'exclusion des biens immobiliers en cause (ne s'applique pas au nouveau rôle);
- Un extrait du rôle 2001-2002-2003 pour un nouveau rôle déposé à l'automne 2000, et la liste des biens immobiliers ajoutés ou retirés au dépôt du rôle 2001 avec leur évaluation respective sur la base du rôle 2000, s'il y a lieu;

Pour les années subséquentes : confirmation d'événements

- une confirmation écrite signalant la présence ou l'absence des événements suivants (voir point 1):
 - L'installation industrielle a-t-elle cessé de façon permanente ses activités de production? Si oui depuis quand?
 - L'installation industrielle a-t-elle fait l'objet au cours de la dernière année d'une destruction complète ayant conduit à un arrêt permanent de la production?
 - Cette unité d'évaluation a-t-elle fait l'objet d'une contestation relative à l'article 65 de la LFM au 14 mars 2000? Si oui, est-ce qu'il y a eu une entente entre les parties ou une décision ou jugement passé en force de choses jugées?
 - L'avis de modification prenant effet le 1^{er} janvier 2001 ou l'inscription au nouveau rôle pour cette unité a-t-il fait l'objet d'une contestation visant l'exclusion des biens immobiliers en cause? Si oui, est-ce qu'il y a eu une entente entre les parties ou une décision ou jugement passé en force de choses jugées?

- Une attestation d'évaluation de la nouvelle assiette fiscale applicable aux fins du programme, si un des événements décrits précédemment a eu pour effet de la modifier.
- Pour l'exercice 2006, lorsque l'immeuble est localisé dans une municipalité liée à une agglomération :
 - Une attestation des taux de taxes 2006 qui auraient été imposés sur les immeubles visés, si ces derniers étaient inscrits au rôle d'évaluation foncière;
 - Une copie du compte de taxes 2006 applicable à l'unité d'évaluation concernée par l'immeuble visé.

b) Délai de réception

Ces documents doivent être reçus au plus tard le 1^{er} mars 2001 pour la première année d'application et au plus tard le 1^{er} février pour les années subséquentes. Les demandes reçues après la date limite ne sont pas admissibles pour la compensation de l'année en cours, mais le seront pour les années subséquentes.

Toutefois, si le budget alloué à ce programme n'est pas épuisé, les demandes reçues après la date limite mais avant le 1^{er} avril, seront analysées selon l'ordre de leur réception et une compensation sera versée jusqu'à épuisement du solde disponible.

En cas de litige, la municipalité devra faire la démonstration que le document a été reçu au MAMR dans les délais prévus.

c) Modalités de versement

Pour chaque exercice financier, le ministère des Affaires municipales et des Régions verse le montant de la compensation auquel a droit une municipalité locale, avant le 30 avril de l'année civile concernée.

La compensation payable à une municipalité partie à un regroupement ou dont le territoire entier est annexé, est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante. Dans le cas d'une annexion partielle impliquant un immeuble visé par le programme, la compensation payable pour cet immeuble est versée à la municipalité annexante.

La compensation destinée aux municipalités centrales est versée à des fins d'agglomération et de proximité si l'agglomération n'est pas financée par quote-part.

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Brossard	64 778,00 \$
Ville de Hampstead	166 465,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	84 456,00 \$
TOTAL	315 699,00 \$
Données au 12 mars 2012	

RÈGLES ET NORMES

Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées

1.0 BÛT DU PROGRAMME

Ce programme vise à financer tout ou partie, selon le cas, du coût des intérêts encourus par les municipalités reconstituées dans le cadre d'un emprunt contracté afin d'étalement une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées.

2.0 ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité reconstituée en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001);
- avoir un fardeau fiscal global (agglomération et proximité) établi à l'égard d'une catégorie d'immeubles situés sur son territoire qui excédait, pour l'exercice financier 2006, 105 % du fardeau fiscal établi à l'égard de la même catégorie pour l'exercice 2005;
- avoir été autorisée par la ministre à contracter des emprunts sur une période maximale non renouvelable de 20 ans pour le report d'une partie des hausses de taxes affectant, en 2006, 2007, 2008, 2009 ou 2010, les diverses catégories d'immeubles de leur territoire ou certaines d'entre elles.

Il est à noter que le recours à l'emprunt demeure facultatif. Une municipalité reconstituée demeure libre de s'en prévaloir ou pas pour chacune des années de la période 2006-2010. Elle peut décider de l'appliquer à l'ensemble des immeubles ou à certaines catégories seulement, et elle peut choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

Le montant maximal de l'emprunt qu'une municipalité peut contracter pour 2006 correspond à la partie de la hausse du fardeau fiscal établi à l'égard des catégories d'immeubles visées qui excède 5 % entre 2005 et 2006. Pour les années suivantes, l'emprunt maximal est limité à 80 % de cette même somme en 2007, à 60 % de cette même somme en 2008, à 40 % de cette même somme en 2009 et à 20 % de cette même somme en 2010. La hausse du fardeau et le montant maximal de l'emprunt qui en découle sont calculés selon les règles décrites dans les articles 2 et 3 du décret 1210-2005 du 7 décembre 2005.

Pour être admissible au programme, la municipalité doit avoir affecté le produit des emprunts selon les modalités suivantes :

- pour l'exercice 2006, la municipalité doit avoir versé le produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;

- pour l'exercice 2007, la municipalité doit avoir opté pour l'une des modalités suivantes :
 - soit de verser la totalité du produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;
 - soit d'appliquer la totalité du produit de l'emprunt à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité reconstituée impose aux immeubles situés sur son territoire;
 - soit de répartir le produit de l'emprunt entre une partie versée à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et compensations que celle-ci impose aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée, et une partie appliquée à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité impose elle-même.
- pour les exercices 2008, 2009 et 2010, les règles suivantes s'appliquent :
 - dans les cas où la municipalité fait partie d'une agglomération pour laquelle les dispositions législatives applicables prévoient, pour l'année concernée, que les compétences d'agglomérations sont financées par des quote-parts payées par les municipalités liées, cette municipalité doit avoir affecté le produit de l'emprunt à la réduction du montant des taxes et des compensations qu'elle impose aux immeubles de son territoire pour chacune des années visées ;
 - dans les autres cas, les mêmes règles qu'en 2007 s'appliquent.

Les montants appliqués en 2006 et 2007 à la réduction des taxes et des compensations imposées par la municipalité centrale doivent l'avoir été conformément aux modalités prévues par le décret 1210-2005, tel qu'amendé par les décrets 549-2006 et 863-2006.

De plus, le montant affecté en 2007 par la municipalité reconstituée à la réduction des taxes et compensations qu'elle imposait ne peut avoir excédé la part du montant maximal de l'emprunt établi conformément aux articles 2 et 3 du décret 1210-2005 qui correspond à la proportion que représentait, en 2006, le fardeau fiscal de proximité par rapport au fardeau fiscal global (agglomération et proximité), étant entendu que le montant effectivement emprunté pourrait se limiter à la part affectée à la réduction du fardeau de proximité. Le calcul de ces proportions s'effectue à partir des revenus utilisés pour les calculs décrits dans l'article 2 du décret 1210-2005.

3.0 AIDE FINANCIÈRE

La subvention gouvernementale accordée à l'égard des intérêts découlant des emprunts contractés, conformément aux règles décrites dans la section précédente, afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées s'établit comme suit :

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de 6 logements et plus est supérieur au pourcentage de la

hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, et que ce dernier pourcentage était supérieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt ou de la portion de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, du pourcentage de hausse prévu par la firme¹.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de six logements et plus est supérieur au pourcentage de la hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, mais que ce pourcentage était égal ou inférieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, d'un pourcentage de hausse de 5 %.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- la subvention ne s'applique qu'aux emprunts contractés pour reporter le fardeau des immeubles résidentiels;
- la subvention ne peut excéder les intérêts et les frais de financement admissibles réellement encourus par la municipalité.

Aucune subvention n'est accordée lorsque le pourcentage de la hausse réelle du fardeau est inférieur à celui prévu par la firme. Il en est de même dans tous les cas où la hausse réelle du fardeau est inférieure à 5 %, puisque ces cas ne sont pas admissibles à la mesure permettant le recours à l'emprunt.

Aux fins du présent programme, le montant pouvant faire l'objet d'une subvention comprend les intérêts sur l'emprunt temporaire contracté et les frais de financement liés aux titres émis et ce, jusqu'à un maximum de 10 % du montant calculé pour le report des hausses de fardeau. Seuls les frais réels encourus peuvent faire l'objet d'une subvention.

Pour être admissibles au présent programme de subvention, les emprunts contractés doivent avoir reçu toutes les approbations requises.

¹ Pour chacune des municipalités reconstituées, le pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des reconstitutions se retrouve en annexe.

4.0 VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement, à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des frais de financement admissibles en vertu de ce programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt;
- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces frais de financement viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

ANNEXE

**Pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels
prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des
reconstitutions (An 1 de la reconstitution)**

Agglomération / Municipalités	Pourcentage
Cookshire-Eaton	
Newport	28,7 %
Les-Îles-de-la-Madeleine	
Grosse-Île	-4,4 %
La Tuque	
La Bostonnais	6,3 %
Lac Édouard	-10,0 %
Longueuil	
Boucherville	11,4 %
Brossard	-8,4 %
Saint-Bruno-de-Montarville	29,4 %
Saint-Lambert	11,0 %
Mont-Laurier	
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	-12,0 %
Montréal	
Baie-D'Urfé	25,8 %
Beaconsfield	13,4 %
Côte-Saint-Luc	14,8 %
Dollard-Des Ormeaux	14,8 %
Dorval	9,6 %
Hampstead	-1,2 %
Kirkland	16,5 %
L'Île-Dorval	13,7 %
Montréal-Est	18,0 %
Montréal-Ouest	5,3 %
Mont-Royal	18,1 %
Pointe-Claire	6,8 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	8,7 %
Senneville	25,4 %
Westmount	14,5 %
Mont-Tremblant	
Lac-Tremblant-Nord	-17,6 %
Québec	
L'Ancienne-Lorette	6,8 %
Saint-Augustin-de-Desmaures	27,1 %
Rivière-Rouge	
La Macaza	-15,3 %
Sainte-Agathe-des-Monts	
Irvy-sur-le-Lac	44,1 %
Sainte-Marguerite-Estérel	
Estérel	19,3 %

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #6

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
ACCENT 2000 INC.	Écrire des textes structurés et ciblés	420,00 \$	1
ADMQ-ZONE ESTRIE	Colloque régional de l'ADMQ - zone Estrie	452,23 \$	4
AFI EXPERTISE INC.	ACCESS 2002/2003 Module 1 Base	230,00 \$	1
	ACCESS 2002/2003 Module 2 Requêtes multipliables	248,00 \$	2
	ACCESS 2002/2003 Module 2 Requêtes multipliables	259,55 \$	2
ASDEQ	Conférence sur le Plan Nord	50,00 \$	1
ASSOCIATION CANADIENNE DES SCIENCES GÉO. MONTRÉAL	Colloque Géomatique 2011	2 795,38 \$	5
ASSOCIATION DE GÉOMATIQUE MUNICIPALE DU QUÉBEC	Colloque de l'AGMQ	0,00 \$	2
ASSOCIATION DES AMÉNAGISTES RÉGIONAUX DU QUÉBEC	Congrès de l'AARQ	12 281,81 \$	15
	Colloque de l'AARQ	1 173,88 \$	2
ASSOCIATION DES DIRECTEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC	Maîtriser votre gestion contractuelle - outil SEAO	60,00 \$	2
	Congrès de l'association des directeurs municipaux	7 684,67 \$	8
	Congrès de l'association des directeurs municipaux	900,00 \$	2
	Colloque annuel régional de l'ADMQ	154,28 \$	1
	Sélection des fournisseurs:comment procéder	70,00 \$	1
ASSOCIATION DES ÉVALUATEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC	Congrès AEMQ 2011	4 039,10 \$	4
ASSOCIATION DES GESTIONNAIRES FINANCIERS MUNICIPAUX	Colloque AGFMQ 2011	2 100,00 \$	2
	Colloque AGFMQ 2011	150,00 \$	1
ASSOCIATION DES PRATICIENS EN ÉTHIQUE DU CANADA	Colloque annuel de l'APEC- Région du Québec	867,00 \$	4
ASSOCIATION FRANCOPHONE POUR LE SAVOIR	Congrès annuel de l'ACFAS	561,15 \$	2
ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFO	19e congrès AAPI	367,00 \$	1
	Programme de formation professionnelle AIPRP	3 495,00 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #6

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
BARREAU DU QUEBEC	Colloque en droit administratif	120,00 \$	2
	Déontologie : Bilan et perspective	0,00 \$	1
	Styles de communication en médiation et négociation	1 358,52 \$	2
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES	Préparation à la retraite	315,08 \$	1
	Préparation à la retraite	330,22 \$	1
	Préparation à la retraite	250,00 \$	1
	Préparation à la retraite	364,38 \$	1
	Préparation à la retraite	250,00 \$	1
CCH CANADIENNE LIMITÉE	Colloque CCH - Accès à l'information	495,00 \$	1
	Colloque - Droit de la construction	495,00 \$	1
	Colloque - Protection des renseignements personnels	445,00 \$	1
	Meilleures pratiques gestion de contrats municipaux	1 386,09 \$	3
CÉGEP DE L'OUTAOUAIS	1e conférence intercontinentale en intelligence territoriale	1 535,35 \$	1
CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES	Compte-rendu et procès verbal	114,20 \$	1
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	19e Conférence des juristes de l'État	610,00 \$	2
	19e Conférence des juristes de l'État	729,87 \$	1
	VPRH: Évaluation et mobilité Module 8	525,00 \$	1
	Tenue de concours et moyens d'évaluation Module 6	700,00 \$	1
	SAGIR EI-06	0,00 \$	1
	Formations SAGIR EI-09 EI-10 EI-11	0,00 \$	1
	SGLDA	350,00 \$	2
	Atelier de sensibilisation à la culture autochtone	170,00 \$	1
	Architecture d'affaires d'entreprise	2 010,00 \$	1
	Transformation organisationnelle et gestion du changement	2 100,00 \$	3
	Séminaire - Meilleures pratiques en gestion des RI	245,00 \$	1
	L'essentiel de la prestation électronique de service public	165,00 \$	1
	Prise de notes-Procès-verbal et compte-rendu	275,00 \$	1

¹*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #6

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
CENTRE MICROBUR ENR.	Amélioration du style et de la syntaxe française	1 118,22 \$	1
CENTRE D'EXPERTISE EN INFRASTRUCTURES URBAINES	Congrès-L'infrastructure un support incontournable	954,52 \$	9
	Congrès-L'infrastructure un support incontournable	0,00 \$	1
CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	Forum stratégique - Industrie de la mode et vêtement	145,00 \$	1
	Colloque pour un Québec entrepreneurial	140,00 \$	1
CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIFS DU QUÉBEC	Preuve par expert : aider les juges des faits	260,00 \$	4
	La justice administrative -une réforme à compléter	1 319,30 \$	4
CLAUDE POITRAS - COACH DE GESTION	Gérer le processus de gestion d'un cadre	4 000,00 \$	1
	Formation en technologies de l'information	115,00 \$	1
COGESAF	2e Rendez-vous international gestion intégrée de l'eau	357,82 \$	1
CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGRÉÉS DU QUÉBEC	Appels d'offre système de pondération et évaluation	257,00 \$	1
	Mise à jour en matière de droits acquis	490,00 \$	1
	Assises annuelles de la COMAQ 2011	2 129,60 \$	2
	Greffier acteur clé dans l'administration municipale	711,26 \$	1
	Mise à jour en matière de droits acquis	685,72 \$	1
	La rédaction du règlement municipal	792,36 \$	2
	Règlement d'emprunt COMAQ	471,00 \$	1
	Le règlement de taxation	631,15 \$	1
	Appel d'offres- système de pondération et d'évaluation	674,44 \$	1
	Assises annuelles de la COMAQ 2011	923,10 \$	3
COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL	1er colloque sur l'économie métropolitaine	140,00 \$	1
CONFÉRENCE CANADIENNE DE MÉDIATION JUDICIAIRE	Assemblée générale inaugurale de la CCMJ	350,00 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #6

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
CONSEIL EXÉCUTIF	Formation pour nouveaux juges administratifs	0,00 \$	1
	Accueil des titulaires en situation de gestion	681,16 \$	1
	Séminaire sur la gestion éthique	106,00 \$	1
CONSEIL RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA MAURICIE	Colloque sur la recherche partenariale en économie sociale	20,00 \$	1
CONTRÔLEUR DES FINANCES	SYGBEC : Gestion des revenus	0,00 \$	1
	Consolidation des opérations financières du Gouv. Québec	0,00 \$	2
	Normes comptables dans le secteur publique	0,00 \$	1
	Dépenses et revenus de transfert	0,00 \$	2
	L'intégrité des systèmes financiers: compréhension	0,00 \$	1
CRÉ CHAUDIÈRE-APPALACHES	Forum régional sur l'immigration en Chaudière-Appalaches	285,03 \$	2
CORIM- CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL	Réseaux de créateurs montréalais:facteur de prospérité	70,00 \$	1
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE (ETS)	Excel avancé avec macroprogrammation	695,00 \$	1
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Déléguer pour une meilleure efficacité	425,00 \$	1
	Optimiser processus et améliorer façons de faire	765,00 \$	1
	Programme d'apprentissage chefs d'équipe, techniciens et assimilés	1 950,00 \$	1
	Analyse d'institutions administratives locales régionales	301,94 \$	1
	ENP-7909-5 Relation avec les associations	145,48 \$	1
	Programme d'apprentissage personnel professionnel	3 400,00 \$	1
	Droit municipal ENP-7429	487,37 \$	1
	Relation avec les syndicats ENP-7909-2	180,24 \$	1
	Atelier d'intégration en gestion publique	266,95 \$	1
	Exercer un rôle-conseil dans son organisation	1 800,00 \$	2
	Optimiser les processus administratifs	900,00 \$	1
	Négociation : approche, enjeux et stratégies	500,00 \$	1
	Tableaux de bord de gestion: volet info de gestion	900,00 \$	1
	Programme d'apprentissage chef d'équipe et coordination	625,00 \$	1
	Séminaire recherche lien avec crédits de maîtrise	10,00 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #6

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
ECOLE POLYTECHNIQUE MONTRÉAL	Infrastructures urbaines et durables	600,00 \$	1
	Méthode de recherche	1 091,08 \$	1
	Laboratoire de procédés de traitement des eaux	346,11 \$	1
ESRI CANADA	Conférence utilisateurs du système d'infos géographiques	150,00 \$	2
	Nouveautés dans ARCGIS Desktop 10 (version 10)	874,54 \$	1
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS	70e assises annuelles de la FQM 2011	3 955,85 \$	5
	70e assises annuelles de la FQM 2011	355,00 \$	1
FAUNENORD	Colloque enjeux entrepreneuriaux agroforesterie	536,40 \$	3
FÉDÉRATION DES SECRÉTAIRES PROFESSIONNELLES	Comment transiger avec clients et collègues difficiles	158,00 \$	2
FONDATION RUES PRINCIPALES	24e colloque annuel - Rues principales	0,00 \$	1
FORMATION QUALITEMPS	Gestion du temps, des activités et des priorités	309,40 \$	1
	Gestion du temps, des activités et des priorités	598,60 \$	2
FORUM DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ESTRIE	14e Forum de la fonction publique de l'Estrie	144,25 \$	4
	14e Forum de la fonction publique de l'Estrie	35,00 \$	1
FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE	Colloque du Forum des jeunes de la fonction publique	260,00 \$	2
GAUDET ÉDITEURS LTÉE	Bibliothèque législative (Accès légal)	1 520,17 \$	21
	Bibliothèque législative (Accès légal)	115,65 \$	3
	Bibliothèque législative (Accès légal)	0,00 \$	40
	Bibliothèque législative (Accès légal)	783,45 \$	28
	Bibliothèque législative (Accès légal)	0,00 \$	1
GROUPE IBI / DAA	1er colloque québécois sur les parcs	407,44 \$	1
IAPGM(INSTITUT D'ADMIN.PUBLIQUE DU GRAND MTL	Forum des jeunes 2011-La gestion des talents	70,00 \$	1
INNOVATION ET DÉVELOPPEMENT MANICOUAGAN (CLD)	Forum économie sociale Côte-Nord	50,00 \$	1
INSTITUT CANADIEN DES MINES (ICM)	Symposium Mines Baie-James 2011	175,55 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #6	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
INSTITUT DES VÉRIFICATEURS INTERNES	Inscription à l'IIA	46,00 \$	1
	Évaluation et documentation de contrôle	500,00 \$	1
	Notion de gestion de risque	150,00 \$	1
INSTITUT DES VÉRIFICATEURS INTERNES - SECTION QC	Conférence - L'approche du vérificateur général	0,00 \$	1
	Cours de base en vérification interne	575,00 \$	1
INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE	3e Forum VRM sur les méthodologies innovantes	160,72 \$	1
JOHN MEUNIER INC	Débitmètre ultrasonique - mesurer vitesse d'un fluide	1 150,00 \$	10
	Colloque annuel - ASSQ	100,00 \$	1
L'ACADÉMIE DE TRANS-FORMATION	Comprendre, traiter et analyser l'information	395,00 \$	1
	Formation - Vous engageriez-vous comme patron	743,40 \$	1
LE GROUPE HAY LIMITÉE	Méthode Hay - Formation en évaluation des emplois	1 618,36 \$	1
LES GOUVERNEMENTS LOCAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE	Forum des villes viables	509,04 \$	1
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE	Session d'échanges conseillers en aménagement des territoires	991,92 \$	4
	Mise à jour sur le traitement des plaintes	8 233,15 \$	46
	Mise à jour sur le traitement des plaintes	1 552,51 \$	11
	Découvrir la fonction publique - Défis et enjeux	0,00 \$	2
	Découvrir la fonction publique - Défis et enjeux	422,21 \$	5
	Sessions d'échanges des conseillers en aménagement	856,14 \$	3
	Découvrir la fonction publique -Mission, enjeux et interventions du MAMROT	0,00 \$	1
	Découvrir la fonction publique - Session 2	576,67 \$	5
	Découvrir la fonction publique: rôle des organismes centraux	0,00 \$	2
	Découvrir la fonction publique: organismes centraux	469,51 \$	6
	Découvrir la fonction publique - session 4	526,50 \$	3
	Découvrir la fonction publique	0,00 \$	2
	Découvrir la fonction publique- L'interface entre l'acteur politique et l'administratif	0,00 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #6

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
MANURI FORMATION	Gestion des clients difficiles	355,50 \$	1
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE , DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS (MDDEP)	Guide conception petites installations production eau potable	0,00 \$	8
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	Colloque pour la sécurité civile 2012-Agissons ensemble	691,30 \$	2
MINISTÈRE DES FINANCES	Modifications législatives visant les fonds spéciaux	0,00 \$	2
MULTI-HEXA QUÉBEC	Word 2003 M2 - Mise en page	124,00 \$	1
	EXCEL 2007 - M-2 Fonctions et multifeuilles	110,00 \$	1
	EXCEL de base	410,00 \$	2
ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC (OÉAQ)	Congrès 2011 de l'OÉAQ	529,92 \$	1
OPC ÉVÉNEMENTS INC	Forum des technologies propres du Québec (Écotech)	190,00 \$	1
ORDRE DES COMPTABLES AGREES DU QUEBEC	Établissement indicateurs performance financiers	225,00 \$	1
	Le rapport de vérification:Concision et persuasion	700,00 \$	1
	Quoi de neuf Manuel comptabilité secteur public2011	150,00 \$	3
	Gestion des équipes à distance	174,88 \$	1
	Normes et procédés dans une mission de vérification	1 150,00 \$	1
	Congrès des CAQ-tendances et meilleures pratiques	0,00 \$	1
	Rapports clairs concis et convaincants	957,00 \$	3
	Ordre des comptables agréés (5 cours)	711,32 \$	1
ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC	Programme formation de transition sur la modernisation	404,30 \$	1
	Négociation habilement et le faire de façon professionnelle	120,00 \$	1
ORDRE DES URBANISTES QU QUÉBEC	Congrès Villes et territoires en mutation	710,00 \$	2
	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU)	400,00 \$	1
	Gestion de projet en urbanisme	347,90 \$	4
RÉCIF-02	Formation en rédaction épique	29,90 \$	2
RÉDACOM	Atelier d'écriture efficace	468,93 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #6

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
RÉSEAU ACTION TI	Colloque - Journée de l'informatique du Québec	170,00 \$	1
RÉSEAU DES ÉLUES MUNICIPALES MONTRÉGIE EST	Colloque annuel du RÉMME	181,90 \$	1
RÉSEAU DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC (RIQ)	Traitement biologique des eaux usées:concepts	1 260,00 \$	1
	Gestion des eaux pluviales	550,00 \$	1
	Traitement des eaux usées:diagnostic et optimisation	1 459,56 \$	2
RÉSEAU D'INVESTISSEMENT SOCIAL DU QUÉBEC (RISQ)	Guide d'analyse des entreprises en économie social	729,59 \$	1
	Guide d'analyse des entreprises en économie social	1 211,19 \$	1
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	34e Symposium sur les eaux usées	236,56 \$	8
RÉSO	Nouveauté de la langue française	205,42 \$	1
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	Formation continue - Curiosité empathique	0,00 \$	2
	Formation continue - La gestion des paradoxes	0,00 \$	1
SCHL	Conférence - perspectives du marché de l'habitat	160,00 \$	1
SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	Atelier d'écriture de décisions	375,00 \$	1
	Atelier d'écriture de décisions	54,12 \$	1
	Atelier sur la gestion d'audiences	0,00 \$	1
	Atelier sur l'éthique en matière de justice administrative	185,00 \$	1
	Accueil des nouveaux membres des tribunaux administratifs	0,00 \$	1
	Contrôle judiciaire des tribunaux administratifs	0,00 \$	1
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	Loi sur les contrats des organismes publics et règlements	0,00 \$	1
SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC	Ruralia-Solidarité rurale du Québec	6 442,36 \$	9
	Ruralia-Solidarité rurale du Québec	1 429,36 \$	1
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES (SQEP)	Colloque Société Québécoise d'évaluation de programmes	240,00 \$	3
	Adhésion à la SQEP	45,00 \$	1
SYNÉSIS	Tenir des réunions efficaces	790,00 \$	1
TECHNOLOGIA	Gestion de projets informatiques	1 116,98 \$	1
	Le gestionnaire nouvellement promu	1 136,76 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #6

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
TÉLUQ	Gestion de l'information	393,89 \$	1
TOURISME CANTONS-DE-L'EST ET CRÉ DE L'ESTRIE	Colloque tourisme durable et Art de vivre	100,00 \$	1
	Colloque tourisme durable et Art de vivre	192,22 \$	2
UMQ (UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC)	Conférence Web-Le code d'éthique et de déontologie	50,00 \$	1
	Assises annuelles 2011 UMQ	1 420,00 \$	2
	Assises annuelles 2011 UMQ	2 840,00 \$	4
	Rôles et responsabilités du gestionnaire municipal	101,38 \$	2
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Certificat en Droit - UdeM	704,76 \$	1
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	L'éthique municipale	6 892,15 \$	26
	L'éthique municipale	5 567,57 \$	21
	L'éthique municipale	1 578,64 \$	8
	Gestion de l'environnement - 2e cycle	290,32 \$	1
	CGA 812-Pratique professionnelle d'un comptable	236,79 \$	1
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	Forum - L'économie sociale et les villes ARUC	125,00 \$	1
	Colloque Métropoles des Amériques	130,00 \$	1
UNIVERSITÉ LAVAL	Journée d'étude-Géomatique et patrimoine bâti	0,00 \$	2
	Communication entre personnes de culture différente	274,87 \$	1
	La personne et l'équipe	481,34 \$	1
VERSALYS	Excel 2003 - intermédiaires français	220,00 \$	1
	Word 2003 - Fonctions avancées	220,00 \$	1
	Lotus Notes 7.0 Débutant (LO-011)	330,00 \$	3
	Adobe Acrobat professionnel débutant et intermédiaire	367,14 \$	1
	EXCEL 2003 - intermédiaire	220,00 \$	1
	ACCESS 2003 Débutant	249,86 \$	1
	Excel 2003 - avancé français	400,00 \$	1
VILLE DE QUÉBEC	Colloque sur l'innovation	175,56 \$	4

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 7

Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMROT pour 2011-2012. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités.

Nom du bénéficiaire	Montant \$
Célébrations Lévis 2011	500 000,00 \$
Municipalité de L'Ile-d'Anticosti	123 926,00 \$
Municipalité d'Oka	402 820,85 \$
Ville de Matane	178 471,00 \$
Ville de Murdochville	218 400,00 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 8

Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2011-2012.

Programme : Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM)¹

Versements annuels de l'exercice financier 2011-2012

Municipalités	Versement	MONTANT
Rimouski	3 ^e versement	200 000 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	3 ^e versement	11 290 \$
Témiscouata-sur-le-Lac	2 ^{er} versement	118 020 \$
Total		329 310 \$

¹ Ce programme comprend 5 versements

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 9

Liste des municipalités qui ont demandé une étude d'opportunité en 2011-2012 d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, liste des études réalisées, coûts et principales conclusions des études.

Ces dossiers de regroupement sont issus de la volonté du milieu.

<u>Municipalités</u>	<u>Date de l'étude</u>	<u>Auteur</u>	<u>Coûts⁽¹⁾</u>	<u>Conclusion et suivi</u>
Ville de Drummondville et Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	Travaux complétés en février 2012	Robert Sabourin	Aucun	Abandon du projet et conclusion d'une entente intermunicipale d'alimentation en eau
Village de Saint-Alexis Paroisse de Saint-Alexis	16 février 2012	Roger Pépin Martin St-Laurent	Aucun	Impacts favorables sous réserve de la décision des conseils
Ville de Trois-Pistoles et Municipalité de Notre-Dame-des-Neiges	Non encore effectuée		Aucun	
Municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth et Municipalité de Courcelles	Non encore effectuée		Aucun	

⁽¹⁾ Ces études sont réalisées par le personnel du Ministère.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 10

Liste des études de regroupement produites en 2011-2012 avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.

Il n'y a eu aucune étude de regroupement confiée à une firme privée en 2011-2012. Voir la réponse à la question # 9 pour les études de regroupement réalisées par le Ministère.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 11

Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal en précisant les montants et catégories en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013, détaillées par municipalité.

A)	Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012	260 548 288 \$
B)	Prévisions des sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013	260 548 319 \$

Voir documents en annexe.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Abercorn	VL	0	0	0	0	0
Abitibi	MRC	0	35 852	244 241	0	0
Abitibi	TR	53 753	0	0	11 373	0
Abitibi-Ouest	MRC	0	35 852	217 919	0	0
Abitibi-Ouest	TR	44 286	0	0	2 099	0
Acton	MRC	0	37 669	0	0	0
Acton Vale	V	0	0	0	0	155 785
Adstock	M	0	0	0	17 466	5 637
Aguanish	M	85 762	0	0	97 190	8 299
Albanel	M	181 850	0	0	19 633	27 791
Albertville	M	81 408	0	0	3 886	2 661
Alleyn-et-Cawood	M	0	0	0	47 513	4
Alma	V	0	0	0	1 525	764 852
Amherst	CT	0	0	0	54 550	5 416
Amos	V	581 097	0	0	32 572	547 069
Amqui	V	363 689	0	0	11 256	257 905
Ange-Gardien	M	0	0	0	0	8 702
Angliers	VL	59 989	0	0	24 230	0
Antoine-Labelle	MRC	0	42 700	357 180	0	0
Antoine-Labelle	TR	0	0	0	195 819	0
Argenteuil	MRC	0	29 795	100 636	0	0
Armagh	M	72 388	0	0	33 524	8 255
Arthabaska	MRC	0	29 795	14 070	0	0
Arundel	CT	0	0	0	4 709	6 400
Asbestos	V	733 535	0	0	0	178 942
Ascot Corner	M	0	0	0	0	12 215
Aston-Jonction	M	7	0	0	0	3 057
Auclair	M	22 490	0	0	15 026	7 751
Audet	M	10 157	0	0	68	4 560
Aumond	CT	9 447	0	0	26 963	0
Austin	M	0	0	0	1 542	4 415
Authier	M	94 650	0	0	8 560	0
Authier-Nord	M	82 273	0	0	21 884	3 436
Avignon	MRC	0	42 700	137 808	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Avignon	TR	0	0	0	7 824	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	0	34 686
Baie-Comeau	V	0	0	0	41 075	756 406
Baie-des-Sables	M	80 568	0	0	0	6 956
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	0	7 885
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	0	89 978
Baie-James	M	200 549	8 412	20 122	1 032 081	11 784
Baie-Johan-Beetz	M	17 590	0	0	24 069	2 713
Baie-Sainte-Catherine	M	22 752	0	0	9 039	5 772
Baie-Saint-Paul	V	0	0	0	34	236 564
Baie-Trinité	VL	185 460	0	0	70 920	40 385
Barkmere	V	0	0	0	2 835	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0	0
Barraute	M	413 102	0	0	43 516	55 056
Batiscan	M	0	0	0	0	3 327
Beaconsfield	V	0	0	0	0	462 287
Béarn	M	153 835	0	0	48 706	11 118
Beauce-Sartigan	MRC	0	29 795	15 475	0	0
Beauceville	V	129 740	0	0	0	210 337
Beauharnois	V	0	0	0	0	213 137
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	29 795	0	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	0	1 888	6 307
Beaumont	M	0	0	0	0	12 881
Beaupré	V	0	0	0	0	144 617
Bécancour	MRC	0	29 795	18 811	0	0
Bécancour	V	0	0	0	1 005	53 599
Bedford	V	0	0	0	0	88 970
Bedford	CT	0	0	0	0	0
Bégin	M	78 459	0	0	42 710	11 101
Belcourt	M	66 846	0	0	36 667	0
Bellechasse	MRC	0	29 795	9 108	0	0
Belleterre	V	124 944	0	0	60 198	4 126
Beloeil	V	0	0	0	0	319 761
Berry	M	91 899	0	0	31 922	2 291

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	0	7 882
Berthierville	V	0	0	0	0	187 622
Béthanie	M	0	0	0	0	0
Biencourt	M	142 010	0	0	26 497	5 295
Blainville	V	0	0	0	0	512 646
Blanc-Sablon	M	102 778	0	0	37 192	122 957
Blue Sea	M	0	0	0	3 004	1 722
Boileau	M	0	0	0	13 693	0
Boisbriand	V	0	0	0	0	400 624
Boischatel	M	0	0	0	0	26 527
Bois-des-Filion	V	0	0	0	0	103 831
Bois-Franc	M	2 513	0	0	3 499	3 676
Bolton-Est	M	0	0	0	0	379
Bolton-Ouest	M	0	0	0	0	0
Bonaventure	MRC	0	42 700	188 365	0	0
Bonaventure	TR	729	0	0	13 566	0
Bonaventure	V	100 167	0	0	105	145 372
Bonne-Espérance	M	221 019	0	0	93 868	63 672
Bonsecours	M	0	0	0	34	3 435
Boucherville	V	0	0	0	22 850	325 198
Bouchette	M	0	0	0	6 810	1 910
Bowman	M	0	0	0	12 621	0
Brébeuf	P	0	0	0	1 587	0
Brigham	M	0	0	0	0	2 452
Bristol	M	0	0	0	22	0
Brome	VL	0	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	29 795	0	0	0
Bromont	V	0	0	0	0	40 050
Brossard	V	0	0	0	1 216	576 461
Brownsburg-Chatham	V	0	0	0	0	31 979
Bryson	M	81 574	0	0	0	0
Bury	M	0	0	0	0	2 915
Cacouna	M	0	0	0	290	24 854
Calixa-Lavallée	P	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Campbell's Bay	M	106 779	0	0	0	60 978
Candiac	V	0	0	0	0	181 617
Caniapiscau	MRC	0	25 724	27 815	0	0
Caniapiscau	TR	0	0	0	199 181	0
Cantley	M	0	0	0	0	43 202
Cap-Chat	V	315 680	0	0	6 178	66 336
Caplan	M	145 228	0	0	62	20 419
Cap-Saint-Ignace	M	92 505	0	0	39 109	31 854
Cap-Santé	V	0	0	0	0	19 399
Carignan	V	0	0	0	0	25 312
Carleton-sur-Mer	V	112 333	0	0	15 296	173 267
Cascapédia--Saint-Jules	M	64 681	0	0	5 293	0
Causapscau	V	556 481	0	0	429	118 071
Cayamant	M	0	0	0	72 189	1 399
Chambly	V	0	0	0	0	269 435
Chambord	M	0	0	0	6 580	17 373
Champlain	M	0	0	0	0	3 093
Champneuf	M	50 672	0	0	19 995	0
Chandler	V	1 076 943	0	0	43 970	294 390
Chapais	V	519 043	0	18 291	23 107	118 445
Charette	M	19 245	0	0	0	10 918
Charlemagne	V	0	0	0	0	33 810
Charlevoix	MRC	0	37 669	126 531	0	0
Charlevoix	TR	83 539	0	0	30 189	0
Charlevoix-Est	MRC	0	37 669	78 423	0	0
Charlevoix-Est	TR	22 768	0	0	11 773	0
Chartierville	M	0	0	0	6 454	0
Châteauguay	V	0	0	0	0	1 253 091
Château-Richer	V	0	0	0	0	22 922
Chazel	M	64 946	0	0	5 691	0
Chelsea	M	0	0	0	0	39 314
Chénéville	M	0	0	0	834	10 395
Chertsey	M	0	0	0	85 369	27 410
Chesterville	M	0	0	0	0	7 985

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Chibougamau	V	408 127	0	79 671	132 185	428 189
Chichester	CT	13 507	0	0	37 761	0
Chute-aux-Outardes	VL	364 331	0	0	1 256	45 833
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	0	90 814	1 751
Clarendon	M	0	0	0	79	66
Clermont	V	22 238	0	0	5 272	38 541
Clermont	CT	59 591	0	0	5 076	2 910
Clerval	M	13 856	0	0	1 726	0
Cleveland	CT	0	0	0	0	15 554
Cloridorme	CT	174 031	0	0	17 461	14 997
Coaticook	MRC	0	29 795	0	0	0
Coaticook	V	0	0	0	0	221 570
Colombier	M	238 835	0	0	45 278	28 309
Compton	M	0	0	0	0	22 871
Contrecoeur	V	0	0	0	0	26 915
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0	0
Cookshire-Eaton	V	0	0	0	0	24 587
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	0	55 666
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	276 714	0	0	151 507	106 009
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	0	776 969
Courcelles	M	63 296	0	0	0	5 285
Cowansville	V	0	0	0	0	401 127
Crabtree	M	0	0	0	0	17 291
Danville	V	220 681	0	0	0	21 525
D'Autray	MRC	0	29 795	9 204	0	0
Daveluyville	V	133 315	0	0	0	48 223
Dégelis	V	226 505	0	0	208 274	147 049
Déléage	M	127 575	0	0	31 860	1 694
Delson	V	0	0	0	0	87 330
Denholm	M	0	0	0	36 334	0
Desbiens	V	150 467	0	0	360	10 203
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	M	1 742	0	0	0	18 667
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	0	7 832
Deux-Montagnes	MRC	0	17 559	14 555	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Deux-Montagnes	V	0	0	0	0	318 137
Disraeli	V	174 859	0	0	0	129 075
Disraeli	P	0	0	0	625	0
Dixville	M	0	0	0	0	8 396
Dolbeau-Mistassini	V	607 081	0	0	52 280	615 010
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	0	556 738
Donnacoona	V	0	0	0	0	244 103
Dorval	V	0	0	0	0	420 328
Dosquet	M	27 564	0	0	0	4 010
Drummond	MRC	0	29 795	58	0	0
Drummondville	V	0	0	0	67	948 433
Dudswell	M	0	0	0	0	3 664
Duhamel	M	0	0	0	107 854	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	0	0
Dundee	CT	0	0	0	0	0
Dunham	V	0	0	0	0	10 948
Duparquet	V	35 985	0	0	16 446	6 904
Dupuy	M	158 335	0	0	798	5 426
Durham-Sud	M	5 750	0	0	0	1 786
East Angus	V	219 869	0	0	0	148 145
East Broughton	M	210 522	0	0	0	25 511
East Farnham	M	0	0	0	0	0
East Hereford	M	0	0	0	0	1 447
Eastman	M	0	0	0	620	8 751
Egan-Sud	M	11 528	0	0	50	0
Elgin	M	0	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	0	12 392	2 071
Escuminac	M	89 134	0	0	3 741	4 741
Esprit-Saint	M	101 132	0	0	31 969	3 371
Estérel	V	0	0	0	0	0
Farnham	V	0	0	0	0	138 854
Fassett	M	2 042	0	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	27 752	0	0	54 894	8 079
Ferme-Neuve	M	0	0	0	297 164	16 875

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Fermont	V	0	0	0	54 626	110 513
Forestville	V	683 558	0	0	21 548	145 990
Fort-Coulonge	VL	307 990	0	0	0	53 042
Fortierville	M	64 482	0	0	0	5 033
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	0	190	0
Frampton	M	0	0	0	0	4 304
Franklin	M	0	0	0	0	5 472
Franquelin	M	69 955	0	0	62 677	7 169
Frelighsburg	M	0	0	0	0	5 019
Frontenac	M	0	0	0	40 596	15
Fugèreville	M	67 018	0	0	5 859	4 165
Gallichan	M	86 209	0	0	29	106
Gaspé	V	416 535	0	0	60 940	469 849
Gatineau	V	0	0	0	1 621	5 874 983
Girardville	M	186 038	0	0	20 044	19 979
Godbout	VL	127 754	0	0	21 016	8 734
Godmanchester	CT	0	0	0	0	42
Golfe-du-Saint-Laurent	TR	0	0	0	162 352	0
Gore	CT	0	0	0	133	664
Gracefield	V	0	0	0	28 388	33 031
Granby	V	0	0	0	0	703 849
Grande-Rivière	V	447 539	0	0	0	161 152
Grandes-Piles	VL	0	0	0	26 222	0
Grande-Vallée	M	107 404	0	0	17 425	54 826
Grand-Métis	M	5 745	0	0	0	0
Grand-Remous	M	18 622	0	0	62 220	4 018
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0	0
Grenville	VL	19 677	0	0	0	35 420
Grenville-sur-la-Rouge	M	0	0	0	12 378	40 405
Gros-Mécatina	M	134 392	0	0	87 365	43 914
Grosse-Île	M	53 978	0	0	0	12 640
Grosses-Roches	M	109 090	0	0	3 769	7 748
Guérin	CT	51 400	0	0	9 748	3 079
Ham-Nord	CT	23 870	0	0	0	6 759

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Hampden	CT	0	0	0	41 343	0
Hampstead	V	0	0	0	0	81 167
Ham-Sud	M	0	0	0	8 605	0
Harrington	CT	0	0	0	30 846	0
Hatley	M	0	0	0	0	0
Hatley	CT	0	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	0	224 836	117 743
Hébertville	M	80 737	0	0	42 762	57 534
Hébertville-Station	VL	107 713	0	0	2 092	13 156
Hemmingford	VL	0	0	0	0	15 609
Hemmingford	CT	0	0	0	0	0
Henryville	M	0	0	0	0	6 621
Hérouxville	P	41 786	0	0	264	7 733
Hinchinbrooke	M	0	0	0	0	732
Honfleur	M	0	0	0	0	0
Hope	CT	119 445	0	0	1 124	0
Hope Town	M	29 652	0	0	57	1 577
Howick	M	0	0	0	0	18 888
Huberdeau	M	0	0	0	0	18 117
Hudson	V	0	0	0	0	62 853
Huntingdon	V	175 053	0	0	0	123 517
Inverness	M	0	0	0	0	5 868
Irlande	M	0	0	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0	0
Joliette	MRC	0	29 795	0	0	0
Joliette	V	0	0	0	0	710 252
Kamouraska	MRC	0	36 643	46 510	0	0
Kamouraska	TR	7 748	0	0	11 791	0
Kamouraska	M	0	0	0	0	3 191
Kazabazua	M	0	0	0	9 985	2 850
Kiamika	M	0	0	0	96 527	2 469
Kingsbury	VL	0	0	0	0	0
Kingsey Falls	V	0	0	0	0	15 025

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0	0
Kipawa	M	0	0	0	2 686	0
Kirkland	V	0	0	0	0	158 206
Labelle	M	0	0	0	82 415	12 764
La Bostonnais	M	59 791	0	0	19 701	0
Labrecque	M	73 260	0	0	27 792	17 185
Lac-au-Saumon	M	194 235	0	0	0	39 065
Lac-aux-Sables	P	0	0	0	57 651	14 881
Lac-Beauport	M	0	0	0	0	28 750
Lac-Bouchette	M	230 493	0	0	170 445	15 113
Lac-Brome	V	0	0	0	0	29 241
Lac-Delage	V	0	0	0	0	0
Lac-des-Aigles	M	143 975	0	0	216	10 361
Lac-des-Écorces	M	69 063	0	0	23 312	8 959
Lac-des-Plages	M	0	0	0	30 491	0
Lac-des-Seize-Îles	M	0	0	0	83	0
Lac-Drolet	M	0	0	0	0	5 064
Lac-du-Cerf	M	0	0	0	24 507	0
Lac-Édouard	M	20 346	0	0	41 740	0
Lac-Etchemin	M	65 460	0	0	5 081	64 542
Lac-Frontière	M	12 936	0	0	7 990	0
Lachute	V	0	0	0	0	438 742
Lac-Mégantic	V	0	0	0	0	313 023
Lacolle	M	0	0	0	0	12 606
La Conception	M	0	0	0	39 411	0
La Corne	M	66 547	0	0	18 350	3 379
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	29 795	185 455	0	3 574
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	0	44 937	0
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	42 700	185 245	0	0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	0	11 285	0
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0	0
Lac-Saguay	VL	0	0	0	35 258	0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	0	22 258	2 329
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	29 795	531 899	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

– Aide financière particulière –						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	0	13 400	0
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	0	2 980	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	0	54 211	0
Lac-Sergent	V	0	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	0	11 323	0
Lac-Supérieur	M	0	0	0	102 584	295
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	0	609	0
La Doré	P	242 359	0	0	75 606	16 616
La Durantaye	P	0	0	0	0	8 535
Laforce	M	96 779	0	0	21 769	3 668
La Guadeloupe	VL	168 034	0	0	0	25 119
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	42 700	127 435	0	0
La Haute-Côte-Nord	TR	679	0	0	35 545	0
La Haute-Gaspésie	MRC	0	44 904	130 003	0	0
La Haute-Gaspésie	TR	13 537	0	0	15 545	0
La Haute-Yamaska	MRC	0	29 795	372 690	0	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	17 559	112 832	0	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	0	21 272	0
La Macaza	M	0	0	0	35 102	0
La Malbaie	V	0	0	0	61 974	329 500
Lamarche	M	70 484	0	0	24 438	7 802
La Martre	M	68 899	0	0	23 049	0
La Matapédia	MRC	0	42 700	126 517	0	1 046
La Matapédia	TR	5 964	0	0	42 373	0
Lambton	M	0	0	0	2 517	10 626
La Minerve	M	0	0	0	83 856	4 733
La Mitis	MRC	0	42 700	38 297	0	0
La Mitis	TR	0	0	0	13 428	0
La Morandière	M	85 241	0	0	19 214	5 756
La Motte	M	31 385	0	0	5 482	2 502
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	0	230 514
Landrienne	CT	98 205	0	0	22 407	8 751
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	0	11 235
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	3 417	2 279

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Lanoraie	M	0	0	0	0	27 531
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	29 795	1	0	0
L'Anse-Saint-Jean	M	0	0	0	146 900	32 975
Lantier	M	0	0	0	893	0
La Patrie	M	0	0	0	74 484	9 841
La Pêche	M	0	0	0	34 943	67 600
La Pocatière	V	14 329	0	0	150	351 114
La Prairie	V	0	0	0	0	419 454
La Présentation	M	0	0	0	0	7 308
La Rédemption	P	106 723	0	0	14 344	7 261
La Reine	M	138 733	0	0	843	61
La Rivière-du-Nord	MRC	0	29 795	7 544	0	0
Larouche	M	18 342	0	0	9 195	21 432
La Sarre	V	572 135	0	0	1 124	372 949
L'Ascension	M	0	0	0	127 535	4 642
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	115 991	0	0	22 431	16 584
L'Ascension-de-Patapédia	M	65 315	0	0	4 633	0
L'Assomption	MRC	0	17 559	0	0	0
L'Assomption	V	0	0	0	0	730 705
La Trinité-des-Monts	P	97 956	0	0	51 264	0
Latulipe-et-Gaboury	CU	89 703	0	0	20 852	12 918
La Tuque	AG	0	39 230	131 793	243 663	0
La Tuque	V	1 446 408	0	0	409 569	427 557
Launay	CT	40 150	0	0	19 588	3 034
Laurier-Station	VL	0	0	0	0	31 676
Laurierville	M	28 138	0	0	0	6 470
Laval	MRC	0	0	0	0	0
Laval	V	0	0	0	0	5 490 665
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	42 700	189 736	0	0
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	4 841	0	0	127 815	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	35 852	427 307	0	103
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	17 559	446	0	0
Lavaltrie	V	0	0	0	0	188 029
L'Avenir	M	0	0	0	0	1 350

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

— Aide financière particulière —						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Laverlochère	M	85 690	0	0	1 921	5 156
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0	0
Lawrenceville	VL	0	0	0	0	1 913
Lebel-sur-Quévillon	V	615 384	0	32 143	4 251	167 756
Leclercville	M	0	0	0	45 797	1 847
Le Domaine-du-Roy	MRC	0	35 852	312 578	0	0
Le Domaine-du-Roy	TR	2 047	0	0	133 279	0
Lefebvre	M	0	0	0	0	2
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	0	42 700	202 493	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	TR	12 080	0	0	300 601	0
Le Golfe-du-Saint-Laurent	MRC	0	198 247	48 869	0	0
Le Granit	MRC	0	29 795	114 979	0	0
Le Haut-Richelieu	MRC	0	29 795	1 783	0	0
Le Haut-Saint-François	MRC	0	29 795	25 788	0	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	0	29 795	0	0	0
Lejeune	M	84 881	0	0	72 768	3 751
Lemieux	M	0	0	0	0	0
L'Épiphanie	V	0	0	0	0	59 801
L'Épiphanie	P	0	0	0	0	0
L'Érable	MRC	0	29 795	30 773	0	0
Le Rocher-Percé	MRC	0	44 904	194 687	0	0
Le Rocher-Percé	TR	0	0	0	7 039	0
Léry	V	0	0	0	0	624
Les Appalaches	MRC	0	29 795	13 953	0	0
Les Basques	MRC	0	39 352	10 855	0	0
Les Basques	TR	0	0	0	1 916	0
Les Bergeronnes	M	87 419	0	0	21 973	107 607
Les Cèdres	M	0	0	0	0	27 965
Les Chenaux	MRC	0	34 245	178 974	0	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	0	23 616	391 604	0	0
Les Coteaux	M	0	0	0	0	20 804
Les Éboulements	M	0	0	0	0	5 419
Les Escoumins	M	136 515	0	0	32 200	49 753

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Les Etchemins	MRC	0	37 669	28 921	0	0
Les Hauteurs	M	166 159	0	0	3 991	6 198
Les Îles-de-la-Madeleine	AG	0	42 700	0	0	179 517
Les Îles-de-la-Madeleine	M	418 455	0	0	0	206 984
Les Jardins-de-Napierville	MRC	0	29 795	0	0	0
Les Laurentides	MRC	0	35 852	417 998	0	0
Les Maskoutains	MRC	0	29 795	0	0	0
Les Méchins	M	195 553	0	0	122 903	11 951
Les Moulins	MRC	0	17 559	0	0	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	0	17 559	77 377	0	0
Les Sources	MRC	0	37 669	1 761	0	0
Le Val-Saint-François	MRC	0	29 795	346	0	0
Lévis	V	0	17 559	0	0	2 495 305
L'Île-Cadieux	V	0	0	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	16 692	0	0	94 514	16 851
L'Île-d'Orléans	MRC	0	28 601	0	0	0
L'Île-Dorval	V	0	0	0	0	0
L'Île-du-Grand-Calumet	M	21 564	0	0	2 363	3 568
L'Île-Perrot	V	0	0	0	0	120 609
Lingwick	CT	0	0	0	10 554	0
L'Isle-aux-Allumettes	M	0	0	0	1 642	15 679
L'Isle-aux-Coudres	M	0	0	0	0	16 688
L'Islet	MRC	0	37 669	68 804	0	0
L'Islet	M	73 740	0	0	0	57 774
L'Isle-Verte	M	13 394	0	0	0	28 548
Litchfield	M	0	0	0	1 688	0
Lochaber	CT	0	0	0	2 146	0
Lochaber-Partie-Ouest	CT	0	0	0	0	0
Longue-Pointe-de-Mingan	M	89 127	0	0	72 680	22 193
Longue-Rive	M	313 128	0	0	36 907	19 174
Longueuil	AG	0	8 780	0	0	0
Longueuil	V	0	0	0	4 385	4 254 331
Lorraine	V	0	0	0	0	96 640
Lorrainville	M	104 045	0	0	149	64 252

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Lotbinière	MRC	0	29 795	22 024	0	0
Lotbinière	M	0	0	0	0	2 402
Louiseville	V	189 872	0	0	0	265 995
Low	CT	0	0	0	18 821	2 365
Lyster	M	11 750	0	0	0	6 940
Macamic	V	331 813	0	0	1 986	77 161
Maddington	CT	46 952	0	0	0	0
Magog	V	0	0	0	1 766	343 677
Malartic	V	691 091	0	0	31 815	538 920
Mandeville	M	0	0	0	128 886	3 415
Manicouagan	MRC	0	26 706	316 445	0	194
Manicouagan	TR	0	0	0	103 825	0
Maniwaki	V	329 189	0	0	3 265	315 185
Manseau	M	62 881	0	0	1 306	19 471
Mansfield-et-Pontefract	M	15 219	0	0	89 734	56 079
Marguerite-D'Youville	MRC	0	17 559	5 350	0	0
Maria	M	11 692	0	0	1 866	102 146
Maria-Chapdelaine	MRC	0	42 700	270 318	0	0
Maria-Chapdelaine	TR	0	0	0	283 076	0
Maricourt	M	0	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	0	152 434
Marsoui	VL	118 823	0	0	40 873	22 165
Marston	CT	0	0	0	15 505	0
Martinville	M	0	0	0	0	2 334
Mascouche	V	0	0	0	0	535 078
Maskinongé	MRC	0	29 795	364 157	0	0
Maskinongé	M	0	0	0	0	5 608
Massueville	VL	34 428	0	0	0	8 884
Matagami	V	492 045	0	19 294	19 061	190 546
Matane	MRC	0	42 700	96 474	0	0
Matane	TR	3 478	0	0	25 949	0
Matane	V	342 586	0	0	283	455 395
Matapédia	M	69 056	0	0	49	85 733
Matawinie	MRC	0	29 795	365 094	0	2 411

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Matawinie	TR	5 725	0	0	169 704	0
Mayo	M	0	0	0	1 815	0
McMasterville	M	0	0	0	0	122 066
Mékinac	MRC	0	37 669	131 803	0	0
Mékinac	TR	3 233	0	0	60 383	0
Melbourne	CT	0	0	0	0	0
Memphrémagog	MRC	0	29 795	12 233	0	0
Mercier	V	0	0	0	0	65 105
Messines	M	0	0	0	6 594	2 001
Métabetchouan/Lac-à-la-Croix	V	100 506	0	0	24 914	137 277
Métis-sur-Mer	V	0	0	0	0	7 070
Milan	M	0	0	0	33 108	0
Mille-Isles	M	0	0	0	0	0
Minganie	MRC	0	42 245	56 367	0	0
Minganie	TR	0	0	0	159 770	0
Mirabel	MRC	0	0	0	0	0
Mirabel	V	0	0	0	0	262 043
Moffet	M	49 519	0	0	20 684	4 589
Montcalm	MRC	0	29 795	150	0	0
Montcalm	M	0	0	0	23 205	0
Mont-Carmel	M	90 551	0	0	120 339	4 100
Montcerf-Lytton	M	36 698	0	0	53 766	3 726
Montebello	M	0	0	0	0	17 965
Mont-Joli	V	267 613	0	0	0	414 245
Mont-Laurier	AG	0	0	0	0	0
Mont-Laurier	V	0	0	0	189 593	299 820
Montmagny	MRC	0	36 643	45 375	0	0
Montmagny	V	251 510	0	0	0	480 162
Montpellier	M	0	0	0	64 896	0
Montréal	AG	0	0	0	0	0
Montréal	V	0	0	0	0	46 485 013
Montréal-Est	V	0	0	0	0	24 204
Montréal-Ouest	V	0	0	0	0	162 780
Mont-Royal	V	0	0	0	0	386 739

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	0	9 183
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	0	208 353
Mont-Saint-Michel	M	0	0	0	31 153	2 404
Mont-Saint-Pierre	VL	55 973	0	0	8 521	0
Mont-Tremblant	AG	0	0	0	9 779	49 917
Mont-Tremblant	V	0	0	0	18 743	66 985
Morin-Heights	M	0	0	0	2 200	9 205
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	0	28 885	4
Murdochville	V	463 788	0	0	35 324	19 194
Namur	M	9 150	0	0	2 383	6 836
Nantes	M	42 239	0	0	0	4 909
Napierville	M	0	0	0	0	50 284
Natashquan	CT	82 238	0	0	34 189	29 972
Nédélec	CT	73 417	0	0	21 244	5 035
Neuville	V	0	0	0	0	30 797
New Carlisle	M	136 849	0	0	233	90 759
Newport	M	0	0	0	0	8
New Richmond	V	225 894	0	0	4 086	69 082
Nicolet	V	0	0	0	0	339 978
Nicolet-Yamaska	MRC	0	29 795	2 874	0	0
Nominingue	M	0	0	0	68 719	3 224
Normandin	V	169 468	0	0	29 489	154 562
Normétal	M	355 943	0	0	8 191	22 615
North Hatley	VL	0	0	0	0	7 051
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	0	51	6 854
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	0	32 005
Notre-Dame-de-Ham	M	27 457	0	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	0	118 047	1 303
Notre-Dame-de-la-Paix	M	13 517	0	0	0	3 686
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	0	5 532	10 040
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	0	36 872
Notre-Dame-de-Lorette	M	42 042	0	0	63 981	9
Notre-Dame-de-Lourdes	P	0	0	0	2 184	3 613
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	0	8 814

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Notre-Dame-de-Montauban	M	0	0	0	23 664	12 092
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	0	90 529	2 045
Notre-Dame-des-Bois	M	0	0	0	58 329	3 302
Notre-Dame-des-Monts	M	79 343	0	0	389	8 413
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	0	21	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	0	6 440
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	0	35 961
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	0	118
Notre-Dame-de-Stanbridge	M	0	0	0	0	4 167
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	0	0	0	0	10 838
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	0	185 289	3 083
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	0	0	0	0	15 517
Notre-Dame-du-Nord	M	167 598	0	0	425	54 099
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	0	90 922
Notre-Dame-du-Rosaire	M	307	0	0	60 719	0
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	0	129	0
Nouvelle	M	158 418	0	0	11 742	13 216
Noyan	M	0	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0	0
Oka	M	0	0	0	8 321	57 637
Orford	CT	0	0	0	62 693	0
Ormstown	M	0	0	0	0	82 147
Otterburn Park	V	0	0	0	0	45 589
Otter Lake	M	0	0	0	57 296	3 382
Packington	P	42 641	0	0	14 093	10 146
Padoue	M	68 524	0	0	0	8 516
Palmarolle	M	119 901	0	0	0	16 621
Papineau	MRC	0	35 852	218 728	0	0
Papineauville	M	0	0	0	0	136 757
Parisville	P	9 330	0	0	0	2 180
Paspébiac	V	264 527	0	0	3 027	115 332
Percé	V	424 684	0	0	25 741	42 590
Pérignonka	M	19 500	0	0	8 910	3 884

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	0	17 018	8 260
Petite-Vallée	M	34 940	0	0	4 206	0
Petit-Saguenay	M	182 835	0	0	73 103	18 169
Piedmont	M	0	0	0	0	7 496
Pierre-De Saurel	MRC	0	29 795	0	0	0
Pierreville	M	61 210	0	0	1 579	21 094
Pincourt	V	0	0	0	0	222 609
Piopolis	M	0	0	0	10 188	0
Plaisance	M	49 306	0	0	6 706	6 282
Plessisville	V	422 786	0	0	0	217 201
Plessisville	P	4 202	0	0	5 640	6 509
Pohénégamook	V	120 543	0	0	78 476	143 908
Pointe-à-la-Croix	M	255 495	0	0	39 125	23 181
Pointe-aux-Outardes	VL	89 604	0	0	6 247	17 676
Pointe-Calumet	M	0	0	0	487	50 407
Pointe-Claire	V	0	0	0	0	740 313
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0	0
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0	0
Pointe-Lebel	VL	156 660	0	0	8 410	24 788
Pontiac	MRC	0	42 700	152 110	0	0
Pontiac	TR	0	0	0	127 806	0
Pontiac	M	0	0	0	533	21 644
Pont-Rouge	V	0	0	0	0	72 433
Portage-du-Fort	VL	22 118	0	0	0	0
Port-Cartier	V	37 061	0	0	144 696	232 776
Port-Daniel--Gascons	M	610 247	0	0	18 191	33 749
Portneuf	MRC	0	29 795	115 618	0	0
Portneuf	TR	0	0	0	15 769	0
Portneuf	V	117 287	0	0	0	17 653
Portneuf-sur-Mer	M	214 042	0	0	32 635	25 938
Potton	CT	0	0	0	0	5 470
Pouliaries	M	156 765	0	0	5 785	6 871
Preissac	M	0	0	0	23 500	2 269
Prévost	V	0	0	0	0	68 300

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Price	VL	279 693	0	0	0	18 945
Princeville	V	179 300	0	0	0	54 237
Québec	AG	0	0	0	0	0
Québec	V	0	0	0	0	17 050 865
Racine	M	0	0	0	0	2 551
Ragueneau	P	258 463	0	0	28 433	41 493
Rapide-Dansez	M	15 986	0	0	9 001	4 471
Rapides-des-Joachims	M	21 125	0	0	63 981	0
Rawdon	M	0	0	0	12 415	164 973
Rémigny	M	77 320	0	0	76 770	0
Repentigny	V	0	0	0	0	1 437 832
Richelieu	V	0	0	0	0	26 115
Richmond	V	202 054	0	0	0	124 595
Rigaud	M	0	0	0	24	210 245
Rimouski	V	0	0	0	20 162	1 296 035
Rimouski-Neigette	MRC	0	29 795	64 956	0	0
Rimouski-Neigette	TR	0	0	0	15 199	0
Ripon	M	0	0	0	8 165	6 304
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	22 168	0	0	1 849	0
Rivière-à-Claude	M	44 946	0	0	16 663	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	0	76 642	8 159
Rivière-au-Tonnerre	M	116 957	0	0	42 069	24 384
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	0	1 598
Rivière-Bleue	M	297 123	0	0	32 412	34 261
Rivière-du-Loup	MRC	0	29 795	8 665	0	0
Rivière-du-Loup	V	0	0	0	112	678 435
Rivière-Éternité	M	103 019	0	0	136 249	11 463
Rivière-Héva	M	78 092	0	0	12 506	3 088
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	0	20 086
Rivière-Rouge	AG	0	0	0	0	0
Rivière-Rouge	V	0	0	0	102 700	138 052
Rivière-Saint-Jean	M	89 948	0	0	72 114	6 753
Robert-Cliche	MRC	0	29 795	16	0	0
Roberval	V	455 123	0	0	23 268	485 833

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Rochebaucourt	M	73 341	0	0	15 160	0
Roquemaure	M	82 930	0	0	2 848	3 585
Rosemère	V	0	0	0	0	294 900
Rougemont	M	0	0	0	0	7 495
Roussillon	MRC	0	17 559	0	0	0
Rouville	MRC	0	23 678	0	0	0
Rouyn-Noranda	V	694 841	35 852	402 448	479 431	953 746
Roxton	CT	0	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	58 715	0	0	0	15 290
Roxton Pond	M	0	0	0	7 425	21 789
Sacré-Coeur	M	166 455	0	0	29 503	13 463
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0	0
Saguenay	V	0	0	0	80 306	4 111 475
Saint-Adalbert	M	44 698	0	0	32 203	3 478
Saint-Adelme	P	109 702	0	0	1 004	6 708
Saint-Adelphe	P	58 253	0	0	0	11 045
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	0	17 746	614
Saint-Adrien	M	0	0	0	0	2 603
Saint-Adrien-d'Irlande	M	3 489	0	0	0	11
Saint-Agapit	M	0	0	0	0	100 405
Saint-Aimé	M	0	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	0	0	0	70 862	5 454
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	0	40 177	98
Saint-Alban	M	0	0	0	14 016	4 346
Saint-Albert	M	0	0	0	0	3 826
Saint-Alexandre	M	0	0	0	0	13 044
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	61 068	0	0	390	40 459
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	75 512	0	0	13 897	0
Saint-Alexis	VL	0	0	0	0	7 198
Saint-Alexis	P	0	0	0	0	0
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	156 320	0	0	161	7 674
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	0	302 526	22 177
Saint-Alfred	M	0	0	0	0	0
Saint-Alphonse	M	111 388	0	0	2 213	7 367

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Alphonse-de-Granby	M	0	0	0	0	14 351
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	0	2 652	8 922
Saint-Amable	M	0	0	0	0	108 933
Saint-Ambroise	M	130 391	0	0	3 919	25 982
Saint-Ambroise-de-Kildare	P	0	0	0	0	10 693
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	0	35	14 069
Saint-André	M	1 833	0	0	4 429	5 974
Saint-André-Avellin	M	0	0	0	0	47 237
Saint-André-d'Argenteuil	M	0	0	0	0	12 846
Saint-André-de-Restigouche	M	66 660	0	0	8 314	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	94 306	0	0	24 836	16 771
Saint-Anicet	M	0	0	0	0	4 818
Saint-Anselme	M	0	0	0	0	114 121
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	0	164
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	0	4 970
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	14 754
Saint-Antonin	P	0	0	0	30 360	24 454
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	0	28 052
Saint-Armand	M	0	0	0	0	2 116
Saint-Arsène	P	0	0	0	0	16 872
Saint-Athanase	M	74 697	0	0	73 382	2 553
Saint-Aubert	M	0	0	0	0	3 435
Saint-Augustin	P	74 486	0	0	14 148	12 614
Saint-Augustin	M	127 334	0	0	119 040	31 863
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	0	534 595
Saint-Augustin-de-Woburn	P	0	0	0	130 493	5 962
Saint-Barnabé	P	27 679	0	0	163	1 990
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	0	2 736
Saint-Barthélemy	P	7 580	0	0	0	10 436
Saint-Basile	V	89 873	0	0	0	9 522
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	0	89 987
Saint-Benjamin	M	81 157	0	0	43	3 529
Saint-Benoît-Labre	M	28 118	0	0	0	7 759
Saint-Bernard	M	0	0	0	0	12 874

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	0	3 887
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	0	1 985
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	8 367
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	0	2 165
Saint-Boniface	M	0	0	0	0	26 039
Saint-Bruno	M	130 342	0	0	0	27 472
Saint-Bruno-de-Guigues	M	42 101	0	0	263	8 150
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	70 269	0	0	66	1 886
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	0	15 950	464 970
Saint-Calixte	M	0	0	0	1 543	44 885
Saint-Camille	CT	0	0	0	0	2 042
Saint-Camille-de-Lellis	P	145 471	0	0	107 146	11 208
Saint-Casimir	M	241 310	0	0	0	34 770
Saint-Célestin	VL	43 902	0	0	0	18 122
Saint-Célestin	M	0	0	0	0	0
Saint-Césaire	V	0	0	0	0	83 229
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	0	257 704
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	56 932
Saint-Charles-de-Bourget	M	29 143	0	0	983	10 655
Saint-Charles-Garnier	P	103 560	0	0	5 187	3 721
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	4 515
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	0	0	0	0	14 247
Saint-Claude	M	0	0	0	0	4 613
Saint-Clément	P	99 796	0	0	0	4 315
Saint-Cléophas	P	115 832	0	0	8 151	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	3 824	0	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	0	3 979
Saint-Colomban	V	0	0	0	0	85 171
Saint-Côme	P	0	0	0	44 233	3 946
Saint-Côme--Linière	M	186 360	0	0	9 447	18 655
Saint-Constant	V	0	0	0	0	243 826
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	0	7 881
Saint-Cyprien	M	91 525	0	0	22 020	14 605

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Cyprien	P	99 835	0	0	0	3 493
Saint-Cyprien-de-Napierville	M	0	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	83 197	0	0	64 172	5 318
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	0	12 395
Saint-Damase	P	47 561	0	0	5 701	3 191
Saint-Damase	M	0	0	0	0	15 882
Saint-Damase-de-L'Islet	M	98 119	0	0	70 013	0
Saint-Damien	P	0	0	0	67 462	5 859
Saint-Damien-de-Buckland	P	32 217	0	0	0	111 728
Saint-David	M	0	0	0	0	5 538
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	0	65 468	5 620
Saint-Denis	P	0	0	0	0	3 501
Saint-Denis-de-Brompton	P	0	0	0	776	12 461
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	10 145
Saint-Didace	P	0	0	0	0	2 215
Saint-Dominique	M	0	0	0	0	9 921
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	43 510	0	0	34 040	3 134
Saint-Donat	P	44 148	0	0	419	9 780
Saint-Donat	M	0	0	0	146 471	20 702
Sainte-Adèle	V	0	0	0	7 558	165 550
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	0	3 798
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	0	24	104 067
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	0	42	283 277
Sainte-Angèle-de-Méridi	M	186 645	0	0	0	7 870
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	0	0	0	0	6 470
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	41 287	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	41 437	0	0	0	14 819
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	0	431 872
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	18 814	0	0	256	12 243
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	68 750	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	0	3 524
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	0	13 822
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0	0
Sainte-Anne-des-Monts	V	684 258	0	0	20 961	281 952

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques		
Sainte-Anne-de-Sorel	M	0	0	0	0		16 053
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	0		182 897
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	0	100 166		6 092
Sainte-Anne-du-Sault	M	63 900	0	0	0		0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	54 158	0	0	44 233		6 116
Sainte-Aurélie	M	47 297	0	0	40		2 953
Sainte-Barbe	M	0	0	0	0		0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	0		5 355
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	0		10 724
Sainte-Brigitte-de-Laval	M	0	0	0	0		26 618
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	0		2 359
Sainte-Catherine	V	0	0	0	0		243 305
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	0	46		4 546
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	0	11 988		119 578
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	9 092	0	0	0		5 555
Sainte-Cécile-de-Milton	M	0	0	0	0		11 536
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	0		5 457
Sainte-Christine	P	0	0	0	0		3 342
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	0	598		0
Sainte-Claire	M	0	0	0	0		28 622
Sainte-Clotilde	M	0	0	0	0		9 812
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	0		5 357
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	7 585	0	0	0		6 429
Sainte-Croix	M	0	0	0	0		94 313
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0		0
Saint-Edmond-les-Plaines	M	76 728	0	0	14 574		5 013
Saint-Édouard	M	0	0	0	0		2 898
Saint-Édouard-de-Fabre	P	45 102	0	0	8 889		5 399
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	0	10 292		4 673
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	41 941	0	0	0		0
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	0		5 112
Sainte-Élisabeth	P	0	0	0	0		9 203
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0		0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	0	58 597		4 534

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques		
Sainte-Eulalie	M	0	0	0	820		6 152
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	52 055	0	0	28 258		0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0		0
Sainte-Félicité	M	109 632	0	0	1 299		12 149
Sainte-Félicité	M	90 528	0	0	2 430		2 550
Sainte-Flavie	P	0	0	0	0		0
Sainte-Florence	M	141 513	0	0	10 369		1 858
Sainte-Françoise	P	90 878	0	0	3 021		4 755
Sainte-Françoise	M	0	0	0	4 067		3 795
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	0	0	0	0		53 703
Sainte-Geneviève-de-Berthier	P	0	0	0	0		8 035
Sainte-Germaine-Boulé	M	146 339	0	0	1 694		7 565
Sainte-Gertrude-Manneville	M	97 851	0	0	9 480		5 537
Sainte-Hedwidge	M	115 213	0	0	120 953		3 211
Sainte-Hélène	M	50 844	0	0	0		7 210
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	0		4 777
Sainte-Hélène-de-Chester	M	0	0	0	0		0
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	45 016	0	0	0		3 796
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	0		8 622
Sainte-Irène	P	34 054	0	0	11 557		1 802
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	58 524	0	0	52		6 863
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	79 325	0	0	26 225		7 099
Sainte-Julie	V	0	0	0	317		398 820
Sainte-Julienne	M	0	0	0	2 357		139 448
Sainte-Justine	M	105 009	0	0	3 050		35 778
Sainte-Justine-de-Newton	M	0	0	0	0		4 438
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	0	202		5 239
Saint-Éloi	P	57 505	0	0	0		5 969
Sainte-Louise	P	58 570	0	0	0		2 550
Saint-Elphège	P	0	0	0	0		0
Sainte-Luce	M	0	0	0	970		23 149
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	71 313	0	0	26 678		8 807
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	0	30 217		8
Saint-Elzéar	M	83 482	0	0	15 552		6 337

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Elzéar	M	0	0	0	0	13 339
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	61 881	0	0	20 699	2 195
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	0	21 222
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	94 245	0	0	28 934	0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	0	117	2 929
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	0	7 220
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	0	5 695	12 701
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	0	0
Sainte-Marguerite-Marie	M	61 013	0	0	17 502	0
Sainte-Marie	V	0	0	0	0	251 725
Sainte-Marie-de-Blandford	M	0	0	0	12 144	2 297
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	0	4 426
Sainte-Marthe	M	0	0	0	0	4 887
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	0	146 902
Sainte-Martine	M	0	0	0	0	18 822
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	0	7 780
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	0	1 206	0
Sainte-Monique	M	0	0	0	0	8 235
Sainte-Monique	M	0	0	0	32 678	12 217
Sainte-Paule	M	0	0	0	24 921	4 647
Sainte-Perpétue	M	178 497	0	0	110 965	18 742
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	0	4 112
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	0	0
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	59 782	0	0	0	15 249
Saint-Épiphane	M	106 656	0	0	57	7 455
Sainte-Praxède	P	0	0	0	21 641	19
Sainte-Rita	M	128 116	0	0	7 718	10 107
Sainte-Rose-de-Watford	M	45 996	0	0	13 289	4 434
Sainte-Rose-du-Nord	P	0	0	0	14 226	6 588
Sainte-Sabine	P	65 751	0	0	763	0
Sainte-Sabine	M	0	0	0	0	2
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0	0
Sainte-Sophie	M	0	0	0	0	46 149

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	25 140	0	0	0	6 895
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	0	3 926
Saint-Esprit	M	0	0	0	0	14 535
Sainte-Thècle	M	29 625	0	0	37 080	22 560
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	0	720 638
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	213 903	0	0	0	15 765
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	0	4 192	2 411
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	0	3 989
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	0	67	20 620
Saint-Eugène	M	0	0	0	0	2 014
Saint-Eugène-d'Argentenay	M	97 980	0	0	57	7 378
Saint-Eugène-de-Guigues	M	19 935	0	0	3 205	5 559
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	41 693	0	0	51 459	1 942
Sainte-Ursule	P	39 704	0	0	0	8 384
Saint-Eusèbe	P	37 990	0	0	1 553	5 615
Saint-Eustache	V	0	0	0	0	469 101
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	0	0	0	0	4 360
Sainte-Victoire-de-Sorel	M	0	0	0	0	3 787
Saint-Fabien	P	69 982	0	0	6 118	12 589
Saint-Fabien-de-Panet	P	90 950	0	0	44 055	14 791
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	0	23 368	985
Saint-Félicien	V	121 781	0	0	28 048	324 350
Saint-Félix-de-Dalquier	M	106 025	0	0	3 293	6 345
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	0	3 425
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	0	116 115
Saint-Félix-d'Otis	M	0	0	0	46 609	8 797
Saint-Ferdinand	M	0	0	0	0	27 489
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	0	9 956
Saint-Flavien	M	0	0	0	0	7 475
Saint-Fortunat	M	0	0	0	0	0
Saint-François-d'Assise	M	181 344	0	0	10 169	10 206
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	0	3 695	15 760
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques		
Saint-François-de-Sales	M	183 280	0	0	43 163		20 242
Saint-François-du-Lac	M	12 893	0	0	973		13 733
Saint-François-Xavier-Brompton	P	0	0	0	0		6 478
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	36 293	0	0	18 051		3 298
Saint-Frédéric	P	23 298	0	0	0		8 111
Saint-Fulgence	M	0	0	0	68 262		21 673
Saint-Gabriel	V	263 777	0	0	0		41 062
Saint-Gabriel-de-Brandon	P	0	0	0	0		24 890
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	80 214	0	0	5 148		10 940
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	0	13 904		20 095
Saint-Gabriel-Lalemant	M	145 359	0	0	2 471		4 356
Saint-Gédéon	M	0	0	0	32		10 424
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	145 559	0	0	0		14 730
Saint-Georges	V	29 478	0	0	0		888 288
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	0		5 013
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	0		5 352
Saint-Gérard-Majella	P	0	0	0	0		0
Saint-Germain	P	0	0	0	0		0
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	0		15 598
Saint-Gervais	M	0	0	0	0		27 957
Saint-Gilbert	P	17 250	0	0	0		0
Saint-Gilles	P	0	0	0	0		14 203
Saint-Godefroi	CT	61 591	0	0	1 947		0
Saint-Guillaume	M	0	0	0	0		4 719
Saint-Guy	M	41 802	0	0	27 116		0
Saint-Henri	M	0	0	0	0		35 338
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	0	993		6 506
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	0		2
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	12 219	0	0	0		0
Saint-Hilarion	P	18 535	0	0	83		7 368
Saint-Hippolyte	M	0	0	0	5 159		21 566
Saint-Honoré	M	0	0	0	7 618		53 652
Saint-Honoré-de-Shenley	M	47 186	0	0	0		9 805
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	139 323	0	0	42 319		10 659

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	0	0	0	19 370	13 336
Saint-Hugues	M	0	0	0	0	6 050
Saint-Hyacinthe	V	0	0	0	0	1 744 607
Saint-Ignace-de-Loyola	P	0	0	0	0	2 595
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	0	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	0	4 726
Saint-Isidore	M	0	0	0	0	13 069
Saint-Isidore	P	0	0	0	0	11 437
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	0	5 639
Saint-Jacques	M	0	0	0	0	92 857
Saint-Jacques-de-Leeds	M	11 111	0	0	0	4 739
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	0	330	17
Saint-Jacques-le-Mineur	M	0	0	0	0	5 613
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	0	26 080	3 781
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	0	20 382
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	55 944	0	0	29 975	2 975
Saint-Jean-de-Dieu	M	342 425	0	0	1 975	24 890
Saint-Jean-de-la-Lande	M	0	0	0	4 750	0
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	549
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	0	35 570
Saint-Jean-Port-Joli	M	0	0	0	0	31 891
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	0	119	1 355 959
Saint-Jérôme	V	0	0	0	0	1 726 808
Saint-Joachim	P	0	0	0	0	7 255
Saint-Joachim-de-Shefford	M	0	0	0	5 839	4 375
Saint-Joseph-de-Beauce	V	43 730	0	0	0	132 433
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	0	0	0	29 382	8 140
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	3 544	0	0	4 214	2 994
Saint-Joseph-de-Lepage	P	32 028	0	0	0	18 875
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	161 188	0	0	0	19 780
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	0	314	19 575
Saint-Jude	M	0	0	0	0	5 418

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques		
Saint-Jules	P	0	0	0	0		0
Saint-Julien	M	0	0	0	0		0
Saint-Just-de-Bretenières	M	125 962	0	0	62 260		6 766
Saint-Juste-du-Lac	M	86 263	0	0	31 351		11 917
Saint-Justin	P	0	0	0	0		7 372
Saint-Lambert	V	0	0	0	2 687		498 492
Saint-Lambert	P	73 974	0	0	8 555		0
Saint-Lambert-de-Lauzon	P	0	0	0	0		22 282
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0		6 246
Saint-Lazare	V	0	0	0	0		153 524
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	0	0	0	0		8 890
Saint-Léandre	P	55 690	0	0	13 151		5 885
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	0		63 753
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	21 673	0	0	19 321		5 364
Saint-Léon-de-Standon	P	16 124	0	0	1 450		8 490
Saint-Léon-le-Grand	P	190 470	0	0	0		11 477
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	0		4 924
Saint-Liboire	M	0	0	0	0		10 227
Saint-Liguori	P	0	0	0	0		8 802
Saint-Lin-Laurentides	V	0	0	0	0		161 209
Saint-Louis	M	0	0	0	0		3 258
Saint-Louis-de-Blandford	M	0	0	0	533		0
Saint-Louis-de-Gonzague	M	75 327	0	0	334		8
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	0		7 670
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	165 657	0	0	14 427		18 980
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	53 673	0	0	38 515		0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	29 967	0	0	0		0
Saint-Lucien	P	0	0	0	0		0
Saint-Ludger	M	94 822	0	0	2 952		4 339
Saint-Ludger-de-Milot	M	52 638	0	0	26 175		3 547
Saint-Magloire	M	56 466	0	0	39 216		8 179
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	0		9 802
Saint-Malachie	P	0	0	0	0		6 379
Saint-Malo	M	0	0	0	0		4 774

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Marc-de-Figuery	P	0	0	0	507	3 420
Saint-Marc-des-Carières	V	111 268	0	0	0	105 521
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	86 299	0	0	15 019	4 325
Saint-Marcel	M	101 020	0	0	43 499	5 002
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	0	5 417
Saint-Marcellin	P	4 118	0	0	13 183	0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	9 963
Saint-Martin	P	101 315	0	0	0	93 627
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	20 553
Saint-Mathieu	M	0	0	0	0	7 845
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	0	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	0	0	0	17 171	2 927
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	0	4 485	1 990
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	0	48 539	3 628
Saint-Maurice	P	79 549	0	0	0	11 427
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	251 397	0	0	22 744	40 907
Saint-Médard	M	95 940	0	0	16 951	2 399
Saint-Michel	M	0	0	0	0	7 800
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	25 133
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	0	231 377	21 860
Saint-Michel-du-Squatec	P	215 809	0	0	106 973	76 567
Saint-Modeste	M	0	0	0	11 590	8 415
Saint-Moïse	P	135 221	0	0	1 670	4 986
Saint-Narcisse	P	36 227	0	0	3 255	11 762
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	0	5 100
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	60 298	0	0	38 159	13 111
Saint-Nazaire	M	125 323	0	0	7 391	22 209
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	0	5 396
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	3 579	0	0	0	0
Saint-Nérée-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	12 285
Saint-Noël	VL	147 588	0	0	113	7 892
Saint-Norbert	P	0	0	0	0	2 753
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	16 984	0	0	0	8 211
Saint-Octave-de-Métis	P	83 457	0	0	0	3 852

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	27	0	0	117	9 541
Saint-Omer	M	25 631	0	0	18 858	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	M	49 308	0	0	8 923	3 177
Saint-Ours	V	0	0	0	0	9 932
Saint-Pacôme	M	117 276	0	0	0	23 349
Saint-Pamphile	V	274 677	0	0	49	81 171
Saint-Pascal	V	113 726	0	0	0	165 173
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	0	11 370
Saint-Patrice-de-Sherrington	M	0	0	0	0	9 925
Saint-Paul	M	0	0	0	0	19 077
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	0	0	0	0	8 452
Saint-Paul-de-la-Croix	P	74 529	0	0	27	3 653
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	M	0	0	0	0	5 683
Saint-Paul-de-Montminy	M	35 207	0	0	8 052	40 212
Saint-Paulin	M	43 239	0	0	17 710	13 107
Saint-Philémon	P	0	0	0	39 968	6 372
Saint-Philibert	M	1 335	0	0	0	0
Saint-Philippe	M	0	0	0	0	23 010
Saint-Philippe-de-Néri	P	65 747	0	0	0	5 834
Saint-Pie	V	0	0	0	0	36 405
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0	0
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	0	3 837
Saint-Pierre-de-Broughton	M	0	0	0	0	6 302
Saint-Pierre-de-Lamy	M	22 554	0	0	28 270	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	0	0	0	10 806	12 943
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	14 101
Saint-Pierre-Véronne-à-Pike-River	M	0	0	0	0	0
Saint-Pierre-les-Becquets	M	0	0	0	0	63 001
Saint-Placide	M	0	0	0	0	7 418
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	0	82 890
Saint-Prime	M	121 528	0	0	17 965	27 444
Saint-Prosper	M	309 565	0	0	0	110 637
Saint-Prosper-de-Champlain	M	28 802	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques		
Saint-Raphaël	M	0	0	0	0	25 177	
Saint-Raymond	V	0	0	0	60 747	174 769	
Saint-Rémi	V	0	0	0	0	59 942	
Saint-Rémi-de-Tingwick	M	0	0	0	0	0	
Saint-René	P	29 528	0	0	0	0	
Saint-René-de-Matane	M	159 530	0	0	62 355	20 522	
Saint-Robert	M	0	0	0	0	6 663	
Saint-Robert-Bellarmin	M	15 341	0	0	98 904	4 457	
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	0	104 200	
Saint-Roch-de-Mékinac	P	13 334	0	0	26 399	4 100	
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	0	4 564	
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	0	4 692	
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0	0	
Saint-Romain	M	0	0	0	37 482	9 816	
Saint-Rosaire	P	0	0	0	792	2 392	
Saint-Samuel	M	33 919	0	0	0	2 231	
Saints-Anges	P	0	0	0	0	5 558	
Saint-Sauveur	V	0	0	0	0	21 816	
Saint-Sébastien	M	547	0	0	0	6 685	
Saint-Sébastien	M	0	0	0	0	2 536	
Saint-Sévère	P	0	0	0	0	0	
Saint-Séverin	P	0	0	0	0	0	
Saint-Séverin	P	34 744	0	0	1 419	6 025	
Saint-Siméon	P	122 498	0	0	134	10 494	
Saint-Siméon	M	38 170	0	0	39 333	21 084	
Saint-Simon	P	15 858	0	0	456	5 300	
Saint-Simon	M	0	0	0	0	5 305	
Saint-Simon-les-Mines	M	6 836	0	0	0	0	
Saint-Sixte	M	0	0	0	753	0	
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	0	8 960	0	
Saint-Stanislas	M	0	0	0	0	7 521	
Saint-Stanislas	M	35 726	0	0	25 893	0	
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	0	0	0	0	4 734	
Saint-Sulpice	P	0	0	0	0	18 474	

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Sylvère	M	0	0	0	0	4 130
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	0	9 709
Saint-Télesphore	M	0	0	0	0	3 798
Saint-Tharcisius	P	127 912	0	0	1 422	5 878
Saint-Théodore-d'Acton	M	0	0	0	0	4 143
Saint-Théophile	M	47 692	0	0	68 708	4 235
Saint-Thomas	M	0	0	0	0	10 551
Saint-Thomas-Didyme	M	113 869	0	0	78 346	11 756
Saint-Thuribe	P	27 614	0	0	0	0
Saint-Tite	V	86 053	0	0	614	92 846
Saint-Tite-des-Caps	M	0	0	0	0	14 626
Saint-Ubalde	M	0	0	0	122 904	7 000
Saint-Ulric	M	104 641	0	0	0	11 180
Saint-Urbain	P	28 477	0	0	34	9 954
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	0	5 604
Saint-Valentin	M	0	0	0	0	0
Saint-Valère	M	23 019	0	0	674	5 114
Saint-Valérien	P	32 152	0	0	16 725	1 143
Saint-Valérien-de-Milton	M	0	0	0	0	9 420
Saint-Vallier	M	0	0	0	0	7 058
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	0	0
Saint-Vianney	M	100 988	0	0	24 844	5 345
Saint-Victor	M	0	0	0	0	20 086
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	0	8 652
Saint-Zacharie	M	326 444	0	0	19 274	10 062
Saint-Zénon	M	0	0	0	160 720	3 198
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	81 616	0	0	1 342	2 450
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	0	5 811
Saint-Zotique	M	0	0	0	0	55 254
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	0	803 483
Sayabec	M	244 485	0	0	33 893	46 643
Schefferville	V	285 932	0	0	16 020	11 700
Scotstown	V	100 005	0	0	0	5 641
Scott	M	0	0	0	0	11 941

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Senneterre	V	682 622	0	0	349 414	127 477
Senneterre	P	78 258	0	0	33 465	0
Senneville	VL	0	0	0	0	93 593
Sept-Îles	V	0	0	0	173 136	560 798
Sept-Rivières	MRC	0	35 852	328 721	0	0
Sept-Rivières	TR	5 082	0	0	88 309	0
Shannon	M	0	0	0	453	39 809
Shawinigan	V	2 346 292	34 245	531 530	5 426	1 178 017
Shawville	M	0	0	0	0	104 615
Sheenboro	M	0	0	0	38 998	0
Shefford	CT	0	0	0	0	1 301
Sherbrooke	V	0	14 898	0	275	4 825 078
Shigawake	M	101 823	0	0	2 267	0
Sorel-Tracy	V	0	0	0	0	848 474
Stanbridge East	M	0	0	0	0	0
Stanbridge Station	M	0	0	0	0	0
Stanstead	V	112 030	0	0	0	131 674
Stanstead	CT	0	0	0	0	0
Stanstead-Est	M	0	0	0	0	0
Stoke	M	0	0	0	736	15 764
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	0	66 450	26 388
Stornoway	M	0	0	0	59 923	3 954
Stratford	CT	0	0	0	32 672	5 495
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0	0
Sutton	V	0	0	0	0	20 303
Tadoussac	VL	0	0	0	2 562	24 809
Taschereau	M	326 183	0	0	19 823	7 053
Témiscamingue	V	39 253	0	0	48 912	78 449
Témiscamingue	MRC	0	37 274	170 462	0	0
Témiscamingue	TR	0	0	0	39 518	0
Témiscouata	MRC	0	37 669	81 661	0	0
Témiscouata-sur-le-Lac	V	219 393	0	0	33 452	193 360
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	0	9 250
Terrebonne	V	0	0	0	0	2 019 633

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Thérèse-De Blainville	MRC	0	17 559	0	0	0
Thetford Mines	V	1 267 590	0	0	1 386	906 466
Thorne	M	0	0	0	1 685	0
Thurso	V	40 331	0	0	356	27 011
Tingwick	M	0	0	0	0	5 303
Tourville	M	207 083	0	0	109 188	2 174
Trécesson	CT	0	0	0	9 372	3 633
Très-Saint-Rédempteur	M	0	0	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0	0
Tring-Jonction	VL	97 910	0	0	0	8 587
Trois-Pistoles	V	283 653	0	0	0	248 440
Trois-Rives	M	0	0	0	86 259	0
Trois-Rivières	V	1 489 173	0	0	1 936	4 101 447
Ulverton	M	0	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	0	6 689
Val-Alain	M	0	0	0	17 381	4 838
Val-Brillant	M	118 022	0	0	0	10 418
Valcourt	V	0	0	0	0	71 189
Valcourt	CT	0	0	0	0	0
Val-David	VL	0	0	0	0	23 480
Val-des-Bois	M	0	0	0	38 185	2 290
Val-des-Lacs	M	0	0	0	43 194	0
Val-des-Monts	M	0	0	0	18 481	53 177
Val-d'Or	V	351 599	0	0	388 821	588 220
Val-Joli	M	0	0	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	63 835	0	0	19 239	0
Vallée-Jonction	M	0	0	0	0	10 999
Val-Morin	M	0	0	0	184	0
Val-Racine	P	0	0	0	35 951	0
Val-Saint-Gilles	M	51 946	0	0	9 559	0
Varennnes	V	0	0	0	0	312 139
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	0	462 956
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	17 559	446	0	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0	0
Verchères	M	0	0	0	0	22 825
Victoriaville	V	584 634	0	0	0	1 073 251
Ville-Marie	V	139 885	0	0	0	61 341
Villeroy	M	0	0	0	28 191	2 127
Waltham	M	0	0	0	62 983	0
Warden	VL	0	0	0	0	0
Warwick	V	38 797	0	0	0	85 007
Waterloo	V	135 014	0	0	0	112 979
Waterville	V	0	0	0	0	67 787
Weedon	M	0	0	0	0	18 218
Wentworth	CT	0	0	0	6 421	0
Wentworth-Nord	M	0	0	0	19 076	0
Westbury	CT	0	0	0	0	0
Westmount	V	0	0	0	0	1 091 776
Wickham	M	0	0	0	0	11 059
Windsor	V	0	0	0	0	178 770
Wotton	M	20 295	0	0	0	8 194
Yamachiche	M	0	0	0	0	17 705
Yamaska	M	0	0	0	0	7 252

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Abercorn	VL	0	0	0	0
Abitibi	MRC	0	244 241	0	0
Abitibi	TR	57 105	0	11 373	0
Abitibi-Ouest	TR	46 168	0	2 099	0
Abitibi-Ouest	MRC	0	217 919	0	0
Acton	MRC	0	0	0	0
Acton Vale	V	186 791	0	0	148 519
Adstock	M	0	0	17 472	6 506
Aguanish	M	84 669	0	97 225	8 380
Albanel	M	176 587	0	19 640	28 075
Albertville	M	69 355	0	3 888	2 599
Alleyn-et-Cawood	M	0	0	47 530	4
Alma	V	0	0	1 525	779 975
Amherst	CT	0	0	54 569	5 544
Amos	V	519 631	0	32 583	550 079
Amqui	V	348 170	0	11 260	260 488
Ange-Gardien	M	0	0	0	8 722
Angliers	VL	64 151	0	24 239	0
Antoine-Labelle	MRC	0	357 180	0	0
Antoine-Labelle	TR	0	0	195 819	0
Argenteuil	MRC	0	100 636	0	0
Armagh	M	62 113	0	33 536	8 335
Arthabaska	MRC	0	15 650	0	0
Arundel	CT	0	0	4 711	6 462
Asbestos	V	868 904	0	0	176 730
Ascot Corner	M	0	0	0	12 032
Aston-Jonction	M	0	0	0	3 087
Auclair	M	19 317	0	15 032	7 904
Audet	M	3 487	0	68	4 604
Aumond	CT	16 971	0	26 973	0
Austin	M	0	0	1 542	4 423

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Authier	M	86 229	0	8 563	0
Authier-Nord	M	79 772	0	21 892	3 478
Avignon	TR	0	0	7 824	0
Avignon	MRC	0	137 808	0	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	33 917
Baie-Comeau	V	52 467	0	41 089	756 478
Baie-des-Sables	M	35 024	0	0	7 071
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	8 012
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	90 853
Baie-James	M	171 784	20 122	1 032 150	11 900
Baie-Johan-Beetz	M	17 029	0	24 078	2 712
Baie-Sainte-Catherine	M	28 094	0	9 042	6 040
Baie-Saint-Paul	V	0	0	34	238 808
Baie-Trinité	VL	192 176	0	70 945	40 776
Barkmere	V	0	0	2 836	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0
Barraute	M	415 031	0	43 531	56 793
Batiscan	M	0	0	0	3 250
Beaconsfield	V	0	0	0	466 781
Béarn	M	166 125	0	48 723	9 070
Beauce-Sartigan	MRC	0	15 475	0	0
Beauceville	V	150 397	0	0	212 187
Beauharnois	V	0	0	0	226 480
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	0	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	1 888	6 392
Beaumont	M	0	0	0	13 006
Beaupré	V	0	0	0	139 713
Bécancour	V	0	0	1 006	53 770
Bécancour	MRC	0	13 448	0	0
Bedford	CT	0	0	0	0
Bedford	V	0	0	0	89 787

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Bégin	M	52 716	0	42 725	11 052
Belcourt	M	76 274	0	36 680	0
Bellechasse	MRC	0	9 108	0	0
Belleterre	V	132 623	0	60 220	4 169
Beloeil	V	0	0	0	308 782
Berry	M	81 073	0	31 934	2 314
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	7 958
Berthierville	V	0	0	0	193 020
Béthanie	M	0	0	0	0
Biencourt	M	138 439	0	26 506	5 333
Blainville	V	0	0	0	518 574
Blanc-Sablon	M	107 873	0	37 205	119 402
Blue Sea	M	0	0	3 005	1 596
Boileau	M	0	0	13 698	0
Boisbriand	V	0	0	0	403 238
Boischatel	M	0	0	0	26 550
Bois-des-Filion	V	0	0	0	105 665
Bois-Franc	M	0	0	3 500	3 609
Bolton-Est	M	0	0	0	385
Bolton-Ouest	M	0	0	0	0
Bonaventure	V	2 749	0	105	140 648
Bonaventure	TR	760	0	13 566	0
Bonaventure	MRC	0	188 365	0	0
Bonne-Espérance	M	227 545	0	93 902	64 063
Bonsecours	M	0	0	34	3 469
Boucherville	V	0	0	22 858	324 667
Bouchette	M	0	0	6 812	1 965
Bowman	M	0	0	12 625	0
Brébeuf	P	0	0	1 587	0
Brigham	M	0	0	0	2 448
Bristol	M	0	0	22	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Brome	VL	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	0	0	0
Bromont	V	0	0	0	40 440
Brossard	V	0	0	1 216	585 449
Brownsburg-Chatham	V	0	0	0	32 529
Bryson	M	72 741	0	0	0
Bury	M	0	0	0	2 944
Cacouna	M	0	0	290	24 514
Calixa-Lavallée	P	0	0	0	0
Campbell's Bay	M	117 808	0	0	61 829
Candiac	V	0	0	0	162 770
Caniapiscau	MRC	0	27 815	0	0
Caniapiscau	TR	0	0	199 181	0
Cantley	M	0	0	0	43 623
Cap-Chat	V	436 843	0	6 180	65 856
Caplan	M	117 470	0	62	17 622
Cap-Saint-Ignace	M	86 116	0	39 123	32 161
Cap-Santé	V	0	0	0	19 487
Carignan	V	0	0	0	25 559
Carleton-sur-Mer	V	55 832	0	15 301	179 833
Cascapédia--Saint-Jules	M	60 696	0	5 295	0
Causapscal	V	596 060	0	429	121 320
Cayamant	M	0	0	72 215	1 401
Chambly	V	0	0	0	272 038
Chambord	M	0	0	6 582	17 676
Champlain	M	0	0	0	3 123
Champneuf	M	50 103	0	20 002	0
Chandler	V	912 716	0	43 986	296 807
Chapais	V	515 473	18 291	23 116	115 382
Charette	M	39 038	0	0	11 097
Charlemagne	V	0	0	0	34 138

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Charlevoix	TR	0	0	30 189	0
Charlevoix	MRC	0	126 531	0	0
Charlevoix-Est	TR	22 522	0	11 773	0
Charlevoix-Est	MRC	0	78 423	0	0
Chartierville	M	0	0	6 456	0
Châteauguay	V	0	0	0	1 240 251
Château-Richer	V	0	0	0	22 583
Chazel	M	47 943	0	5 693	0
Chelsea	M	0	0	0	40 065
Chénéville	M	0	0	834	9 683
Chertsey	M	0	0	85 399	27 677
Chesterville	M	0	0	0	7 730
Chibougamau	V	403 533	79 671	132 232	414 471
Chichester	CT	23 716	0	37 774	0
Chute-aux-Outardes	VL	418 502	0	1 257	45 670
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	90 846	1 725
Clarendon	M	0	0	79	67
Clermont	V	26 854	0	5 274	39 138
Clermont	CT	53 526	0	5 078	2 939
Clerval	M	10 694	0	1 726	0
Cleveland	CT	0	0	0	15 944
Cloridorme	CT	142 653	0	17 468	15 877
Coaticook	V	0	0	0	226 552
Coaticook	MRC	0	0	0	0
Colombier	M	228 678	0	45 294	33 226
Compton	M	0	0	0	22 976
Contrecoeur	V	0	0	0	28 534
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0
Cookshire-Eaton	V	0	0	0	24 828
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	50 371
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	261 021	0	151 561	107 288

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	784 484
Courcelles	M	86 914	0	0	5 336
Cowansville	V	0	0	0	400 037
Crabtree	M	0	0	0	18 272
Danville	V	210 288	0	0	21 503
D'Au-tray	MRC	0	9 204	0	0
Daveluyville	V	146 784	0	0	49 202
Dégelis	V	220 454	0	208 349	148 715
Déléage	M	131 897	0	31 871	1 711
Delson	V	0	0	0	88 179
Denholm	M	0	0	36 347	0
Desbiens	V	145 178	0	360	10 443
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	M	0	0	0	18 584
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	7 601
Deux-Montagnes	V	0	0	0	321 230
Deux-Montagnes	MRC	0	14 555	0	0
Disraeli	V	174 898	0	0	134 421
Disraeli	P	0	0	625	0
Dixville	M	0	0	0	8 894
Dolbeau-Mistassini	V	708 757	0	52 299	607 258
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	561 510
Donnaco-na	V	0	0	0	246 466
Dorval	V	0	0	0	419 389
Dosquet	M	0	0	0	4 088
Drummond	MRC	0	64	0	0
Drummondville	V	64 271	0	67	946 075
Dudswell	M	0	0	0	3 700
Duhamel	M	0	0	107 892	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	0
Dundee	CT	0	0	0	0
Dunham	V	0	0	0	11 055

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Duparquet	V	41 489	0	16 452	7 000
Dupuy	M	161 257	0	799	5 479
Durham-Sud	M	0	0	0	1 809
East Angus	V	212 591	0	0	145 663
East Broughton	M	244 424	0	0	25 754
East Farnham	M	0	0	0	0
East Hereford	M	0	0	0	1 464
Eastman	M	0	0	621	8 823
Egan-Sud	M	6 483	0	50	0
Elgin	M	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	12 396	2 091
Escuminac	M	76 272	0	3 743	4 853
Esprit-Saint	M	110 108	0	31 980	3 396
Estérel	V	0	0	0	0
Farnham	V	0	0	0	147 079
Fassett	M	0	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	25 734	0	54 914	7 355
Ferme-Neuve	M	0	0	297 270	16 939
Fermont	V	0	0	54 646	110 814
Forestville	V	697 607	0	21 555	146 732
Fort-Coulonge	VL	313 636	0	0	53 559
Fortierville	M	87 361	0	0	5 041
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	190	0
Frampton	M	0	0	0	5 008
Franklin	M	0	0	0	5 435
Franquelin	M	84 888	0	62 699	7 239
Frelighsburg	M	0	0	0	5 090
Frontenac	M	0	0	40 610	15
Fugèreville	M	64 278	0	5 862	4 186
Gallichan	M	42 435	0	29	107
Gaspé	V	0	0	60 962	473 011

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Gatineau	V	0	0	1 621	5 886 385
Girardville	M	214 691	0	20 051	20 096
Godbout	VL	128 257	0	21 024	8 811
Godmanchester	CT	0	0	0	42
Golfe-du-Saint-Laurent	TR	0	0	162 352	0
Gore	CT	0	0	133	678
Gracefield	V	0	0	28 398	33 092
Granby	V	0	0	0	696 999
Grande-Rivière	V	432 731	0	0	158 704
Grandes-Piles	VL	0	0	26 232	0
Grande-Vallée	M	103 308	0	17 431	57 403
Grand-Métis	M	2 842	0	0	0
Grand-Remous	M	3 084	0	62 242	3 995
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0
Grenville	VL	20 190	0	0	35 627
Grenville-sur-la-Rouge	M	0	0	12 383	40 107
Gros-Mécatina	M	138 033	0	87 396	43 574
Grosse-Île	M	65 814	0	0	12 751
Grosses-Roches	M	84 326	0	3 771	7 884
Guérin	CT	53 427	0	9 752	3 104
Ham-Nord	CT	14 206	0	0	6 915
Hampden	CT	0	0	41 357	0
Hampstead	V	0	0	0	82 145
Ham-Sud	M	0	0	8 608	0
Harrington	CT	0	0	30 857	0
Hatley	M	0	0	0	0
Hatley	CT	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	224 917	120 238
Hébertville	M	88 658	0	42 778	58 008
Hébertville-Station	VL	101 097	0	2 093	13 283

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Hemmingford	VL	0	0	0	15 657
Hemmingford	CT	0	0	0	0
Henryville	M	0	0	0	6 685
Hérouxville	P	44 640	0	265	7 760
Hinchinbrooke	M	0	0	0	719
Honfleur	M	0	0	0	0
Hope	CT	100 225	0	1 124	0
Hope Town	M	28 910	0	57	1 590
Howick	M	0	0	0	19 231
Huberdeau	M	0	0	0	16 379
Hudson	V	0	0	0	70 245
Huntingdon	V	130 997	0	0	124 714
Inverness	M	0	0	0	5 943
Irlande	M	0	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0
Joliette	V	0	0	0	714 940
Joliette	MRC	0	0	0	0
Kamouraska	M	0	0	0	3 046
Kamouraska	TR	0	0	11 791	0
Kamouraska	MRC	0	46 510	0	0
Kazabazua	M	0	0	9 988	2 898
Kiamika	M	0	0	96 562	2 515
Kingsbury	VL	0	0	0	0
Kingsey Falls	V	0	0	0	15 172
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0
Kipawa	M	0	0	2 687	0
Kirkland	V	0	0	0	159 743
La Bostonnais	M	64 874	0	19 708	0
La Conception	M	0	0	39 425	0
La Corne	M	61 883	0	18 356	3 376
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	185 455	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	44 937	3 585
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	185 245	0	0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	11 285	0
La Doré	P	215 809	0	75 633	17 465
La Durantaye	P	0	0	0	8 618
La Guadeloupe	VL	163 254	0	0	26 019
La Haute-Côte-Nord	TR	0	0	35 545	0
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	127 435	0	0
La Haute-Gaspésie	TR	16 069	0	15 545	0
La Haute-Gaspésie	MRC	0	130 003	0	0
La Haute-Yamaska	MRC	0	372 690	0	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	21 272	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	112 832	0	0
La Macaza	M	0	0	35 114	0
La Malbaie	V	0	0	61 996	332 450
La Martre	M	76 414	0	23 057	0
La Matapédia	MRC	0	126 517	0	0
La Matapédia	TR	5 596	0	42 373	1 052
La Minerve	M	0	0	83 886	4 807
La Mitis	MRC	0	38 297	0	0
La Mitis	TR	0	0	13 428	0
La Morandière	M	79 758	0	19 221	5 812
La Motte	M	31 270	0	5 484	2 554
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	1	0	0
La Patrie	M	0	0	74 510	9 830
La Pêche	M	0	0	34 956	68 253
La Pocatière	V	32 254	0	150	361 867
La Prairie	V	0	0	0	423 528
La Présentation	M	0	0	0	7 300
La Rédemption	P	118 733	0	14 349	7 331
La Reine	M	125 713	0	844	62

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
La Rivière-du-Nord	MRC	0	7 544	0	0
La Sarre	V	600 974	0	1 124	375 815
La Trinité-des-Monts	P	85 330	0	51 282	0
La Tuque	AG	0	131 793	243 663	0
La Tuque	V	1 507 388	0	409 715	418 580
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	0	0	127 815	0
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	189 736	0	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	427 307	0	0
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	446	0	0
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0
Labelle	M	0	0	82 444	13 017
Labrecque	M	87 814	0	27 802	17 314
Lac-au-Saumon	M	169 653	0	0	39 813
Lac-aux-Sables	P	0	0	57 672	12 526
Lac-Beauport	M	0	0	0	28 442
Lac-Bouchette	M	209 798	0	170 506	15 330
Lac-Brome	V	0	0	0	29 524
Lac-Delage	V	0	0	0	0
Lac-des-Aigles	M	144 588	0	216	10 401
Lac-des-Écorces	M	63 854	0	23 321	9 086
Lac-des-Plages	M	0	0	30 502	0
Lac-des-Seize-Îles	M	0	0	83	0
Lac-Drolet	M	0	0	0	5 126
Lac-du-Cerf	M	0	0	24 515	0
Lac-Édouard	M	23 028	0	41 755	0
Lac-Etchemin	M	93 875	0	5 083	64 727
Lac-Frontière	M	20 806	0	7 993	0
Lachute	V	0	0	0	433 265
Lac-Mégantic	V	0	0	0	315 074
Lacolle	M	0	0	0	12 729

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0
Lac-Saguay	VL	0	0	35 270	0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	22 266	2 369
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	13 400	0
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	531 899	0	0
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	2 981	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	54 230	0
Lac-Sergent	V	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	11 327	0
Lac-Supérieur	M	0	0	102 621	291
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	610	0
Laforce	M	87 915	0	21 777	3 668
Lamarche	M	43 558	0	24 447	8 195
Lambton	M	0	0	2 517	10 757
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	235 195
Landrienne	CT	98 388	0	22 415	8 836
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	11 164
L'Ange-Gardien	M	0	0	3 418	2 301
Lanoraie	M	0	0	0	27 797
L'Anse-Saint-Jean	M	0	0	146 953	31 672
Lantier	M	0	0	894	0
Larouche	M	32 806	0	9 198	21 641
L'Ascension	M	0	0	127 581	4 672
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	108 546	0	22 439	16 438
L'Ascension-de-Patapédia	M	76 351	0	4 635	0
L'Assomption	V	0	0	0	603 099
L'Assomption	MRC	0	0	0	0
Latulipe-et-Gaboury	CU	91 779	0	20 859	13 028
Launay	CT	46 282	0	19 595	3 069
Laurier-Station	VL	0	0	0	31 980
Laurierville	M	0	0	0	6 631

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Laval	MRC	0	0	0	0
Laval	V	0	0	0	5 524 063
Lavaltrie	V	0	0	0	189 580
L'Avenir	M	0	0	0	1 371
Laverlochère	M	110 057	0	1 921	5 193
Lawrenceville	VL	0	0	0	1 997
Le Domaine-du-Roy	MRC	0	312 578	0	0
Le Domaine-du-Roy	TR	777	0	133 279	0
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	0	202 493	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	TR	12 413	0	300 601	0
Le Golfe-du-Saint-Laurent	MRC	0	48 869	0	0
Le Granit	MRC	0	114 979	0	0
Le Haut-Richelieu	MRC	0	1 783	0	0
Le Haut-Saint-François	MRC	0	25 788	0	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	0	0	0	0
Le Rocher-Percé	MRC	0	194 687	0	0
Le Rocher-Percé	TR	0	0	7 039	0
Le Val-Saint-François	MRC	0	346	0	0
Lebel-sur-Quévillon	V	748 258	32 143	4 252	169 625
Leclercville	M	0	0	45 813	1 851
Lefebvre	M	0	0	0	2
Lejeune	M	74 128	0	72 794	3 894
Lemieux	M	1 015	0	0	0
L'Épiphanie	P	0	0	0	0
L'Épiphanie	V	0	0	0	60 383
L'Érable	MRC	0	34 228	0	0
Léry	V	0	0	0	626
Les Appalaches	MRC	0	13 953	0	0
Les Basques	TR	0	0	1 916	0
Les Basques	MRC	0	10 855	0	0
Les Bergeronnes	M	75 576	0	21 981	109 235

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Les Cèdres	M	0	0	0	30 685
Les Chenaux	MRC	0	178 974	0	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	0	391 604	0	0
Les Coteaux	M	0	0	0	20 914
Les Éboulements	M	0	0	0	5 439
Les Escoumins	M	140 447	0	32 212	43 183
Les Etchemins	MRC	0	28 921	0	0
Les Hauteurs	M	162 598	0	3 993	6 276
Les Îles-de-la-Madeleine	M	519 472	0	0	206 486
Les Îles-de-la-Madeleine	AG	0	0	0	181 245
Les Jardins-de-Napierville	MRC	0	0	0	0
Les Laurentides	MRC	0	417 998	0	0
Les Maskoutains	MRC	0	0	0	0
Les Méchins	M	149 065	0	122 947	12 127
Les Moulins	MRC	0	0	0	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	0	77 377	0	0
Les Sources	MRC	0	1 761	0	0
Lévis	V	0	0	0	2 510 490
L'Île-Cadieux	V	0	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	14 853	0	94 544	17 226
L'Île-d'Orléans	MRC	0	0	0	0
L'Île-Dorval	V	0	0	0	0
L'Île-du-Grand-Calumet	M	12 102	0	2 364	3 591
L'Île-Perrot	V	0	0	0	121 133
Lingwick	CT	1 280	0	10 558	0
L'Isle-aux-Allumettes	M	0	0	1 642	15 969
L'Isle-aux-Coudres	M	0	0	0	16 850
L'Islet	M	65 003	0	0	57 927
L'Islet	MRC	0	68 804	0	0
L'Isle-Verte	M	26 448	0	0	28 826
Litchfield	M	0	0	1 688	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Lochaber	CT	0	0	2 147	0
Lochaber-Partie-Ouest	CT	0	0	0	0
Longue-Pointe-de-Mingan	M	80 110	0	72 706	22 409
Longue-Rive	M	332 653	0	36 920	19 210
Longueuil	AG	0	0	0	0
Longueuil	V	0	0	4 386	4 145 758
Lorraine	V	0	0	0	97 581
Lorrainville	M	119 914	0	149	64 779
Lotbinière	M	0	0	0	2 425
Lotbinière	MRC	0	22 024	0	0
Louiseville	V	136 032	0	0	267 867
Low	CT	0	0	18 828	2 393
Lyster	M	22 089	0	0	7 021
Macamic	V	310 742	0	1 987	78 096
Maddington	CT	39 081	0	0	0
Magog	V	0	0	1 767	329 661
Malartic	V	433 689	0	31 826	315 442
Mandeville	M	0	0	128 932	3 415
Manicouagan	MRC	0	316 445	0	0
Manicouagan	TR	0	0	103 825	195
Maniwaki	V	449 670	0	3 266	316 550
Manseau	M	93 088	0	1 307	5 882
Mansfield-et-Pontefract	M	11 876	0	89 766	54 482
Marguerite-D'Youville	MRC	0	5 350	0	0
Maria	M	62 248	0	1 866	103 994
Maria-Chapdelaine	TR	15 090	0	283 076	0
Maria-Chapdelaine	MRC	0	270 318	0	0
Maricourt	M	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	153 636
Marsoui	VL	124 546	0	40 888	22 663
Marston	CT	0	0	15 511	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Martinville	M	0	0	0	2 369
Mascouche	V	0	0	0	527 744
Maskinongé	M	21 533	0	0	5 662
Maskinongé	MRC	0	364 157	0	0
Massueville	VL	33 237	0	0	7 542
Matagami	V	417 742	19 294	19 068	186 194
Matane	MRC	0	96 474	0	0
Matane	V	402 802	0	283	459 777
Matane	TR	3 499	0	25 949	0
Matapédia	M	81 895	0	49	87 461
Matawinie	TR	5 463	0	169 704	2 390
Matawinie	MRC	0	365 094	0	0
Mayo	M	0	0	1 815	0
McMasterville	M	0	0	0	121 882
Mékinac	MRC	0	131 803	0	0
Mékinac	TR	4 308	0	60 383	0
Melbourne	CT	0	0	0	0
Memphrémagog	MRC	0	12 233	0	0
Mercier	V	0	0	0	65 737
Messines	M	0	0	6 597	2 007
Métabetchouan/Lac-à-la-Croix	V	86 913	0	24 922	138 604
Métis-sur-Mer	V	0	0	0	7 161
Milan	M	0	0	33 120	0
Mille-Isles	M	0	0	0	0
Minganie	TR	0	0	159 770	0
Minganie	MRC	0	56 367	0	0
Mirabel	V	0	0	0	268 319
Mirabel	MRC	0	0	0	0
Moffet	M	53 129	0	20 691	4 113
Montcalm	M	0	0	23 213	0
Montcalm	MRC	0	150	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Mont-Carmel	M	56 282	0	120 382	4 135
Montcerf-Lytton	M	47 720	0	53 785	3 825
Montebello	M	0	0	0	18 141
Mont-Joli	V	237 673	0	0	419 129
Mont-Laurier	V	44 038	0	189 661	298 105
Mont-Laurier	AG	0	0	0	0
Montmagny	MRC	0	45 375	0	0
Montmagny	V	251 741	0	0	454 151
Montpellier	M	0	0	64 919	0
Montréal	V	0	0	0	46 901 222
Montréal	AG	0	0	0	0
Montréal-Est	V	0	0	0	24 440
Montréal-Ouest	V	0	0	0	164 362
Mont-Royal	V	0	0	0	390 502
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	7 720
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	210 370
Mont-Saint-Michel	M	0	0	31 164	2 413
Mont-Saint-Pierre	VL	50 993	0	8 524	0
Mont-Tremblant	V	0	0	18 750	67 659
Mont-Tremblant	AG	0	0	9 782	50 398
Morin-Heights	M	0	0	2 201	9 074
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	28 896	4
Murdochville	V	462 247	0	35 336	17 185
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	32 317
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	129	0
Namur	M	0	0	2 383	6 782
Nantes	M	56 879	0	0	4 957
Napierville	M	0	0	0	51 056
Natashquan	CT	66 252	0	34 201	30 575
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	51	6 920
Nédélec	CT	100 252	0	21 252	5 071

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Neuville	V	0	0	0	29 711
New Carlisle	M	111 362	0	233	73 492
New Richmond	V	207 975	0	4 088	66 270
Newport	M	0	0	0	8
Nicolet	V	0	0	0	343 756
Nicolet-Yamaska	MRC	0	3 196	0	0
Nominingue	M	0	0	68 744	3 244
Normandin	V	181 437	0	29 499	154 261
Normétal	M	378 108	0	8 194	23 129
North Hatley	VL	0	0	0	7 144
Notre-Dame-de-Ham	M	39 691	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	118 089	1 316
Notre-Dame-de-la-Paix	M	18 614	0	0	3 721
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	5 534	10 138
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	36 959
Notre-Dame-de-Lorette	M	37 315	0	64 004	9
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	8 715
Notre-Dame-de-Lourdes	P	0	0	2 185	3 616
Notre-Dame-de-Montauban	M	0	0	23 673	12 044
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	90 561	2 064
Notre-Dame-des-Bois	M	0	0	58 350	3 320
Notre-Dame-des-Monts	M	57 879	0	389	8 499
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	21	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	6 641
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	30 757
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	119
Notre-Dame-de-Stanbridge	M	0	0	0	4 254
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	68 886	0	0	11 475
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	185 355	3 099
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	0	0	0	15 514

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Notre-Dame-du-Nord	M	174 239	0	425	54 696
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	10 940
Notre-Dame-du-Rosaire	M	3 594	0	60 740	0
Nouvelle	M	124 730	0	11 746	13 421
Noyan	M	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0
Oka	M	0	0	8 324	58 196
Orford	CT	0	0	62 715	0
Ormstown	M	0	0	0	79 562
Otter Lake	M	0	0	57 317	3 273
Otterburn Park	V	0	0	0	46 080
Packington	P	36 668	0	14 098	10 220
Padoue	M	61 578	0	0	8 574
Palmarolle	M	118 254	0	0	16 926
Papineau	MRC	0	218 728	0	0
Papineauville	M	0	0	0	137 947
Parisville	P	4 265	0	0	2 150
Paspébiac	V	264 916	0	3 028	114 683
Percé	V	446 241	0	25 750	43 113
Péribonka	M	2 734	0	8 913	3 976
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	17 024	8 399
Petite-Vallée	M	31 511	0	4 207	0
Petit-Saguenay	M	192 063	0	73 129	18 244
Piedmont	M	0	0	0	7 918
Pierre-De Saurel	MRC	0	0	0	0
Pierreville	M	54 835	0	1 580	21 322
Pincourt	V	0	0	0	226 453
Piopolis	M	0	0	10 192	0
Plaisance	M	0	0	6 709	6 343
Plessisville	V	438 848	0	0	220 545
Plessisville	P	0	0	5 642	6 587

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Pohénégamook	V	77 773	0	78 504	145 148
Pointe-à-la-Croix	M	263 605	0	39 139	23 472
Pointe-aux-Outardes	VL	78 651	0	6 249	17 531
Pointe-Calumet	M	0	0	488	50 923
Pointe-Claire	V	0	0	0	747 480
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0
Pointe-Lebel	VL	167 678	0	8 413	24 917
Pontiac	MRC	0	152 110	0	0
Pontiac	M	0	0	533	21 856
Pontiac	TR	0	0	127 806	0
Pont-Rouge	V	0	0	0	73 137
Portage-du-Fort	VL	19 488	0	0	0
Port-Cartier	V	0	0	144 747	235 202
Port-Daniel--Gascons	M	513 986	0	18 198	35 242
Portneuf	MRC	0	115 618	0	0
Portneuf	V	103 098	0	0	17 690
Portneuf	TR	500	0	15 769	0
Portneuf-sur-Mer	M	186 252	0	32 647	26 240
Potton	CT	0	0	0	5 566
Pouliaries	M	137 730	0	5 787	6 887
Preissac	M	0	0	23 508	2 303
Prévost	V	0	0	0	62 901
Price	VL	309 459	0	0	19 501
Princeville	V	201 901	0	0	54 178
Québec	V	0	0	0	16 999 969
Québec	AG	0	0	0	0
Racine	M	0	0	0	2 568
Ragueneau	P	311 722	0	28 443	41 464
Rapide-Danseur	M	0	0	9 004	4 535
Rapides-des-Joachims	M	19 423	0	64 004	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau

scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Rawdon	M	0	0	12 419	166 577
Rémigny	M	71 668	0	76 797	0
Repentigny	V	0	0	0	1 449 752
Richelieu	V	0	0	0	26 028
Richmond	V	133 334	0	0	129 262
Rigaud	M	0	0	24	196 666
Rimouski	V	0	0	20 169	1 300 256
Rimouski-Neigette	MRC	0	64 956	0	0
Rimouski-Neigette	TR	0	0	15 199	0
Ripon	M	0	0	8 168	6 285
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	25 492	0	1 849	0
Rivière-à-Claude	M	44 463	0	16 669	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	76 669	8 228
Rivière-au-Tonnerre	M	121 359	0	42 084	24 940
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	1 614
Rivière-Bleue	M	263 992	0	32 424	34 881
Rivière-du-Loup	V	0	0	112	684 787
Rivière-du-Loup	MRC	0	8 665	0	0
Rivière-Éternité	M	91 906	0	136 298	11 502
Rivière-Héva	M	0	0	12 510	3 184
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	18 987
Rivière-Rouge	V	0	0	102 737	139 370
Rivière-Rouge	AG	0	0	0	0
Rivière-Saint-Jean	M	88 731	0	72 140	6 756
Robert-Cliche	MRC	0	16	0	0
Roberval	V	493 263	0	23 277	491 645
Rochebaucourt	M	73 758	0	15 166	0
Roquemaure	M	55 599	0	2 849	3 593
Rosemère	V	0	0	0	297 686
Rougemont	M	0	0	0	7 348
Roussillon	MRC	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Rouville	MRC	0	0	0	0
Rouyn-Noranda	V	270 235	402 448	479 602	949 400
Roxton	CT	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	79 407	0	0	15 674
Roxton Pond	M	0	0	7 428	21 776
Sacré-Coeur	M	165 365	0	29 514	13 516
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0
Saguenay	V	0	0	80 335	4 128 878
Saint-Adalbert	M	76 552	0	32 214	3 561
Saint-Adelme	P	79 267	0	1 005	6 774
Saint-Adelphe	P	0	0	0	11 571
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	17 753	617
Saint-Adrien	M	0	0	0	2 636
Saint-Adrien-d'Irlande	M	0	0	0	11
Saint-Agapit	M	0	0	0	99 968
Saint-Aimé	M	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	2 916	0	70 887	5 507
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	40 191	99
Saint-Alban	M	0	0	14 021	4 444
Saint-Albert	M	0	0	0	3 864
Saint-Alexandre	M	0	0	0	13 171
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	39 925	0	390	40 167
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	67 801	0	13 902	0
Saint-Alexis	P	0	0	0	0
Saint-Alexis	VL	0	0	0	7 209
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	178 026	0	161	7 273
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	302 634	22 393
Saint-Alfred	M	0	0	0	0
Saint-Alphonse	M	95 200	0	2 214	7 438
Saint-Alphonse-de-Granby	M	0	0	0	14 732
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	2 653	9 009

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Amable	M	0	0	0	111 374
Saint-Ambroise	M	0	0	3 921	25 278
Saint-Ambroise-de-Kildare	P	0	0	0	11 268
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	35	14 225
Saint-André	M	0	0	4 430	6 207
Saint-André-Avellin	M	0	0	0	47 323
Saint-André-d'Argenteuil	M	0	0	0	12 534
Saint-André-de-Restigouche	M	61 710	0	8 317	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	81 387	0	24 844	16 975
Saint-Anicet	M	0	0	0	4 957
Saint-Anselme	M	0	0	0	113 718
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	166
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	5 019
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	14 616
Saint-Antonin	P	0	0	30 371	24 370
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	28 323
Saint-Armand	M	0	0	0	2 317
Saint-Arsène	P	0	0	0	16 823
Saint-Athanase	M	100 680	0	73 408	2 586
Saint-Aubert	M	0	0	0	3 471
Saint-Augustin	P	70 369	0	14 153	12 723
Saint-Augustin	M	134 585	0	119 082	32 173
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	539 764
Saint-Augustin-de-Woburn	P	0	0	130 540	5 995
Saint-Barnabé	P	27 095	0	163	2 004
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	2 741
Saint-Barthélemy	P	0	0	0	10 635
Saint-Basile	V	45 911	0	0	9 625
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	90 487
Saint-Benjamin	M	39 143	0	43	3 564
Saint-Benoît-Labre	M	23 567	0	0	7 820

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Bernard	M	0	0	0	12 999
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	3 925
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	1 980
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	8 186
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	2 196
Saint-Boniface	M	0	0	0	26 039
Saint-Bruno	M	82 629	0	0	27 847
Saint-Bruno-de-Guigues	M	51 614	0	263	7 727
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	58 883	0	66	2 036
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	15 956	467 986
Saint-Calixte	M	0	0	1 543	45 046
Saint-Camille	CT	0	0	0	2 052
Saint-Camille-de-Lellis	P	148 048	0	107 184	11 040
Saint-Casimir	M	180 255	0	0	35 108
Saint-Célestin	VL	40 004	0	0	18 728
Saint-Célestin	M	0	0	0	0
Saint-Césaire	V	0	0	0	81 968
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	253 238
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	57 088
Saint-Charles-de-Bourget	M	23 116	0	984	10 836
Saint-Charles-Garnier	P	95 570	0	5 189	3 719
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	4 901
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	0	0	0	14 367
Saint-Claude	M	0	0	0	4 658
Saint-Clément	P	114 233	0	0	3 960
Saint-Cléophas	P	105 446	0	8 153	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	11 541	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	4 065
Saint-Colomban	V	0	0	0	88 361
Saint-Côme	P	0	0	44 249	4 052

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau

scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Côme--Linière	M	199 951	0	9 451	19 030
Saint-Constant	V	0	0	0	246 193
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	7 715
Saint-Cyprien	M	123 671	0	22 028	14 701
Saint-Cyprien	P	82 496	0	0	3 527
Saint-Cyprien-de-Napierville	M	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	108 630	0	64 195	5 332
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	12 596
Saint-Damase	M	0	0	0	15 524
Saint-Damase	P	51 669	0	5 703	3 227
Saint-Damase-de-L'Islet	M	109 558	0	70 038	0
Saint-Damien	P	0	0	67 486	5 853
Saint-Damien-de-Buckland	P	0	0	0	112 395
Saint-David	M	0	0	0	5 591
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	65 491	5 674
Saint-Denis	P	0	0	0	3 476
Saint-Denis-de-Brompton	P	0	0	777	12 581
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	10 243
Saint-Didace	P	0	0	0	2 275
Saint-Dominique	M	0	0	0	10 693
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	53 186	0	34 052	3 153
Saint-Donat	M	0	0	146 524	20 901
Saint-Donat	P	49 126	0	419	9 875
Sainte-Adèle	V	0	0	7 561	148 400
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	3 738
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	42	284 691
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	24	105 083
Sainte-Angèle-de-Mérici	M	171 944	0	0	8 019
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	0	0	0	6 534
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	47 653	0	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	0	0	0	15 112

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	435 982
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	0	0	256	12 360
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	101 818	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	3 636
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	12 570
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-des-Monts	V	529 696	0	20 969	283 266
Sainte-Anne-de-Sorel	M	0	0	0	16 210
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	186 561
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	100 202	6 152
Sainte-Anne-du-Sault	M	62 161	0	0	0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	55 787	0	44 249	6 175
Sainte-Aurélie	M	16 901	0	40	2 991
Sainte-Barbe	M	0	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	5 407
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	10 588
Sainte-Brigitte-de-Laval	M	0	0	0	25 840
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	2 400
Sainte-Catherine	V	0	0	0	245 005
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	46	4 581
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	14 307	0	0	5 609
Sainte-Cécile-de-Milton	M	0	0	0	11 541
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	5 507
Sainte-Christine	P	0	0	0	3 322
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	599	0
Sainte-Claire	M	0	0	0	28 715
Sainte-Clotilde	M	0	0	0	8 940
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	5 398
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	30 018	0	0	6 174
Sainte-Croix	M	0	0	0	95 228
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Edmond-les-Plaines	M	86 084	0	14 579	5 062
Saint-Édouard	M	0	0	0	2 925
Saint-Édouard-de-Fabre	P	45 590	0	8 892	5 448
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	10 295	4 669
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	47 113	0	0	0
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	5 149
Sainte-Élisabeth	P	0	0	0	9 190
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	58 618	4 607
Sainte-Eulalie	M	0	0	820	6 180
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	37 250	0	28 268	0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0
Sainte-Félicité	M	61 928	0	2 431	2 914
Sainte-Félicité	M	101 724	0	1 300	12 617
Sainte-Flavie	P	0	0	0	0
Sainte-Florence	M	153 834	0	10 372	1 893
Sainte-Françoise	P	98 596	0	3 022	4 802
Sainte-Françoise	M	0	0	4 068	3 819
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	0	0	0	54 225
Sainte-Geneviève-de-Berthier	P	0	0	0	7 672
Sainte-Germaine-Boulé	M	132 904	0	1 695	7 607
Sainte-Gertrude-Manneville	M	105 105	0	9 484	5 593
Sainte-Hedwidge	M	123 665	0	120 996	3 248
Sainte-Hélène	M	44 790	0	0	7 281
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	4 957
Sainte-Hélène-de-Chester	M	0	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	42 855	0	0	3 814
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	8 734
Sainte-Irène	P	51 586	0	11 561	1 832
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	72 961	0	26 234	7 149
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	67 544	0	52	6 934

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Julie	V	0	0	317	402 698
Sainte-Julienne	M	0	0	2 358	156 700
Sainte-Justine	M	135 711	0	3 051	36 443
Sainte-Justine-de-Newton	M	0	0	0	4 681
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	202	5 392
Saint-Éloi	P	44 075	0	0	6 027
Sainte-Louise	P	52 072	0	0	4 040
Saint-Elphège	P	0	0	0	0
Sainte-Luce	M	0	0	970	23 468
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	76 892	0	26 688	8 894
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	30 228	8
Saint-Elzéar	M	91 969	0	15 557	6 384
Saint-Elzéar	M	0	0	0	13 620
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	71 690	0	20 707	2 229
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	21 207
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	78 099	0	28 944	0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	117	2 958
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	7 290
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	5 697	12 727
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	0
Sainte-Marguerite-Marie	M	58 692	0	17 508	0
Sainte-Marie	V	0	0	0	250 094
Sainte-Marie-de-Blandford	M	0	0	6 072	1 946
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	4 174
Sainte-Marthe	M	0	0	0	4 612
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	151 270
Sainte-Martine	M	0	0	0	19 004
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	8 108
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	1 207	0
Sainte-Monique	M	0	0	0	7 774

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau

scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Monique	M	0	0	32 689	12 193
Sainte-Paule	M	0	0	24 930	4 706
Sainte-Perpétue	M	240 657	0	111 005	18 922
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	3 926
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	0
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	84 254	0	0	15 458
Saint-Épiphanie	M	127 082	0	57	7 514
Sainte-Praxède	P	0	0	21 649	19
Sainte-Rita	M	88 898	0	7 721	10 114
Sainte-Rose-de-Watford	M	18 842	0	13 293	4 303
Sainte-Rose-du-Nord	P	172	0	14 231	6 653
Sainte-Sabine	M	0	0	0	2
Sainte-Sabine	P	48 954	0	763	0
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0
Sainte-Sophie	M	0	0	0	46 799
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	0	0	0	7 000
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	3 994
Saint-Esprit	M	0	0	0	14 677
Sainte-Thècle	M	11 120	0	37 093	22 779
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	718 854
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	243 825	0	0	15 723
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	4 194	2 435
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	3 965
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	67	20 822
Saint-Eugène	M	0	0	0	2 034
Saint-Eugène-d'Argentenay	M	103 167	0	57	7 491
Saint-Eugène-de-Guigues	M	24 178	0	3 206	5 617
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	33 625	0	51 477	1 956
Sainte-Ursule	P	50 325	0	0	8 489
Saint-Eusèbe	P	33 722	0	1 553	5 707

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Eustache	V	0	0	0	473 619
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	0	0	0	4 406
Sainte-Victoire-de-Sorel	M	0	0	0	3 965
Saint-Fabien	P	93 144	0	6 120	12 784
Saint-Fabien-de-Panet	P	142 550	0	44 071	14 986
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	23 377	996
Saint-Félicien	V	215 919	0	28 058	311 601
Saint-Félix-de-Dalquier	M	94 519	0	3 294	6 016
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	3 499
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	117 848
Saint-Félix-d'Otis	M	0	0	46 625	8 800
Saint-Ferdinand	M	0	0	0	27 752
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	9 747
Saint-Flavien	M	0	0	0	7 446
Saint-Fortunat	M	0	0	0	0
Saint-François-d'Assise	M	182 869	0	10 172	10 523
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	3 696	15 920
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	160 773	0	43 179	20 264
Saint-François-du-Lac	M	25 342	0	973	13 867
Saint-François-Xavier-Brompton	P	0	0	0	6 541
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	44 330	0	18 058	3 320
Saint-Frédéric	P	48 744	0	0	7 860
Saint-Fulgence	M	11 402	0	68 287	18 330
Saint-Gabriel	V	276 392	0	0	41 457
Saint-Gabriel-de-Brandon	P	0	0	0	25 132
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	123 671	0	5 150	10 955
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	13 909	20 597
Saint-Gabriel-Lalemant	M	107 147	0	2 472	4 398
Saint-Gédéon	M	0	0	32	10 591
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	132 051	0	0	14 619

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Georges	V	391 214	0	0	876 096
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	5 062
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	5 356
Saint-Gérard-Majella	P	4 421	0	0	0
Saint-Germain	P	0	0	0	0
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	15 192
Saint-Gervais	M	0	0	0	28 229
Saint-Gilbert	P	16 122	0	0	0
Saint-Gilles	P	0	0	0	14 342
Saint-Godefroi	CT	62 825	0	1 948	0
Saint-Guillaume	M	0	0	0	4 765
Saint-Guy	M	46 538	0	27 125	0
Saint-Henri	M	0	0	0	36 207
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	994	6 589
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	2
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	12 647	0	0	0
Saint-Hilarion	P	10 612	0	83	7 347
Saint-Hippolyte	M	0	0	5 161	21 691
Saint-Honoré	M	0	0	7 621	54 170
Saint-Honoré-de-Shenley	M	26 666	0	0	10 039
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	122 238	0	42 334	10 724
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	6 906	0	19 377	13 483
Saint-Hugues	M	0	0	0	6 095
Saint-Hyacinthe	V	0	0	0	1 739 052
Saint-Ignace-de-Loyola	P	0	0	0	2 609
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	4 802
Saint-Isidore	M	0	0	0	13 196
Saint-Isidore	P	0	0	0	11 631
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	5 693
Saint-Jacques	M	0	0	0	93 706

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	330	17
Saint-Jacques-de-Leeds	M	0	0	0	4 761
Saint-Jacques-le-Mineur	M	0	0	0	5 668
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	26 089	3 621
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	20 943
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	60 417	0	29 985	2 985
Saint-Jean-de-Dieu	M	309 350	0	1 976	24 906
Saint-Jean-de-la-Lande	M	16 777	0	4 752	0
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	544
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	33 988
Saint-Jean-Port-Joli	M	4 056	0	0	32 184
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	119	1 396 582
Saint-Jérôme	V	0	0	0	1 675 331
Saint-Joachim	P	0	0	0	7 326
Saint-Joachim-de-Shefford	M	0	0	5 841	4 472
Saint-Joseph-de-Beauce	V	132 193	0	0	133 979
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	0	0	29 393	8 148
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	5 594	0	4 216	3 036
Saint-Joseph-de-Lepage	P	29 685	0	0	19 303
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	150 307	0	0	19 973
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	315	19 765
Saint-Jude	M	0	0	0	5 492
Saint-Jules	P	0	0	0	0
Saint-Julien	M	5 914	0	0	0
Saint-Just-de-Bretonnières	M	172 614	0	62 282	6 860
Saint-Juste-du-Lac	M	73 161	0	31 362	12 108
Saint-Justin	P	0	0	0	7 443
Saint-Lambert	P	72 185	0	8 558	0
Saint-Lambert	V	0	0	2 688	485 708

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Lambert-de-Lauzon	P	0	0	0	22 530
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	6 263
Saint-Lazare	V	0	0	0	154 538
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	0	0	0	9 103
Saint-Léandre	P	54 274	0	13 156	5 979
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	63 444
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	3 596	0	19 328	5 322
Saint-Léon-de-Standon	P	14 255	0	1 451	8 611
Saint-Léon-le-Grand	P	199 842	0	0	11 560
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	5 025
Saint-Liboire	M	0	0	0	10 307
Saint-Liguori	P	0	0	0	8 747
Saint-Lin-Laurentides	V	0	0	0	159 504
Saint-Louis	M	0	0	0	3 289
Saint-Louis-de-Blandford	M	0	0	533	0
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	7 745
Saint-Louis-de-Gonzague	M	62 987	0	334	8
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	177 387	0	14 432	19 271
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	21 349	0	38 529	0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	12 359	0	0	0
Saint-Lucien	P	0	0	0	0
Saint-Ludger	M	95 262	0	2 953	4 368
Saint-Ludger-de-Milot	M	67 491	0	26 184	4 573
Saint-Magloire	M	75 221	0	39 230	8 302
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	9 897
Saint-Malachie	P	0	0	0	6 502
Saint-Malo	M	0	0	0	3 825
Saint-Marc-de-Figuery	P	0	0	507	3 510
Saint-Marc-des-Carières	V	134 561	0	0	106 543
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	86 767	0	15 024	4 368
Saint-Marcel	M	57 637	0	43 514	5 068

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	5 285
Saint-Marcellin	P	0	0	13 187	0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	10 057
Saint-Martin	P	135 921	0	0	96 679
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	20 753
Saint-Mathieu	M	0	0	0	8 000
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	0	0	17 177	2 956
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	4 486	2 007
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	48 556	3 721
Saint-Maurice	P	93 465	0	0	11 450
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	253 855	0	22 752	41 581
Saint-Médard	M	97 055	0	16 957	2 417
Saint-Michel	M	0	0	0	8 358
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	25 377
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	231 460	23 075
Saint-Michel-du-Squatec	P	191 283	0	107 011	78 308
Saint-Modeste	M	0	0	11 594	8 873
Saint-Moïse	P	132 434	0	1 670	4 837
Saint-Narcisse	P	42 700	0	3 256	11 921
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	5 145
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	34 427	0	38 173	13 227
Saint-Nazaire	M	129 558	0	7 394	21 940
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	5 215
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	9 300	0	0	0
Saint-Nérée-de-Bellechasse	M	0	0	0	12 405
Saint-Noël	VL	149 600	0	113	7 969
Saint-Norbert	P	0	0	0	2 807
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	16 984	0	0	8 237
Saint-Octave-de-Métis	P	78 144	0	0	3 916
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	3 853	0	117	9 634

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Omer	M	21 160	0	18 865	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	M	30 390	0	8 926	3 189
Saint-Ours	V	0	0	0	10 029
Saint-Pacôme	M	122 040	0	0	23 612
Saint-Pamphile	V	332 468	0	49	88 340
Saint-Pascal	V	130 030	0	0	167 270
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	11 481
Saint-Patrice-de-Sherrington	M	0	0	0	10 022
Saint-Paul	M	0	0	0	18 679
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	0	0	0	8 507
Saint-Paul-de-la-Croix	P	75 791	0	27	3 685
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	M	0	0	0	5 629
Saint-Paul-de-Montminy	M	20 146	0	8 055	40 604
Saint-Paulin	M	74 535	0	17 716	13 175
Saint-Philémon	P	0	0	39 982	6 434
Saint-Philibert	M	3 407	0	0	0
Saint-Philippe	M	0	0	0	23 558
Saint-Philippe-de-Néri	P	62 110	0	0	6 021
Saint-Pie	V	0	0	0	37 113
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	0	0	10 810	12 936
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	3 874
Saint-Pierre-de-Broughton	M	0	0	0	6 238
Saint-Pierre-de-Lamy	M	20 153	0	28 280	0
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	15 272
Saint-Pierre-les-Becquets	M	0	0	0	63 072
Saint-Pierre-Véronne-à-Pike-River	M	0	0	0	0
Saint-Placide	M	0	0	0	7 977
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	76 297
Saint-Prime	M	111 147	0	17 971	27 829

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Prosper	M	280 199	0	0	109 310
Saint-Prosper-de-Champlain	M	25 228	0	0	0
Saint-Raphaël	M	0	0	0	25 271
Saint-Raymond	V	0	0	60 768	179 741
Saint-Rémi	V	0	0	0	60 520
Saint-Rémi-de-Tingwick	M	0	0	0	0
Saint-René	P	28 871	0	0	0
Saint-René-de-Matane	M	142 193	0	62 377	20 555
Saint-Robert	M	0	0	0	6 434
Saint-Robert-Bellarmin	M	36 068	0	98 939	4 458
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	103 636
Saint-Roch-de-Mékinac	P	28 905	0	26 409	4 033
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	4 958
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	4 862
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0
Saint-Romain	M	0	0	37 495	9 911
Saint-Rosaire	P	0	0	792	2 372
Saint-Samuel	M	19 334	0	0	2 253
Saints-Anges	P	0	0	0	5 612
Saint-Sauveur	V	0	0	0	21 729
Saint-Sébastien	M	0	0	0	2 580
Saint-Sébastien	M	0	0	0	6 750
Saint-Sévère	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	52 276	0	1 419	6 054
Saint-Siméon	M	31 025	0	39 347	21 779
Saint-Siméon	P	104 529	0	134	10 975
Saint-Simon	P	0	0	456	5 283
Saint-Simon	M	0	0	0	5 357
Saint-Simon-les-Mines	M	0	0	0	0
Saint-Sixte	M	0	0	753	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	8 963	0
Saint-Stanislas	M	38 113	0	25 903	0
Saint-Stanislas	M	0	0	0	7 482
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	0	0	0	5 113
Saint-Sulpice	P	0	0	0	18 552
Saint-Sylvère	M	0	0	0	4 157
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	9 786
Saint-Télesphore	M	0	0	0	3 848
Saint-Tharcisius	P	135 610	0	1 423	5 985
Saint-Théodore-d'Acton	M	0	0	0	4 174
Saint-Théophile	M	46 977	0	68 733	4 271
Saint-Thomas	M	0	0	0	10 498
Saint-Thomas-Didyme	M	112 619	0	78 374	12 001
Saint-Thuribe	P	26 308	0	0	0
Saint-Tite	V	43 623	0	614	93 747
Saint-Tite-des-Caps	M	0	0	0	14 528
Saint-Ubalde	M	0	0	122 948	7 080
Saint-Ulric	M	111 126	0	0	11 325
Saint-Urbain	P	22 897	0	34	10 126
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	5 701
Saint-Valentin	M	0	0	0	0
Saint-Valère	M	0	0	674	5 086
Saint-Valérien	P	12 272	0	16 731	4 254
Saint-Valérien-de-Milton	M	0	0	0	9 512
Saint-Vallier	M	0	0	0	7 126
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	0
Saint-Vianney	M	112 844	0	24 853	5 062
Saint-Victor	M	0	0	0	20 281
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	8 689
Saint-Zacharie	M	308 312	0	19 280	10 111
Saint-Zénon	M	0	0	160 778	3 220

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	91 407	0	1 342	2 484
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	5 952
Saint-Zotique	M	0	0	0	55 792
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	811 887
Sayabec	M	261 838	0	33 905	47 258
Schefferville	V	285 932	0	16 025	11 614
Scotstown	V	87 953	0	0	5 191
Scott	M	0	0	0	12 057
Senneterre	P	89 878	0	33 477	0
Senneterre	V	726 844	0	349 526	127 595
Senneville	VL	0	0	0	94 490
Sept-Îles	V	0	0	173 198	567 777
Sept-Rivières	TR	6 019	0	88 309	0
Sept-Rivières	MRC	0	328 721	0	0
Shannon	M	0	0	454	39 478
Shawinigan	V	2 640 780	531 530	5 428	1 203 836
Shawville	M	0	0	0	105 622
Sheenboro	M	0	0	39 012	0
Shefford	CT	0	0	0	1 280
Sherbrooke	V	0	0	276	4 835 938
Shigawake	M	93 779	0	2 268	0
Sorel-Tracy	V	9 515	0	0	851 333
Stanbridge East	M	0	0	0	0
Stanbridge Station	M	0	0	0	0
Stanstead	CT	0	0	0	0
Stanstead	V	115 549	0	0	132 953
Stanstead-Est	M	0	0	0	0
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	11 992	119 886
Stoke	M	0	0	736	15 917
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	66 474	25 996
Stornoway	M	0	0	59 944	3 993

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau

scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Stratford	CT	0	0	32 683	5 548
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0
Sutton	V	0	0	0	20 498
Tadoussac	VL	0	0	2 563	24 900
Taschereau	M	310 771	0	19 830	7 094
Témiscamingue	V	53 284	0	48 929	79 135
Témiscamingue	TR	0	0	39 518	0
Témiscamingue	MRC	0	170 462	0	0
Témiscouata	MRC	0	81 661	0	0
Témiscouata-sur-le-Lac	V	202 693	0	33 464	192 076
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	9 336
Terrebonne	V	0	0	0	2 039 153
Thérèse-De Blainville	MRC	0	0	0	0
Thetford Mines	V	1 389 224	0	1 386	887 738
Thorne	M	0	0	1 686	0
Thurso	V	15 662	0	356	27 291
Tingwick	M	0	0	0	5 326
Tourville	M	186 973	0	109 227	2 195
Trécesson	CT	0	0	9 375	3 669
Très-Saint-Rédempteur	M	0	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0
Tring-Jonction	VL	97 158	0	0	8 811
Trois-Pistoles	V	277 858	0	0	247 564
Trois-Rives	M	0	0	86 289	0
Trois-Rivières	V	2 227 574	0	1 937	4 112 086
Ulverton	M	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	6 755
Val-Alain	M	2 967	0	17 387	4 879
Val-Brillant	M	74 735	0	0	10 454
Valcourt	CT	0	0	0	0
Valcourt	V	0	0	0	71 997

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Val-David	VL	0	0	0	23 743
Val-des-Bois	M	0	0	38 199	242
Val-des-Lacs	M	0	0	43 209	0
Val-des-Monts	M	0	0	18 488	53 318
Val-d'Or	V	0	0	388 960	567 649
Val-Joli	M	0	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	100 029	0	19 239	104
Vallée-Jonction	M	59 378	0	0	11 089
Val-Morin	M	0	0	184	0
Val-Racine	P	0	0	35 964	0
Val-Saint-Gilles	M	55 397	0	9 563	0
Varennes	V	0	0	0	306 430
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	463 782
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	446	0	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0
Verchères	M	0	0	0	23 555
Victoriaville	V	701 245	0	0	1 050 553
Ville-Marie	V	161 967	0	0	62 470
Villeroy	M	0	0	28 201	2 002
Waltham	M	0	0	63 005	0
Warden	VL	0	0	0	0
Warwick	V	74 314	0	0	84 683
Waterloo	V	110 513	0	0	112 850
Waterville	V	0	0	0	66 712
Weedon	M	0	0	0	18 394
Wentworth	CT	0	0	6 424	0
Wentworth-Nord	M	0	0	19 083	0
Westbury	CT	0	0	0	0
Westmount	V	0	0	0	1 102 287
Wickham	M	0	0	0	11 167

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2012-2013*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ressources naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Windsor	V	0	0	0	160 898
Wotton	M	15 372	0	0	8 322
Yamachiche	M	1 795	0	0	17 207
Yamaska	M	0	0	0	7 606

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 12

État de situation du régime de financement des centres d'urgence 9-1-1

Mis en place depuis deux ans, le régime a atteint son rythme de croisière.

L'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités a prévu une mesure visant à faire en sorte que tous les clients d'un service téléphonique soient désormais tenus de contribuer au financement des centres d'urgence 9-1-1, y compris ceux qui sont desservis par des fournisseurs de téléphonie sans fil, qui ne contribuaient pas jusqu'alors. Il a été décidé que cette mesure prendrait la forme d'une taxe municipale.

Les dispositions législatives requises pour la mise en œuvre de la mesure ont été adoptées par l'Assemblée nationale en juin 2008 (projet de loi 82) et des précisions ont été apportées en juin 2009 (projet de loi 45). Le règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 est entré en vigueur le 26 juin 2009. Au cours de l'été et de l'automne 2009, les municipalités ont adopté leur règlement imposant la taxe. Le ministre a désigné, le 2 novembre 2009, l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec (Agence) comme l'organisme chargé de recevoir et de gérer le produit de la taxe municipale imposée aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1. Enfin, le conseil d'administration de l'Agence a adopté, le 13 novembre 2009, la formule de répartition du produit de cette taxe entre les municipalités.

La taxe municipale a commencé de s'appliquer le 1er décembre 2009. Cette taxe, qui est de 0,40 \$ par mois par numéro de téléphone, remplace le tarif municipal mensuel de 0,47 \$, qui était appliqué depuis 1995. Les clients (utilisateurs des services de téléphonie filaire et sans fil) qui doivent maintenant payer cette taxe sont presque le double de ceux (utilisateurs des services de téléphonie filaire) qui payaient le tarif municipal, le nombre passant de 4,4 millions à plus de 8 millions. Mis en place depuis maintenant deux ans, le régime de financement des centres d'urgence 9-1-1 a atteint ses objectifs financiers. Les montants versés aux municipalités par l'Agence en 2010 (32,4 M\$ sur la base d'une année complète) et en 2011 (36,6 M\$), ont permis de majorer de 10 M\$ en 2010 et de 14 M\$ en 2011 les sommes mises à la disposition des centres d'urgence 9-1-1, permettant ainsi d'améliorer le service.

Toutefois, certaines difficultés subsistent toujours quant à la disponibilité et au financement du service 9-1-1 sur le territoire des réserves indiennes. Sur les 41 réserves du Québec, environ 21 n'ont jamais été desservies par un centre d'urgence 9-1-1. Dans le cas des 20 réserves actuellement desservies, plusieurs le sont sans que le centre d'urgence 9-1-1 concerné ne reçoive de compensation, car la taxe municipale pour le 9-1-1 ne peut être perçue sur le territoire des réserves indiennes. Un comité interministériel, composé de représentants du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), ainsi que des ministères de la Sécurité publique (MSP), des Finances (MFQ), du Revenu (Revenu Québec) et des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), se penche sur la problématique de la desserte 9-1-1 des réserves indiennes et de son financement. La solution privilégiée à ce jour consisterait à prévoir que les centres d'urgence 9-1-1 facturent les réserves indiennes qu'elles desservent et que celles-ci soient remboursées par le gouvernement fédéral. Afin d'examiner la possibilité de mettre en œuvre cette solution, des discussions ont été amorcées en décembre 2011 avec la table des directeurs généraux des communautés autochtones.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 13

Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Aucune

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #14

Pour 2011-2012, liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, rôle, résolution ou autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal présentées par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.

Le Ministère n'a eu aucun dossier à cet effet.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #15

Pour 2011-2012, liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.

Le Ministère n'a eu aucun dossier à cet effet.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 16

Pour les années 2011-2012, liste des actions en déclaration d'incapacité ou requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions d'élu.

Procureur général du Québec (PGQ) contre M. Keith Glen McKinnon et Municipalité de Saint-Augustin

Action en déclaration d'incapacité intentée par le PGQ contre M. Keith Glen McKinnon, conseiller municipal de la Municipalité de Saint-Augustin. La requête a été déposée le 24 mai 2011.

M. McKinnon a été élu conseiller municipal de la Municipalité de Saint-Augustin, le 12 décembre 2010. Selon les termes de l'article 304 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, M. McKinnon serait inhabile à exercer la fonction de membre du conseil car il avait alors un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec ladite municipalité. M. McKinnon est administrateur, dirigeant et actionnaire de 3920216 Canada inc., compagnie ayant un contrat avec la municipalité.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #17

Pour 2011-2012, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentée par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leurs fonctions d'élu.

Le Ministère n'a eu aucun dossier à cet effet.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 18

Pour 2011-2012, liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (suspçon d'inefficacité, de malversation, etc.) les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir.

Travaux effectués par le Service de la vérification en matière d'octroi des contrats (projet de loi 76).

Le projet de loi 76 est venu donner des nouveaux pouvoirs en matière de vérification de la gestion contractuelle. La conformité aux lois et règlements est vérifiée. La sélection des municipalités à vérifier se base sur des faits ou des plaintes portés à l'attention du Ministère et sur des anomalies constatées lors de la vérification des programmes de subvention. Le choix des municipalités à vérifier peut aussi résulter de l'analyse du risque quant à la qualité de la gestion municipale dans le cadre de l'attribution des contrats.

En présence ou en cas de forte présomption d'actes répréhensibles, les informations peuvent alors être transmises à l'autorité concernée selon la nature des constats.

L'Unité permanente anticorruption (UPAC) s'est vu confier un mandat large de lutte contre le trafic d'influence, la corruption et la collusion dans l'adjudication et la réalisation de contrats publics. Cette unité regroupe divers intervenants oeuvrant dans la vérification et les enquêtes, dont les vérificateurs du Ministère.

Dix mandats de vérification ont été entrepris en 2010-2011. Au 29 février 2012, 16 mandats de vérification supplémentaires ont été commencés au cours de l'exercice 2011-2012.

Au 29 février 2012, dix vérifications sont complétées, soit celles concernant Salaberry-de-Valleyfield, Château-Richer, Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Jérôme, Sainte-Thérèse, Sainte-Julienne, Saint-Antonin, Saint-Constant, la MRC des Moulins et la Régie d'assainissement des eaux de Terrebonne-Mascouche. Ces vérifications ont permis de constater dans certains cas le non-respect de dispositions législatives, notamment en matière de division de contrats, absence d'appels d'offres et engagements de crédit non autorisés.

Les rapports de vérification incluant les commentaires des organismes vérifiés sont publiés sur le site Internet du Ministère et font l'objet d'un suivi pour s'assurer de la mise en œuvre de mesures correctrices. Les recommandations émises dans les rapports de vérification (et les directives émises s'il y a lieu) visent à guider les responsables municipaux dans l'amélioration de la gestion municipale.

Des travaux de vérification sur le terrain ont été effectués à Terrebonne, Mascouche, Laval, Montréal-Est, Dunham, Saint-Colomban, Shannon et auprès du Service de police de Montréal (contrats de service en sécurité). Les rapports de vérification sont présentement en rédaction. Comme c'est la pratique usuelle, ces rapports seront présentés aux organismes vérifiés pour leur permettre d'y inscrire leurs commentaires.

La Loi sur les cités et villes prévoit le remboursement de frais de recherche et de secrétariat aux conseillers municipaux dans les villes de plus de 50 000 habitants. Cette loi prévoit également que les budgets de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec doivent comprendre un crédit supplémentaire pour le remboursement des dépenses de diffusion des programmes politiques des partis et pour la coordination de l'action politique de leurs membres. Huit vérifications portant spécifiquement sur ces mesures sont en cours à Laval, Québec, Montréal, Sherbrooke, Gatineau, Longueuil, Lévis et Trois-Rivières.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 19	Subventions versées aux différentes associations municipales en 2011-2012.
--------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant
Association des aménagistes régionaux du Québec	5 000 \$
Association des directeurs généraux des MRC du Québec	5 000 \$
Association des directeurs généraux des municipalités du Québec	5 000 \$
Association des directeurs municipaux du Québec	22 000 \$
Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ)	5 000 \$
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ)	10 000 \$
Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec inc.	5 000 \$
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	120 000 \$
Ordre professionnel des urbanistes du Québec	10 000 \$
Union des municipalités du Québec (UMQ)	115 000 \$

Étude des crédits 2012-2013

Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, liste complète des schémas complétés en 2011-2012 et liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour.

En date du 29 février 2012, la situation est la suivante (voir le tableau détaillé fourni en annexe) :

- 68 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur;
- 11 MRC ont adopté leur schéma d'aménagement et de développement (SADR) mais celui-ci n'est pas en vigueur¹;
- 18 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisés (PSADR) sans avoir franchi d'autres étapes;
- 1 MRC a adopté le document sur les objets de la révision (DOR) sans avoir franchi d'autres étapes;
- 3 autres MRC, soit la MRC de la Côte-de-Beaupré, la Ville de Montréal et la MRC du Golfe du Saint-Laurent n'ont pas entrepris la révision. La MRC de la Côte-de-Beaupré entend le faire prochainement. Il s'agit d'une situation particulière puisque le schéma d'aménagement et de développement de cette MRC fut le dernier à être entré en vigueur, le 30 septembre 2002, à la suite du règlement d'un litige qui a porté sur la délimitation de la ligne des hautes eaux naturelles et qui a requis l'adoption d'une législation spéciale. La Communauté urbaine de Montréal n'avait pas entrepris la révision de son schéma d'aménagement et de développement au moment de son abolition. La Ville de Montréal, qui lui succède, n'a pas entrepris la révision du schéma de 1^{re} génération, mais a respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme unifié pour son territoire; ce dernier a été adopté le 23 novembre 2004. Enfin, la MRC du Golfe du Saint-Laurent a été créée le 7 juillet 2010 et elle a entrepris l'élaboration d'un schéma d'aménagement et de développement.

Par ailleurs, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) ont adopté l'une et l'autre un Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de leur territoire. La Loi modifiant la LAU et d'autres dispositions législatives concernant les communautés métropolitaines, sanctionnée le 2 juin 2010, avait fixé de nouvelles échéances pour l'élaboration des PMAD de la CMM et de la CMQ. Ainsi, la loi prévoyait l'adoption d'un projet de PMAD au plus tard le 30 avril 2011 et d'un règlement édictant le PMAD au plus tard le 31 décembre 2011, ce qu'elles ont fait. Le PMAD de la CMM a été signifié au ministre le 14 décembre 2011. Il a été approuvé par le ministre et est donc en vigueur depuis le 12 mars 2012. En ce qui concerne la CMQ, le PMAD a été signifié au ministre le 19 décembre 2011. Il est actuellement dans les dernières phases d'analyse de sa conformité aux orientations gouvernementales. Le ministre a jusqu'à la mi-juin 2012 pour se prononcer sur cette conformité.

La révision des schémas d'aménagement et de développement a été entreprise par la plupart des MRC en 1994. Le processus de révision prévoit l'adoption du Document sur les objets de la révision (DOR), dans un délai de 6 mois de la date du début de la révision, suivie par l'adoption du Projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR 1er projet), dans un délai de 2 ans de la date du début de la révision. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ne fixe aucun délai pour les étapes suivantes, soit l'adoption du Second projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR 2e projet), la période des assemblées publiques de consultation et l'adoption finale du Schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR).

En d'autres mots, en vertu de la LAU, la responsabilité du processus de révision des SAD appartient aux MRC. Le Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire doit pour sa part statuer sur la conformité des SAD. Notons cependant que, dans le cadre de la Loi 134 (Loi créant la Communauté métropolitaine de Montréal) et de la Loi 170 (Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais), le législateur a fixé des dates butoirs aux MRC pour compléter le processus de révision qu'elles avaient entrepris et pour procéder à l'adoption d'un schéma d'aménagement et de développement révisé. Les dates varient selon les territoires en cause.

¹ Soit en raison des objections et des demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales, soit parce qu'ils sont en cours d'analyse et que l'avis gouvernemental n'a pas été signifié à ce jour.

**ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RÉVISION
DES SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT
Au 29 février 2012**

Note : La trame grisée indique qu'il s'agit d'un territoire compris en totalité ou en partie dans le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal ou de Québec selon le cas.

- 68 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur. S'ajoute également à ce total le PMAD de la CMM qui est entré en vigueur le 12 mars 2012.

MRC ou ville-MRC	SADR en vigueur
Mirabel (Ville) ¹	1996-04-30
Les Collines-de-l'Outaouais	1998-02-04
Papineau	1998-02-26
Le Haut-Saint-François	1998-06-16
Memphrémagog ²	1998-12-22
Longueuil	1999-02-25
Antoine-Labelle	1999-03-24
Les Sources	1999-04-14
Shawinigan	1999-07-30
Gatineau	1999-12-22
La Tuque	2000-03-24
Coaticook	2000-06-22
Beauharnois-Salaberry	2000-06-28
Les Laurentides	2000-06-29
Bellechasse	2000-08-08
Le Haut-Saint-Laurent	2000-11-01
Acton	2000-12-15
Pontiac	2001-02-23
L'Assomption ³	2001-05-02
La Matapédia	2001-05-09
Lac-Saint-Jean-Est	2001-06-27
Matane	2001-07-13
L'Île-d'Orléans	2001-08-22
Le Val-Saint-François	2002-08-09
Appalaches (anciennement L'Amiante)	2002-10-10
Les Moulins	2002-12-18
Maskinongé	2002-12-20
Le Granit	2003-04-25
Les Maskoutains	2003-09-18
La Côte-de-Gaspé	2004-03-31
Le Haut-Richelieu	2004-06-23
La Jacques-Cartier	2004-07-15
Vaudreuil-Soulanges	2004-10-22
Rouville	2005-02-04
Thérèse-de-Blainville	2005-03-10
Beauce-Sartigan	2005-04-01
Vallée-de-l'Or	2005-05-20
La Nouvelle-Beauce	2005-05-20
Lotbinière	2005-06-22
Les Pays-d'en-Haut	2005-10-27
Lajemmerais	2006-02-14
Les Etchemins	2006-03-22
Roussillon	2006-03-22

¹ La Ville de Mirabel, de même que les MRC de Memphrémagog et de l'Assomption, ont entrepris l'élaboration de leur schéma d'aménagement et de développement révisé de 3^e génération et ont adopté des projets de schéma révisé.

² La Ville de Mirabel, de même que les MRC de Memphrémagog et de l'Assomption, ont entrepris l'élaboration de leur schéma d'aménagement et de développement révisé de 3^e génération et ont adopté des projets de schéma révisé.

³ La Ville de Mirabel, de même que les MRC de Memphrémagog et de l'Assomption, ont entrepris l'élaboration de leur schéma d'aménagement et de développement révisé de 3^e génération et ont adopté des projets de schéma révisé.

MRC ou ville-MRC	SADR en vigueur
Arthabaska	2006-04-04
La Vallée-du-Richelieu	2007-02-02
Les Chenaux	2007-06-21
Maria-Chapdelaine	2007-06-27
La Mitis	2007-07-05
Bécancour	2007-12-18
Mékinac	2008-02-27
La Rivière-du-Nord	2008-03-18
Lévis (Ville)	2008-09-16
Brome-Missisquoi	2008-09-23
Bonaventure	2008-10-10
Portneuf	2009-03-09
Montcalm	2009-05-08
Argenteuil	2009-06-01
Le Rocher-Percé	2010-01-14
Rimouski-Neigette	2010-03-25
Îles-de-la-Madeleine	2010-06-25
Robert-Cliche	2011-02-09
Témiscouata	2010-10-14
Abitibi	2010-10-18
L'Islet	2010-10-19
Rouyn-Noranda	2010-07-27
Nicolet-Yamaska	2011-05-19
Ville de Saguenay	2011-10-18
Charlevoix-Est	2012-01-10
Plan métropolitain de la Communauté métropolitaine de Montréal	2012-03-12

- 11 MRC ont adopté leur schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR), mais celui-ci n'est pas en vigueur soit en raison des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales, soit parce qu'ils sont en cours d'analyse et que l'avis gouvernemental n'a pas été signifié à ce jour.
- Les PMAD ont été signifiés au ministre le 14 décembre 2011 pour la CMM et le 19 décembre suivant pour la CMQ. Ces documents sont en cours d'analyse de leur conformité aux orientations gouvernementales et le ministre a jusqu'à la mi-juin 2012 pour se prononcer sur cette conformité.

MRC	Date d'adoption du dernier SADR de remplacement
La Haute-Yamaska	2011-09-14
Les Jardins-de-Napierville	2006-10-11
Avignon	2010-11-24
Manicouagan	2011-11-23
Joliette	2011-03-08
Le Fjord-du-Saguenay	2011-10-12
	Date d'adoption du SADR
Deux-Montagnes	2006-03-22
Matawinie	2009-09-09
D'Auclair	2009-10-21
Témiscamingue	2011-05-30
L'Érable	2011-09-20
Plan métropolitain de la Communauté métropolitaine de Québec	2011-12-15
Plan métropolitain de la Communauté métropolitaine de Montréal	2011-12-08

- 18 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR).

MRC ou ville-MRC	Date d'adoption du PSADR
Sherbrooke (Ville)	1996-08-13
La Vallée-de-la-Gatineau	1996-10-29
Charlevoix	1997-08-13
Drummond	1997-11-26
Kamouraska	2000-04-12
Pierre-De Saurel (anciennement Le Bas-Richelieu)	2000-08-09
Québec (Ville)	2001-02-27
Abitibi-Ouest	2001-06-13
Caniapiscau	2001-06-13
Les Basques	2001-10-18
Sept-Rivières	2002-02-19
Laval (Ville)	2002-06-19
Montmagny	2002-07-09
La Haute-Gaspésie	2004-04-13
Rivière-du-Loup	2004-05-20
Le-Domaine-du-Roy	2007-11-13
Minganie	2009-05-19
La Haute-Côte-Nord	2011-08-16

- 1 MRC a adopté son document sur les objets de la révision (DOR), mais n'a pas franchi d'autres étapes.

MRC ou ville-MRC	Date d'adoption du DOR
Trois-Rivières (Ville)	1995-10-18

- 3 MRC n'ont pas entrepris la révision de leur SAD

MRC ou ville-MRC	Date d'entrée en vigueur du SAD de première génération
La Côte-de-Beaupré	2002-09-30
Montréal (Ville) (anciennement la CUM)	1987-12-31
Le Golfe du Saint-Laurent	Non applicable

- Cas spéciaux :
 - La Ville de Montréal n'a pas entrepris la révision de son schéma de 1re génération. Quant à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), elle a adopté son PMAD le 14 décembre 2011. Le document a été approuvé par le ministre le 12 mars 2012 et est donc en vigueur depuis cette date.
 - La Ville de Québec n'a pas terminé la révision du schéma de 1^{ere} génération. Quant à la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ), elle a adopté son PMAD le 19 décembre 2011. Le document est en cours d'analyse de sa conformité aux orientations gouvernementales et le ministre a jusqu'à la mi-juin pour se prononcer sur cette conformité.
 - La Ville de Lévis n'a pas respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme pour son territoire. Toutefois, elle a terminé le processus d'intégration des deux schémas d'aménagement actuellement en vigueur par l'adoption d'un schéma d'aménagement et de développement révisé, applicable à l'ensemble du territoire. Ce schéma révisé est en vigueur depuis le 16 septembre 2008.
 - La MRC du Golfe du Saint-Laurent a été créée le 7 juillet 2010. Son territoire comprend une partie de territoire qui était compris dans celui de la MRC voisine de la Minganie et pour lequel un schéma de première génération est en vigueur. La MRC du Golfe du Saint-Laurent a entreprise les travaux visant l'élaboration d'un schéma d'aménagement et de développement.

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 21

Pour 2011-2012, la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de schémas révisés qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.

Projets de schémas d'aménagement et de développement révisés (PSADR)									
	Nombre	MRC concernées		Date de réception	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	3								
Non-conformes	1	CMM	N/A	2011-05-02	2011-09-29	Non-conforme aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental en annexe			
	1	CMQ	2011-47	2011-05-05	2011-09-29				
	1	La Haute-Côte-Nord	N/A	2011-09-06	2011-12-21				
Schémas d'aménagement et de développement révisés									
	Nombre	MRC concernées	No. de règlement	Date de signification	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	10								
Conformes	1	Ville de Saguenay	VS-R-2011-29	2011-06-29	2011-10-18				
	1	Charlevoix-Est	213-06-11	2011-09-12	2012-01-10				
	1	CMM (PMAD)	2011-51	2011-12-14	En traitement				
	1	CMQ (PMAD)	2011-55	2011-12-19					
	1	Le Fjord-du-Saguenay	11-286	2011-11-03	2012-03-02				
Non-conformes	2	Manicouagan	2010-02	2011-04-01	2011-07-15	Non-conforme aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental en annexe			
			2011-13	2011-12-08	Échéance légale ultérieure au 02-03-2012				

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 21

Pour 2011-2012, la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de schémas révisés qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.

Schémas d'aménagement et de développement révisés

	Nombre	MRC concernées	No. de règlement	Date de signification	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Non-conformes	1	Témiscamingue	146-05-2011	2011-06-30	2011-10-26	Non-conforme aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental en annexe			
	1	L'Érable	316	2011-09-19	2012-01-17				
	1	La Haute-Yamaska	2011-247	2011-09-20	2012-01-17				



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 29 septembre 2011

Monsieur Gérald Tremblay
Président
Communauté métropolitaine de Montréal
1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400
Montréal (Québec) H3A 3L6

Monsieur le Président,

Le 28 avril 2011, la Communauté métropolitaine de Montréal a adopté son projet de Plan métropolitain d'aménagement et de développement. Ainsi que le prévoit la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je vous transmets l'avis gouvernemental sur ce projet.

Je tiens d'abord à souligner le travail accompli et à féliciter la Communauté d'avoir relevé le défi que constituait l'adoption de ce premier projet de Plan métropolitain d'aménagement et de développement. Ce dernier témoigne de la volonté de la Communauté d'orienter l'aménagement du territoire selon une vision métropolitaine et d'améliorer la qualité de vie des citoyens. La stratégie d'urbanisation visant le renforcement des liens aménagement-transport est de bon augure à ces égards. Je salue les efforts de la Communauté métropolitaine de Montréal sur cet aspect en particulier de même que ceux déployés pour se doter d'un outil de planification qui contribuera positivement à son développement pour les 20 prochaines années.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

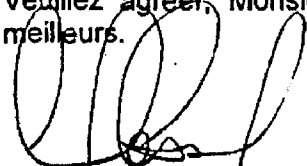
Le document intitulé « Annexe de l'avis du gouvernement sur le projet de Plan métropolitain d'aménagement et de développement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal », présente l'évaluation de la conformité du projet de Plan métropolitain d'aménagement et de développement aux orientations gouvernementales pour la Communauté métropolitaine de Montréal en matière d'aménagement. Ces dernières vous ont été transmises en 2001 puis ont été ajustées par un addenda que je vous ai envoyé le 26 mai 2011. L'avis et son annexe ont pour but de vous faire connaître les réactions du gouvernement sur le contenu du projet de plan, avant que vous adoptiez sa version finale.

Dans l'ensemble, les orientations, les objectifs et les critères de votre projet de plan, répondent bien aux préoccupations du gouvernement. Toutefois, certains contenus du plan doivent être précisés ou révisés afin de se conformer aux orientations gouvernementales établies pour la Communauté métropolitaine de Montréal. Ceux-ci présentés à l'annexe ci-jointe, devront être ajustés avant l'adoption du Plan métropolitain d'aménagement et de développement. À cet égard, je vous rappelle qu'il est primordial que le grand Montréal se dote d'une planification à l'horizon 2031 pour assurer sa compétitivité et son attractivité dans une perspective de développement durable.

Les ministères et organismes mandataires de l'État qui ont participé à la réalisation du présent avis ont exprimé le désir de poursuivre le travail de concertation amorcé avec votre communauté métropolitaine en vue de l'adoption du Plan métropolitain d'aménagement et de développement. De plus, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire reste à votre disposition pour vous transmettre toute l'information additionnelle requise sur les sujets qui y sont abordés. Des rencontres pourront être organisées avec les ministères et organismes mandataires de l'État si la communauté métropolitaine le juge opportun.

Compte tenu de la qualité du projet de plan et du travail effectué jusqu'à maintenant, je suis confiant, Monsieur le Président, que la Communauté métropolitaine de Montréal pourra adopter la version finale du Plan métropolitain d'aménagement et de développement conforme aux orientations du gouvernement d'ici le 31 décembre 2011, tel que prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Je suis également persuadé que cette planification soutiendra les ambitions métropolitaines en termes de développement durable, de qualité de vie, d'attractivité et de compétitivité.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 29 septembre 2011

Monsieur Régis Labeaume
Président
Communauté métropolitaine de Québec
2875, boulevard Laurier, bureau 1000
Québec (Québec) G1V 2M2

Monsieur le Président,

Le 28 avril 2011, la Communauté métropolitaine de Québec a adopté son projet de Plan métropolitain d'aménagement et de développement. Ainsi que le prévoit la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je vous transmets l'avis gouvernemental sur ce projet.

Je tiens d'abord à souligner le travail que vous avez accompli en vue de vous doter d'une planification territoriale à l'échelle métropolitaine et ainsi d'optimiser l'occupation de votre territoire. Ce travail témoigne de la volonté de votre communauté d'orienter l'aménagement du territoire selon une perspective métropolitaine et d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Il permet également de répondre à certains enjeux d'aménagement du territoire dans le respect des particularités régionales. Je salue les efforts de la Communauté métropolitaine de Québec pour se doter d'un outil de planification structurant, qui guidera son développement pour les 20 prochaines années.

Le document intitulé « Annexe de l'avis du gouvernement sur le projet de Plan métropolitain d'aménagement et de développement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec », présente l'évaluation du gouvernement concernant la conformité du projet de Plan métropolitain d'aménagement et de développement aux orientations en matière d'aménagement pour la Communauté métropolitaine de Québec. Ces orientations, qui vous avaient été transmises en 2002, ont été ajustées par un addenda que je vous ai envoyé le 26 mai 2011. L'avis et son annexe ont pour but de vous faire connaître les réactions du gouvernement sur le contenu du projet de plan, avant que vous adoptiez sa version finale.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

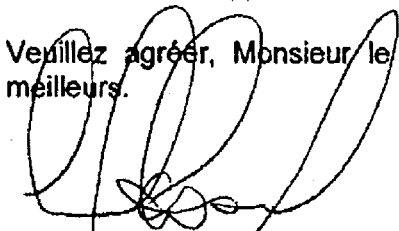
Dans l'ensemble, les orientations, objectifs et critères de votre projet de plan, rejoignent les préoccupations du gouvernement. Cependant, certains aspects du document doivent être précisés ou révisés afin de se conformer aux orientations gouvernementales établies pour la Communauté métropolitaine de Québec. Ces éléments, présentés à l'annexe ci-jointe, devront être ajustés avant l'adoption de la version finale du Plan métropolitain d'aménagement et de développement.

À cet égard, il est notamment important de poursuivre la réflexion en vue d'adopter des objectifs et des critères visant la consolidation par une densification adéquate des secteurs déjà construits et pourvus d'infrastructures. Il en va de même en ce qui concerne le choix de nouvelles superficies pour la construction en tenant compte des priorités à l'échelle métropolitaine, en s'assurant d'une adéquation entre l'offre et la demande et en ayant un souci de protection des milieux naturels et agricoles. Enfin, les liens entre l'aménagement et la mobilité sur l'ensemble du territoire métropolitain constituent un autre enjeu qui devra être abordé dans les étapes à venir.

Les ministères et organismes mandataires de l'État, qui ont participé à la réalisation du présent avis, ont exprimé le désir de poursuivre le travail de concertation amorcé avec votre communauté métropolitaine dans le cadre des étapes à venir pour l'adoption de la version finale du Plan métropolitain d'aménagement et de développement. Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire demeure également disponible pour vous fournir toute l'information additionnelle sur les sujets qui y sont abordés.

Compte tenu de la qualité du projet de plan et du travail accompli jusqu'à maintenant, je suis confiant, Monsieur le Président, que la Communauté métropolitaine de Québec pourra adopter la version finale du Plan métropolitain d'aménagement et de développement qui respectera les orientations du gouvernement d'ici le 31 décembre 2011, tel que prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Je suis persuadé également, que cette planification supportera positivement les objectifs de votre communauté en termes de développement, de qualité de vie, d'attractivité et de compétitivité.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 décembre 2011

Monsieur Pierre Laurencelle
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Haute-Côte-Nord
26, rue de la Rivière, bureau 101
Les Escoumins (Québec) G0T 1K0

Monsieur le Préfet,

Le 16 août 2011, la Municipalité régionale de comté de La Haute-Côte-Nord a adopté son premier projet de schéma d'aménagement et de développement révisé. Ainsi que le prévoit la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je vous transmets l'avis gouvernemental sur ce projet.

Dans le document intitulé « Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement - Pour un aménagement concerté du territoire », et dans les documents complémentaires qui ont suivi, le gouvernement a fait connaître ses orientations en matière d'aménagement pour l'ensemble du territoire québécois. De façon plus spécifique, le présent avis indique les orientations qu'il poursuit et les projets d'équipements, d'infrastructures et d'aménagement qu'il entend réaliser sur le territoire de la municipalité régionale de comté. L'avis a également pour but de vous faire connaître les réactions du gouvernement sur le contenu du document récemment adopté par votre municipalité régionale de comté.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Le projet de schéma d'aménagement et de développement révisé témoigne de la volonté de votre municipalité régionale de comté de résoudre certains problèmes d'aménagement du territoire dans le respect des particularités régionales et de préserver la qualité de vie des citoyens. Dans l'ensemble, les orientations d'aménagement retenues par ce projet rejoignent les préoccupations gouvernementales.

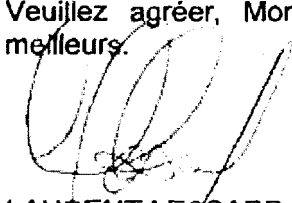
Cependant, certains choix d'aménagement et certaines dispositions réglementaires du document complémentaire ne concordent pas avec ce que le gouvernement préconise ou ne supportent pas suffisamment les orientations gouvernementales. C'est le cas notamment en ce qui concerne la gestion de l'urbanisation, la compatibilité des usages dans diverses affectations, la protection des personnes et des biens, la mise en valeur du milieu naturel, la détermination des infrastructures et équipements importants et la planification des activités minières. Les demandes énoncées dans l'avis gouvernemental devront être considérées lors de l'élaboration de la prochaine version du schéma d'aménagement et de développement révisé.

Cet avis contient aussi plusieurs commentaires qui vous permettront de bonifier la prochaine version du schéma d'aménagement et de développement révisé. Je vous rappelle également que la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme oblige la municipalité régionale de comté à produire un plan d'action en vue de la mise en œuvre du schéma.

Je ne doute pas que votre municipalité régionale de comté, et les municipalités qui la composent, aient des préoccupations à cet égard et que vous saurez faire de votre schéma d'aménagement un instrument efficace de rationalisation de l'occupation du territoire et de gestion des coûts.

Les ministères et organismes gouvernementaux qui ont participé à la réalisation du présent avis ont exprimé le désir de poursuivre le travail de concertation amorcé avec votre municipalité régionale de comté dans le cadre de la révision de son schéma d'aménagement. Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, qui a coordonné l'élaboration de cet avis, demeure également disponible pour vous fournir toute l'information additionnelle sur les sujets qui y sont abordés. Des rencontres pourront être organisées avec les ministères et organismes gouvernementaux si votre municipalité régionale de comté le juge opportun.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 15 juillet 2011

Madame Christine Brisson
Municipalité régionale de comté
de Manicouagan
768, rue Bossé
Baie-Comeau (Québec) G5C 1L6

Madame la Préfet,

Le 16 mars 2011, la Municipalité régionale de comté de Manicouagan adoptait le règlement numéro 2010-02 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé.

Avec l'adoption de ce document, votre municipalité régionale de comté a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. Plusieurs des orientations énoncées et des dispositions prévues dans votre schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les préoccupations gouvernementales déjà exprimées dans l'avis qui vous a été transmis le 28 mai 2008. Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma révisé ne respectent pas les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En conséquence, en vertu de l'article 56.14 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je demande à la Municipalité régionale de comté de Manicouagan de remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

- la gestion de l'urbanisation;
- la prise en compte des risques d'origine naturelle et anthropique et des nuisances;
- La planification des équipements et des infrastructures;
- la protection du territoire et des activités agricoles;
- la mise en valeur intégrée des ressources.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

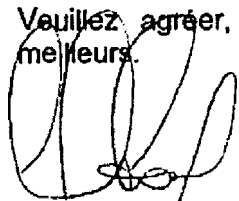
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Je suis confiant, Madame la Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Madame Jacynthe Maloney, de la Direction régionale de La Côte-Nord du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Vous pouvez la joindre au 418 295-4241 poste 80907. Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre municipalité régionale de comté.

Veuillez agréer, Madame la Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Annexe

SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ DE LA MRC DE MANICOUAGAN

Demandes du gouvernement

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du
territoire

Juillet 2011

1 La gestion de l'urbanisation

En matière de gestion de l'urbanisation, le gouvernement a notamment comme orientations de privilégier la consolidation des zones urbaines existantes, de prioriser la revitalisation des centres-villes et des secteurs anciens et d'orienter l'extension urbaine dans les parties de territoire pouvant accueillir le développement de façon économique et acceptable au plan environnemental. Il s'attend donc à ce que les MRC prennent des moyens nécessaires, dans leur schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR), afin de respecter ces orientations gouvernementales. Ainsi, la MRC de Manicouagan devra modifier le contenu de son SADR eu égard à la gestion de l'urbanisation, à la lumière des demandes présentées dans les sections suivantes.

1.1 La délimitation des périmètres d'urbanisation

La MRC a délimité tous les périmètres d'urbanisation (PU) à l'aide de données démographiques provenant du recensement de 2006, tel que demandé dans l'avis gouvernemental sur le PSADR, en dénombrant les terrains disponibles à l'intérieur des PU et en les mettant en relation pour établir les besoins des municipalités sur un horizon de long terme (10 à 15 ans). Ainsi, seul le PU de la municipalité de Baie-Trinité est agrandi, mais correspond aux prévisions de croissance de la municipalité.

Par ailleurs, la MRC a décidé de conserver la détermination des PU principaux et des PU secondaires, tout en indiquant que ces derniers suivent la tendance historique d'occupation du territoire le long de certaines routes ou du fleuve et correspondent à des usages résidentiels déjà en place avec quelques lots vacants intermédiaires.

Aussi, la MRC reconduit la détermination de zones prioritaires d'aménagement (ZPA) et de zones de réserve (ZR). Toutefois, ces dernières ne sont toujours pas clairement indiquées dans la cartographie du SADR et la MRC n'a pas stipulé la priorité de développement entre celles-ci. Le gouvernement rappelle à la MRC que, pour appuyer ses choix en matière de gestion de l'urbanisation, elle doit faire la démonstration qu'elle a présenté toutes les données nécessaires, dont une cartographie précisant clairement les limites des PU et les ZPA et ZR.

Demande du gouvernement

Afin d'orienter l'extension urbaine dans les parties de territoire pouvant accueillir le développement de façon économique et acceptable au plan environnemental, la MRC devra compléter son exercice de planification en identifiant dans la cartographie l'ensemble des ZPA et des ZR de tout PU de son territoire. Elle devra également établir la priorité entre ces zones en adoptant des règles à l'intérieur de celles-ci pour autoriser les nouvelles constructions en continuité du tissu urbain existant et, le cas échéant, des infrastructures déjà en place. De telles règles pourraient indiquer des conditions à remplir comme de pourcentages d'occupation à atteindre dans une ZPA avant d'en occuper dans les ZR.

1.2 Les usages et activités à l'extérieur des PU

Au chapitre 4.3.1 du SADR, la MRC stipule que les PU secondaires sont caractérisés majoritairement par la fonction résidentielle et commerciale de proximité. Cette condition n'est toutefois pas reconduite

dans la grille de compatibilité d'usages, car cette dernière permet tous les usages commerciaux dans ces périmètres.

Le gouvernement rappelle que la MRC doit limiter au strict minimum les usages à caractère urbain à l'extérieur des PU. De plus, dans l'avis gouvernemental signifié à la MRC à l'étape du PSADR, il lui avait demandé, si elle désirait maintenir les PU secondaires, de statuer que les usages compatibles dans ces périmètres sont uniquement les résidences et les services de proximité.

Enfin, au chapitre 7.2 du SADR, la MRC préconise la mise en valeur de la ressource forestière en permettant la 2^{ème} et 3^{ème} transformations dans les affectations forestières. Le MAMROT considère que la 3^{ème} transformation est une activité industrielle à caractère urbain qui doit se diriger prioritairement vers les PU principaux, dans les affectations industrielles ou dans les parcs industriels municipaux.

Demandes du gouvernement

Afin de réduire au strict minimum les usages à caractère urbain à l'extérieur des PU principaux, la MRC devra stipuler dans la grille de compatibilité d'usages que dans les PU secondaires les usages compatibles sont uniquement les résidences et les services de proximité.

De plus, elle devra diriger les activités industrielles liées à la 3^{ème} transformation, à l'intérieur des PU principaux dans les affectations industrielles ou dans les parcs industriels municipaux. Pour ce faire, ces activités doivent être autorisées uniquement dans ces PU par le biais de la grille de compatibilité d'usages.

2 La prise en compte des risques d'origine naturelle et anthropique et des nuisances

Le gouvernement demeure préoccupé par les problématiques des risques pouvant mettre en péril l'intégrité et la sécurité des personnes et des biens, notamment en milieux urbanisés. Il entend donc prévenir, dans la mesure du possible, les sinistres provoqués par des catastrophes naturelles ou des accidents technologiques, d'en atténuer les impacts et d'assurer ainsi la santé et la sécurité des personnes et des biens de même que la protection de l'environnement. Ainsi, aux fins de sécurité publique, le gouvernement préconise la prise en considération par les MRC des risques d'origine naturelle et anthropique et l'harmonisation des usages.

2.1 Les risques d'origine anthropique

La MRC a adopté, dans le chapitre 13 du SADR, une grille d'usages afin de s'assurer de la compatibilité de l'harmonisation des usages dans toutes les grandes affectations du territoire. Ainsi, elle autorise, sous certaines conditions, l'usage « Utilité publique » dans toutes les affectations. Cet usage a pour vocation le service d'approvisionnement en eau potable, le traitement des eaux usées, la télécommunication, la câblodistribution, l'électricité et le transport (maritime, aérien, ferroviaire et routier).

La MRC précise, cependant, que la grille de compatibilité et donc, les conditions d'implantation de certains usages, ne s'applique pas aux équipements du gouvernement et ses mandataires. Or, aux chapitres 2.5.7, 6.3.1, 11.3.2.2 et 14.14.3.3 du SADR, la MRC laisse entendre que les équipements de

la société Hydro-Québec (société H-Q) pourraient être concernés par une ou des conditions d'aménagement, afin de pallier à une problématique de risque anthropique ou d'intégrer de façon harmonieuse des équipements publics dans la zone agricole ou le long des corridors routiers importants.

La société H-Q rappelle à la MRC que ses équipements ne peuvent être considérés comme des contraintes d'origine anthropique pouvant mettre en danger la population et qu'ils ne sont pas concernés par des conditions d'implantation autres que concourir aux objectifs du SADR concernant ce type d'équipement.

Par ailleurs, la MRC stipule, au chapitre 2.5.7, que « les zones de marnage en aval et en amont des barrages hydroélectriques doivent également être prises en considération parce que la fluctuation du niveau de l'eau lors des opérations de turbinage peut provoquer des inondations ou des glissements de terrain. Enfin, signalons que les zones d'inondation connues sont situées dans la ville de Baie-Comeau (rivière Manicouagan) et à Pointe-aux-Outardes (rivière aux Outardes) où les usages devront être régis ».

La société H-Q tient à préciser à la MRC que les fluctuations du niveau d'eau ne sont pas seulement engendrées par les opérations de turbinage ou de marnage. De plus, des mouvements de sol incluant l'érosion ont lieu dans des sites naturels sans intervention humaine, la géologie étant en constante évolution due aux forces de la nature (vent, eau, etc.).

Demande du gouvernement

Pour arriver aux objectifs d'aménagement du territoire la protection de l'environnement et la planification des infrastructures et des équipements à caractère public et assurer leur viabilité, la MRC devra, notamment aux chapitres susmentionnés, apporter les nuances et les modifications requises afin d'exclure les équipements de la société H-Q, à l'exception des postes de transformation, de tout libellé pouvant laisser entendre qu'ils sont à la source d'un risque quelconque de nature anthropique et les soustraire de toute condition d'implantation sur le territoire.

Recommandation du gouvernement

La société H-Q incite la MRC à revoir le contenu du chapitre 2.5.7 et, en général tout contenu du SADR, en amenant les nuances et les précisions nécessaires pour enlever toute association qui porte préjudice à la perception des impacts et à l'insertion des équipements de la société.

2.2 Les nuisances sonores

La MRC présente, au chapitre 11.3.2.8 du SADR, un cadre normatif visant à protéger les usages sensibles contre le bruit routier applicable dans les secteurs décrits dans le Tableau 79 du SADR. Ce cadre ne s'applique toutefois pas au PU principal de la municipalité de Ragueneau, notamment dans les ZPA, sous l'argument que celles-ci se développent de part et d'autre de la route 138. Le MTQ considère que la MRC ne peut soustraire de l'application de la Politique sur le bruit routier les usages sensibles dans les tronçons de route concernés par une problématique de nuisance sonore.

Enfin, au chapitre 13.4.1 du document complémentaire, la MRC reconduit la marge de recul de 7 et 10 m aux abords des routes 138 et 389, adoptée dans le PSADR. Le MTQ considère que cette marge est insuffisante pour assurer la sécurité et la fonctionnalité du réseau et protéger les usages sensibles au bruit.

Demande du gouvernement

Afin de concourir à la réduction des nuisances sonores associées aux voies de circulation, la MRC devra stipuler que le cadre normatif visant la protection contre le bruit routier s'applique sur tout tronçon de route sujette à des nuisances sonores.

Cependant, afin de permettre une certaine densification de la trame urbaine pour les secteurs à l'intérieur du PU principal de la municipalité de Ragueneau, plus particulièrement dans les ZPA, elle peut appliquer ce cadre normatif aux lots vacants et autoriser de nouvelles résidences uniquement en deuxième rangée des lots construits.

3 La planification des équipements et des infrastructures

L'implantation et l'exploitation de certains équipements ou infrastructures à caractère public, infrastructures et équipements de transport et d'énergie, équipements reliés à la gestion des déchets, etc., exercent d'importantes pressions sur le milieu naturel et les ressources, sur l'aménagement du territoire et sur la qualité de vie des citoyens. Le gouvernement souhaite assurer la viabilité des équipements et des infrastructures à caractère public. En concertation avec les instances municipales, il fera en sorte que leur planification soit arrimée aux objectifs d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement.

La MRC a identifié la plupart des équipements et des infrastructures sur son territoire. Toutefois, une mise à jour de certains équipements est requise pour mieux répondre à la demande du gouvernement.

Demande du gouvernement

Afin de maintenir et améliorer les équipements et les services nécessaires à la vie de la collectivité en maximisant leurs retombées sur le milieu urbanisé, la MRC devra mettre à jour la liste de ces équipements et infrastructures dans son SADR.

À cet effet, le MSSS et la société H-Q transmettent à la MRC, aux annexes 1 et 2 de cet avis, des listes des équipements et infrastructures pour qu'elle complète son exercice de planification. Aussi, le gouvernement invite la MRC à entrer en contact avec le MDDEP pour mettre à jour la liste d'équipements de traitement des matières résiduelles.

4 La protection du territoire et des activités agricoles

Le gouvernement s'attend à ce que les MRC planifient l'aménagement et le développement du territoire agricole en accordant la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole. Pour ce faire, les MRC doivent procéder dans le respect des particularités du milieu, de manière à favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique des régions.

La MRC de Manicouagan a répondu aux demandes du gouvernement en matière de protection du territoire et des activités agricoles transmises dans l'avis sur le PSADR. Cependant, elle adopte des distances de protection dans la zone agricole de 100 m pour les rivières à saumon qui sont plus sévères que celles préconisées par la PPRLPI.

Demande du gouvernement

Pour assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture, la MRC devra mieux justifier les normes de protection pour les rivières à saumon dans la zone agricole pour ne pas apporter des contraintes additionnelles aux exploitations agricoles.

5 La mise en valeur intégrée des ressources

Le gouvernement entend assurer la pérennité des fonctions du territoire québécois et des ressources et en favoriser la polyvalence, de manière à multiplier les retombées économiques et sociales de leur mise en valeur et de leur potentiel. À cette fin, il convie les MRC à planifier un aménagement du territoire qui contribuera à une mise en valeur intégrée de l'ensemble des ressources et des potentiels.

5.1 Les ressources minérales

Au chapitre 11.3.2.10 du SADR, la MRC inclut les tourbières dans les sites d'extraction (carrières, sablières et tourbières). Également, dans le chapitre 13.1 du SADR, la MRC inclut la tourbe dans la définition de l'usage d'exploitation des ressources naturelles. Or, l'avis gouvernemental sur le PSADR avait demandé à la MRC d'exclure les tourbières de ces sites et définition.

Demande du gouvernement

La MRC devra préciser que les tourbières sont exclues des sites d'extraction et que l'usage d'exploitation des ressources naturelles ne concerne pas la tourbe, comme matière minérale sujette à extraction.

Annexe 1 : Mise à jour des établissements de santé et de services sociaux

Etablissement	Mission	Adresse
Centre de santé et de services sociaux de Manicouagan	CH	Centre administratif Hôpital Le Royer 635, boulevard Jolliet Baie-Comeau G5C 1P1
	CLSC	CLSC Lionel-Charest 340, rue Clément-Lavoie Baie-Comeau G4Z 3B8
	CHSLD	Centre d'hébergement N.-A.-Labrie 659, boulevard Blanche Baie-Comeau G5C 2B2
	CHSLD	Centre d'hébergement Boisvert 70, rue Mance Baie-Comeau G4Z 1M9
	CLSC	CLSC Marie-Leblanc-Côté 2, rue de l'École, C.P. 2024 Chute-aux-Outardes G0H 1C0 CLSC Corinne-Vallée-Therrien 3, rue Saint-Joseph Baie-Trinité G0H 1A0
Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord	CPEJ CR	(Siège social CPRCN) 835, boulevard Jolliet Baie-Comeau G5C 1P5 Centre jeunesse Côte-Nord 835, boulevard Jolliet Baie-Comeau G5C 1P5 Centre de réadaptation l'Émergent (Centre administratif CPRCN) 1250, rue Lestral Baie-Comeau G5C 1T8 Centre Le Canal 625, rue Des Épilobes Baie-Comeau G5C 1Y9 659 boulevard Blanche Baie-Comeau G5C 2B2 Ressources résidentielles 37 rue Iberville Baie-Comeau G4Z IW5 1536, rue Moyac Baie-Comeau G5C 3G7 933, rue Labrie Baie-Comeau G5C IT6 11, rue Martel de Brouage Baie-Comeau G4Z 2B1 1588, rue Mingan Baie-Comeau G5C 3S2 647, rue Braud Baie-Comeau G5C 2L4

Annexe 2 : Mise à jour des équipements majeurs de la Société H-Q

Lignes de transport d'énergie				
Ligne	Tension (kv)	De	A	Longueur (km)
1	69	Chute-aux-outardes	Manic power	6
651	69	Micoua	Pessamit	50
729	69	Hauterive	Scierie des outardes	7
730	69	Chute-aux-outardes	Betsiamites	42
798	69	Hauterive	Lac-aux-phoques	19
3123	315	Toulmoustouc	Micoua	55
1608	161	Hauterive	Lafleche	22
1610	161	Hauterive	Lafleche	8
1614	161	Manic-1	Pouvoir manitouagan	< 1
1615	161	Hauterive	Lafleche	116
3010	315	Manitouagan	Bersimis-2	66
3010-3013	315	Manitouagan	Bersimis-2	15
3013	315	Manitouagan	Hauterive	< 1
3014	315	Manitouagan	Hauterive	15
3021	315	Manic-2	Manitouagan	5
3023	315	Manic-2	Manitouagan	4
3026	315	Outardes-2	Hauterive	6
3027	315	Manic-3	Micoua	11
3029	315	Outardes-3	Manitouagan	42
3031-3032	315	Manic-5	Micoua	107
3032	315	Manic-5	Micoua	< 1
3033-3034	315	Manic-5pa	Micoua	107
3035-3036	315	Outardes-4	Micoua	14
7004	735	Micoua	Laurentides	38
7007	735	Manitouagan	Lévis	45
7008	735	Manitouagan	Lévis	45
7011	735	Manitouagan	Micoua	60
7019	735	Micoua	Saguenay	37
7023	735	Manitouagan	Lévis	43
7027	735	Arnaud	Micoua	84
7028	735	Arnaud	Manitouagan	72
7029	735	Arnaud	Manitouagan	72
7101	735	Micoua	Aux outardes	5

Postes		
Nom	Tension (kv)	Municipalité
Poste de Baie-Trinité	161	Baie-Trinité, VL
Poste de Betsiamites	69	Betsiamites, R
Poste de la Chute-aux-Outardes	69	Pointe-aux-Outardes, VL
Poste de la Côte-Nord	161	Baie-Comeau, V
Poste de Godbout	161	Godbout, VL
Poste de Lafleche	161	Baie-Comeau, V
Poste Manic-1	161	Baie-Comeau, V
Poste Manic-2	315	Baie-Comeau, V
Poste Manic-3	315	Rivière-aux-Outardes, NO
Poste Manic-5	315	Rivière-aux-Outardes, NO
Poste Manic-5-PA	315	Rivière-aux-Outardes, NO
Poste de la Manitouagan	735	Rivière-aux-Outardes, NO
Poste Micoua	735	Rivière-aux-Outardes, NO
Poste aux Outardes	735	Rivière-aux-Outardes, NO
Poste aux Outardes-2	315	Pointe-aux-Outardes, VL
Poste aux Outardes-3	315	Rivière-aux-Outardes, NO
Poste aux Outardes-4	315	Rivière-aux-Outardes, NO

Barrages

Nom	Municipalité
Digue no 1 (lac-sainte-anne)	Rivière-aux-outardes, no
Digue no 2 (lac-sainte-anne)	Rivière-aux-outardes, no
Digue no 3 (lac-sainte-anne)	Rivière-aux-outardes, no
Digue sud-est (lac-sainte-anne)	Rivière-aux-outardes, no
Lac-sainte-anne (rive gauche), remblai du	Rivière-aux-outardes, no
Lac-sainte-anne, barrage du	Rivière-aux-outardes, no
Lac-sainte-anne, évacuateur du	Rivière-aux-outardes, no
Manic-1, barrage	Baie-comeau, v
Manic-2, barrage	Baie-comeau, v
Manic-3, barrage	Rivière-aux-outardes, no
Manic-3, barrage secondaire	Rivière-aux-outardes, no
Manic-3, évacuateur	Rivière-aux-outardes, no
Daniel-johnson, barrage	Rivière-aux-outardes, no
Lac-du-canard, digue au (manic cinq)	Rivière-aux-outardes, no
Lac-elgen, digue au (manic cinq)	Rivière-aux-outardes, no
Manic-5, évacuateur	Rivière-aux-outardes, no
Digue est (outardes-2)	Pointe-aux-outardes, vl
Digue ouest (outardes-2)	Ragueneau, p
Outardes-2 (auxiliaire 1), barrage aux	Chute-aux-outardes, vl
Outardes-2 (auxiliaire 2), barrage aux	Pointe-aux-outardes, vl
Outardes-2 (auxiliaire 3), barrage aux	Chute-aux-outardes, vl
Outardes-2 (auxiliaire 4), barrage aux	Chute-aux-outardes, vl
Outardes-2 (auxiliaire 5), barrage aux	Chute-aux-outardes, vl
Outardes-2, barrage aux	Pointe-aux-outardes, vl
Digue latérale (outardes-3)	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-3, barrage aux	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-3, évacuateur aux	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-4 (1), barrage aux	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-4 (2), barrage aux	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-4 (digue 3), barrage aux	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-4 (digue 4), barrage aux	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-4 (digue 6), barrage aux	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-4 (digue 7a), barrage aux	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-4 (digue 7b), barrage aux	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-4 (digue 8a), barrage aux	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-4 (digue 8b), barrage aux	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-4, évacuateur aux	Rivière-aux-outardes, no
Barrage de la toulnustouc	Rivière-aux-outardes, no
Digue sud	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-2, évacuateur aux	Ragueneau, p
Digue sud-est	Rivière-aux-outardes, no
Évacuateur de crues	Rivière-aux-outardes, no
Toulnustouc, barrage de la	Rivière-aux-outardes, no
Secondaire, digue	Rivière-aux-outardes, no
Stations de télécommunication	
Nom	Municipalité
Baie-comeau sr	Baie-comeau, v
Caouette l.	Rivière-aux-outardes, no
Caribous l.	Rivière-aux-outardes, no
Cole-nord l.	Baie-comeau, v
Cole-nord pas	Baie-comeau, v
Hauterive l	Baie-comeau, v
Hauterive pas	Baie-comeau, v
Lac ste-anne	Rivière-aux-outardes, no
Lac ste-anne barrage l	Rivière-aux-outardes, no
Lamay l.	Rivière-aux-outardes, no
Louise l.	Rivière-aux-outardes, no
Manic p.	Rivière-aux-outardes, no

Manic-2 centrale	Baie-comeau, v
Manic-2 c.	Baie-comeau, v
Manic-3 c.	Rivière-aux-outardes, no
Manic-5 c.	Rivière-aux-outardes, no
Manic-5, barrage (urgence a)	Rivière-aux-outardes, no
Manic-5, barrage (urgence b)	Rivière-aux-outardes, no
Manic-5 pas	Rivière-aux-outardes, no
Manic-5 residence	Rivière-aux-outardes, no
Micoua p.	Rivière-aux-outardes, no
Micoua pas	Rivière-aux-outardes, no
Nouvel l.	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-3 p.	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-3 pas	Rivière-aux-outardes, no
Outardes-4 c.	Rivière-aux-outardes, no
Prevel l.	Baie-trinité, vl
Pte-aux-angla l.	Baie-trinité, vl
Vallant l.	Rivière-aux-outardes, no
Lorenzo telecom	Rivière-aux-outardes, no
Lac amariton telecom	Rivière-aux-outardes, no

Bâtiments administratifs			
Nom	Etat	Adresse	Municipalité
Ca et cer baie-comeau	Propriété	135, boulevard comeau	Baie-comeau, v
Cs baie-comeau	Propriété	115, boulevard comeau	Baie-comeau, v

Centrales		
Nom	Type	Municipalité
Centrale manic-1	Hydraulique	Baie-comeau, v
Centrale manic-2	Hydraulique	Baie-comeau, v
Centrale manic-3	Hydraulique	Rivière-aux-outardes, no
Centrale manic-5	Hydraulique	Rivière-aux-outardes, no
Centrale manic-5-pa	Hydraulique	Rivière-aux-outardes, no
Centrale aux outardes-2	Hydraulique	Pointe-aux-outardes, vl
Centrale aux outardes-3	Hydraulique	Rivière-aux-outardes, no
Centrale aux outardes-4	Hydraulique	Rivière-aux-outardes, no
Centrale de la toulmoustouc	Hydraulique	Rivière-aux-outardes, no



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 26 octobre 2011

Monsieur Arnaud Warolin
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Témiscamingue
21, rue Notre-Dame-de-Lourdes, bureau 209
Ville-Marie (Québec) J9V 1X8

Monsieur le préfet,

Le 30 mai 2011, la Municipalité régionale de comté de Témiscamingue adoptait le règlement numéro 146-05-2011 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé.

Avec l'adoption de ce document, votre municipalité régionale de comté a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. Plusieurs des orientations énoncées et des dispositions prévues dans votre schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les préoccupations gouvernementales déjà exprimées dans l'avis qui vous a été transmis le 29 mai 2009. Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma révisé ne respectent pas les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En conséquence, en vertu de l'article 56.14 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je demande à la Municipalité régionale de comté de Témiscamingue de remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

- la gestion de l'urbanisation;
- l'amélioration de la qualité de la vie dans les milieux urbanisés;
- la planification intégrée des équipements et des infrastructures;
- la protection du territoire et des activités agricoles.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : minstre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

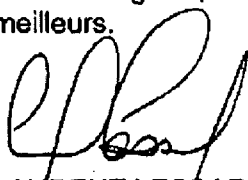
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Madame Chantal Carrier, de la Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Vous pouvez la joindre au 819 763-3582, poste 80804. Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre municipalité régionale de comté.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'L. Lessard', with a stylized flourish at the end.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 janvier 2012

Monsieur Donald Langlois
Préfet
Municipalité régionale de comté
de L'Érable
1783, avenue Saint-Édouard, bureau 300
Plessisville (Québec) G6L 3S7

Monsieur le Préfet,

Le 17 août 2011, la Municipalité régionale de comté de L'Érable adoptait le règlement numéro 316 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé.

Avec l'adoption de ce document, votre municipalité régionale de comté a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. Plusieurs des orientations énoncées et des dispositions prévues dans votre schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les préoccupations gouvernementales. Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma révisé ne respectent pas les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En conséquence, en vertu de l'article 56.14 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je demande à la Municipalité régionale de comté de L'Érable de remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620


Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

- la gestion de l'urbanisation;
- les contraintes d'origine anthropique et les nuisances;
- la planification intégrée des équipements et des infrastructures;
- la protection du territoire et des activités agricoles;
- la planification des activités minières.

Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Madame Chantal Duford, de la Direction régionale du Centre-du-Québec du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Vous pouvez la joindre au 819 752-2453, poste 81707. Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre municipalité régionale de comté.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 janvier 2012

Monsieur Pascal Russell
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Haute-Yamaska
142, rue Dufferin, bureau 100
Granby (Québec) J2G 4X1

Monsieur le Préfet,

Le 14 septembre 2011, la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska adoptait le règlement numéro 2011-247 édictant le deuxième remplacement du schéma d'aménagement et de développement révisé.

Avec l'adoption de ce document, votre municipalité régionale de comté a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. Plusieurs des orientations énoncées et des dispositions prévues dans votre schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les préoccupations gouvernementales déjà exprimées dans l'avis qui vous a été transmis en juin 2004. Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma révisé ne respectent pas les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En conséquence, en vertu de l'article 56.14 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je demande à la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska de remplacer son schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

- la gestion de l'urbanisation;
- les normes minimales de lotissement;
- les risques d'origine naturelle ou anthropique;
- la protection du territoire et des activités agricoles;
- la description des équipements et infrastructures du gouvernement.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

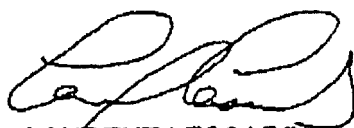
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Therford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis. À cet égard, je vous souligne particulièrement l'importance que j'accorde à la gestion de l'urbanisation et à la protection de l'environnement. Votre municipalité régionale de comté devra donc poursuivre sa réflexion à cet effet afin de faire de son schéma révisé un réel outil de planification et de développement traduisant non seulement les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire, mais aussi ses intentions et les moyens qu'elle entend adopter, entre autres, quant à ces problématiques.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Madame Claudine Beaudoin, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Vous pouvez la joindre au 450 928-5670. Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre municipalité régionale de comté.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 22	Pour 2011-2012, la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projets non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.						
Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lequel un avis du ministre est demandé							
	Nombre	MRC concernées	No. Projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Signifiés	77						
Conformes	5	Arthabaska	n/d	2011-07-06	2011-08-09	N/A	
			n/d	2011-08-04	2011-09-27		
			n/d	2011-09-08	2011-10-27		
			n/d	2011-10-05	2011-11-24		
			n/d	2012-01-16	2012-03-02		
	2	Brome-Missisquoi	06-0311	2011-04-21	2011-06-16		
			10-1211	2012-01-04	2012-03-02		
	1	Charlevoix	132-11	2011-12-05	2012-01-31		
	1	Joliette	318-2011	2011-10-24	2011-12-06		
	2	La Nouvelle-Beauce	302-05-2011	2011-05-31	2011-07-15		
			310-10-2011	2011-10-27	2011-12-21		
	1	La Rivière-du-Nord	243-11	2011-05-30	2011-07-15		
	1	La Vallée-du-Richelieu	32-11-10	2011-04-11	2011-06-03		
	1	Lac-Saint-Jean-Est	194-2011	2011-05-25	2011-07-15		
	1	L'Assomption	147	2011-12-19	2012-02-14		
	2	Le Granit	2011-19	2011-12-09	2012-01-31		
			2011-21	2011-12-12	2012-01-31		
	4	Le Haut-Saint-François	345-11	2011-07-14	2011-09-08		
			348-11	2011-09-01	2011-10-21		
			339-11	2011-11-09	2011-12-21		
			351-11	2011-11-09	2011-12-21		
	2	Les Appalaches	122	2011-05-24	2011-07-15		
			127	2011-07-11	2011-09-01		
	1	Les Etchemins	102-11	2011-06-29	2011-08-09		
	3	Les Laurentides	n/d	2011-04-05	2011-05-31		
			256-2011	2011-08-02	2011-09-12		

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 22	Pour 2011-2012, la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projets non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.						
Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lequel un avis du ministre est demandé							
	Nombre	MRC concernées	No. Projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Conformes		Les Laurentides	2011.11.5369	2011-12-07	2012-01-31	N/A	
	1	Les Moulins	97-35	2011-09-01	2011-10-26		
	1	Les Pays-d'en-Haut	243-2011	2011-06-23	2011-08-09		
	2	Portneuf	n/d	2011-07-25	2011-09-12		
			n/d	2011-07-25	2011-09-12		
	1	Robert-Cliche	137-11	2011-04-26	2011-06-09		
	2	Roussillon	156	2011-05-12	2011-07-04		
			155	2011-07-18	2011-09-12		
1	Sept-Rivières	2011-P03	2011-07-26	2011-09-15			
Non-conformes	1	Abitibi	118	2011-11-03	2011-12-21	Non-conformes aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental	
	1	Arthabaska	n/d	2011-05-31	2011-07-15		
	2	Beauharnois-Salaberry	234	2011-09-02	2011-10-27		
			239	2011-09-14	2011-11-10		
	1	Brome-Missisquoi	08-0611	2011-07-07	2011-09-02		
	2	Joliette	319-2011	2011-10-24	2011-12-21		
			315-2011	2011-09-20	Projet annulé		
	1	La Mitis	RÉG261-2011	2011-07-11	2011-09-09		
	3	La Rivière-du-Nord	242-11	2011-05-03	2011-06-28		
			244-11	2011-07-25	2011-09-21		
			245-11	2011-07-25	2011-09-21		
	3	La Vallée-du-Richelieu	32-11-11	2011-06-03	2011-07-15		
			32-11-12	2011-10-11	2011-12-08		
			32-11-13	2011-11-14	2012-01-11		
	1	Lac-Saint-Jean-Est	195-2011	2011-06-17	2011-08-11		
	1	Le Granit	2011-20	2011-12-12	2012-02-07		
	1	Le Haut-Richelieu	474	2011-12-21	2012-02-20		
	1	Le Haut-Saint-François	343-11	2011-07-14	2011-09-12		

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 22	Pour 2011-2012, la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projets non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.						
Règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement							
	Nombre	MRC concernées	No. Projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Signifiés	123						
Conformes	2	Argenteuil	68-7-11	2011-05-19	2011-07-15	N/A	
			68-8-11	2011-11-10	2011-12-21		
	6	Arthabaska	278	2011-09-20	2011-11-03		
			277	2011-09-20	2011-11-03		
			280	2011-10-05	2011-11-10		
			281	2011-11-18	2012-01-12		
			282	2011-12-16	2012-02-02		
			274	2011-05-24	2011-07-15		
	1	Avignon	2011-001	2011-10-06	2011-11-24		
	2	Beauce-Sartigan	2004-71-15	2011-06-20	2011-08-09		
			2004-71-14	2011-04-28	2011-06-09		
	1	Beauharnois-Salaberry	229-1	2011-03-03	2011-04-26		
	1	Bellechasse	210-11	2011-08-22	2011-10-21		
	2	Bonaventure	2011-04	2011-09-27	2011-11-17		
			2011-06	2011-12-12	2012-02-02		
	1	Brome-Missisquoi	06-0311	2011-08-26	2011-10-18		
	3	Coaticook	6-23.23	2011-06-22	2011-08-09		
			6-23.24	2011-08-19	2011-10-14		
			6-23.25	2011-10-11	2011-12-06		
	2	Drummond	MRC-629-1	2011-02-07	2011-03-29		
			MRC-688	2012-01-18			
	1	La Côte-de-Gaspé	10-170-R	2011-08-11	2011-09-27		
	1	La Jacques-Cartier	03-2010	2011-09-12	2011-10-27		
	1	La Matapédia	2011-09	2011-05-18	2011-07-11		
	1	La Mitis	RÈG261-2011	2011-11-30	2012-01-23		

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 22	Pour 2011-2012, la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projets non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.						
Règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement							
	Nombre	MRC concernées	No. Projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Conformes	3	La Nouvelle-Beauce	296-03-2011	2011-06-28	2011-08-09	N/A	
			302-05-2011	2011-08-23	2011-10-14		
			310-10-2011	2012-01-20	2012-02-23		
	1	La Rivière-du-Nord	234-11	2011-09-08	2011-10-21		
	4	La Vallée-du-Richelieu	32-10-9	2011-05-12	2011-06-28		
			32-11-10	2011-07-25	2011-09-14		
			32-11-11	2011-12-15	2012-02-13		
			32-09-4.1	2011-03-02	2011-04-05		
	2	Lac-Saint-Jean-Est	194-2011	2011-10-03	2011-11-24		
			195-2011	2011-10-05	2011-11-29		
	1	L'Assomption	141	2011-05-31	2011-07-15		
	3	Le Granit	2011-07	2011-04-06	2011-06-06		
			2011-09	2011-05-06	2011-06-28		
			2011-11	2011-07-19	2011-09-12		
	4	Le Haut-Saint-François	338-11	2011-05-30	2011-06-28		
			345-11	2011-11-09	2011-12-21		
			343-11	2011-11-09	2011-12-21		
			348-11	2011-11-09	2011-12-21		
	3	Les Appalaches	126	2011-07-07	2011-08-09		
			122	2011-10-03	2011-11-24		
			127	2011-10-03	2011-11-24		
	1	Les Collines-de-l'Outaouais	154-11	2011-04-26	2011-06-22		
	2	Les Etchemins	100-11	2011-06-29	2011-08-09		
			102-11	2011-09-21	2011-11-03		
	2	Les Laurentides	256-2011	2011-08-04	2011-09-12		
			259-2011	2011-11-07	2011-12-08		

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 22	Pour 2011-2012, la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projets non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.						
Règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement							
	Nombre	MRC concernées	No. Projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Conformes	2	Les Maskoutains	11-324	2011-07-21	2011-08-23	N/A	
			11-331	2011-10-14	2011-12-06		
	1	Les Moulins	97-35	2011-12-21	2012-02-14		
	2	Les Pays-d'en-Haut	243-2011	2011-09-26	2011-11-14		
			244-2011	2011-12-22	2012-02-14		
	2	Lévis	RV-2011-10-52	2011-06-29	2011-07-15		
			RV-2011-10-53	2011-06-29	2011-08-09		
	1	L'Île-d'Orléans	001-2009	2011-03-18	2011-05-06		
	1	L'Islet	03-2011	2011-07-11	2011-08-24		
	1	Longueuil	CA-2011-162	2011-07-25	2011-09-20		
	1	Manicouagan	2011-08	2012-01-04	2012-02-23		
	1	Maria-Chapdelaine	11-333	2011-11-15	2012-01-13		
	1	Maskinongé	222-11	2011-05-02	2011-06-23		
	1	Matane	198-9-2011	2011-12-02	2012-01-25		
	1	Memphrémagog	13-11	2012-01-04	2012-03-02		
	1	Minganie	117-11-05-17	2011-05-26	2011-06-28		
	1	Montcalm	360	2011-05-05	2011-06-28		
	5	Papineau	117-2011	2011-06-03	2011-07-15		
			119-2011	2011-09-07	2011-10-27		
			120-2011	2011-10-03	2011-11-24		
			121-2011	2011-10-03	2011-11-29		
			123-2011	2011-10-31	2011-12-21		
	1	Pierre-De Saurel	208-11	2011-06-28	2011-08-09		
	3	Portneuf	333	2011-07-25	2011-09-12		
			335	2011-10-27	2011-12-09		
			336	2012-01-04	2012-02-13		

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 22	Pour 2011-2012, la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projets non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.						
Règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement							
	Nombre	MRC concernées	No. Projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Conformes	4	Québec	R.A.V.Q. 676	2011-09-22	2011-11-10	N/A	
			R.A.V.Q. 685	2011-11-09	2011-12-06		
			R.A.V.Q 675	2011-11-23	2012-01-17		
			R.A.V.Q. 693	2011-12-07	2012-01-31		
	1	Rimouski-Neigette	1-11	2011-10-26	2011-12-21		
	1	Rivière-du-Loup	169-09	2011-05-27	2011-07-15		
	2	Robert-Cliche	136-11	2011-05-17	2011-07-04		
			137-11	2011-08-25	2011-10-14		
	1	Roussillon	155	2011-10-14	2011-11-24		
	1	Rouyn-Noranda	2011-678	2011-04-26	2011-06-09		
	2	Sept-Rivières	03-2011	2011-04-29	2011-06-23		
			05-2011	2011-09-29	2011-10-18		
	4	Trois-Rivières	2011, chap.68	2011-04-26	2011-06-09		
			2011, chap.94	2011-05-24	2011-07-07		
			2011, chap.194	2011-11-24	2012-01-17		
			2011, chap.195	2011-11-24	2012-01-17		
	1	Vaudreuil-Soulanges	167-10	2011-05-12	2011-06-28		
Non-conformes	1	Argenteuil	68-8-11	2011-06-28	2011-08-11	Non-conformes aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental	
	1	Beauharnois-Salaberry	233	2011-09-02	2011-11-01		
	1	Bonaventure	2009-08	2011-04-18	2011-06-16		
	6	La Jacques-Cartier	03-2011	2011-10-28	2011-12-21		
			04-2011	2011-10-28	2011-12-21		
			05-2011	2011-10-28	2011-12-21		
			06-2011	2011-10-28	2011-12-21		
			07-2011	2011-10-28	2011-12-21		
		08-2011	2011-10-28	2011-12-21			

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 22	Pour 2011-2012, la liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projets non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.						
Règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement							
	Nombre	MRC concernées	No. Projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
	1	Lotbinière	225-2011	2011-12-01	2012-01-27		
	1	Marguerite-D'Youville	162-20	2011-07-27	2011-09-22		
	1	Minganie	117-11-02-15	2011-02-28	2011-04-26		
	2	Montcalm	370	2011-07-21	2011-09-19		
			375	2011-10-20	2011-12-19		
	1	Québec	R.A.V.Q.668	2011-07-07	2011-08-11		
	1	Rivière-du-Loup	175-10	2011-05-12	2011-07-04		
En traitement (en date du 2 mars 2012)	1	Bonaventure	2009-08	2012-02-09		N/A	
	2	Joliette	318-2011	2012-01-26			
			319-2011	2012-02-01			
	1	L'Assomption	147	2012-02-27			
	3	Le Granit	2011-19	2012-02-27			
			2011-20	2012-02-29			
			2011-21	2012-02-29			
	1	Les Appalaches	129	2012-02-15			
	1	Les Maskoutains	11-338	2012-01-23			
	1	Marguerite-D'Youville	162-20-1	2012-01-25			
	1	Memphrémagog	16-11	2012-02-24			
	1	Nicolet-Yamaska	2011-04	2012-02-06			
	1	Robert-Cliche	139-11	2012-01-26			



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 décembre 2011

Monsieur Jacques Riopel
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Abitibi
571, 1^{re} Rue Est
Amos (Québec) J9T 2H3

Monsieur le Préfet,

Le 26 octobre 2011, la Municipalité régionale de comté d'Abitibi a adopté le projet de règlement numéro 118 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à ajuster les périmètres d'urbanisation des municipalités d'Amos, de Launay et de Saint-Marc-de-Figuery. Il vise également à modifier et à ajouter des îlots déstructurés ainsi qu'à revoir la délimitation de certaines affectations du territoire.

Le projet de règlement numéro 118 n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation ainsi qu'en matière de protection du territoire et des activités agricoles.

En effet, les modifications projetées aux limites de l'affectation « Villégiature » ont pour but d'accroître la superficie de cette dernière. Pourtant, le schéma d'aménagement et de développement révisé en 2010 contenait déjà des espaces de villégiature permettant de répondre aux besoins des 50 prochaines années. Ainsi, l'agrandissement de l'affectation « Villégiature » ouvre la porte à la prolifération d'activités et d'usages à caractère urbain, notamment la construction de résidences permanentes et secondaires, à l'extérieur des périmètres d'urbanisation. Considérant l'absence de justification et le peu d'encadrement quant au développement de la villégiature, ces modifications vont à l'encontre d'une saine gestion de l'urbanisation puisqu'elles ne concourent pas à la consolidation et à la vitalité des périmètres urbains.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Therford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

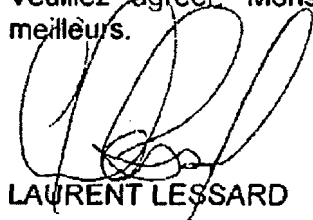
Par ailleurs, l'ouverture de trois nouveaux secteurs de villégiature en zone agricole (en bordure du lac Malartic dans le rang X à La Motte, en bordure de la rivière Harricana dans le rang du Lac à La Corne ainsi qu'en bordure du lac Fiedmont sur le chemin du 5^e et du 6^e rang de Fiedmont à Barraute) sans prendre en compte les espaces disponibles à l'extérieur de cette zone, qui sont amplement suffisants, n'est pas de nature à freiner l'empiétement et l'expansion de l'urbanisation en zone agricole. Ainsi, le projet de règlement ne permet pas d'accorder la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole.

Par conséquent, si votre municipalité régionale de comté désire modifier les limites de l'affectation « Villégiature », elle devra, à l'étape du règlement, justifier les modifications et démontrer que celles-ci n'auront pas d'impacts négatifs sur la consolidation des périmètres d'urbanisation. De plus, étant donné l'importance des espaces déjà affectés à la villégiature, elle devra s'assurer que ces modifications n'auront pas pour résultat d'accroître la superficie destinée à cette même affectation.

De la même façon, si votre municipalité régionale de comté souhaite ouvrir de nouveaux secteurs au développement de la villégiature, elle devra, à l'étape du règlement, prendre en compte les espaces qui y sont déjà affectés à l'extérieur de la zone agricole et justifier l'ouverture de nouveaux secteurs en zone agricole mentionnés précédemment étant donné que les superficies identifiées au schéma d'aménagement et de développement révisé permettent de répondre aux besoins pour les 50 prochaines années. Elle devra également démontrer en quoi l'ouverture de nouveaux secteurs en zone agricole permet d'accorder la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole. À défaut de justification, votre municipalité régionale de comté devra retirer les trois secteurs susmentionnés.

Madame Chantal Carrier, de la Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 819 763-3582, poste 80804.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 15 juillet 2011

Monsieur Lionel Fréchette
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Arthabaska
40, route de la Grande-Ligne
Victoriaville (Québec) G6T 0E6

Monsieur le Préfet,

Le 16 mars 2011, la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska a adopté le projet de règlement adopté par la résolution numéro 2011-03-16347 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à permettre les usages commerciaux à l'intérieur d'îlots déstructurés sur le territoire de la municipalité de Saint-Albert, en délimitant un nouvel îlot déstructuré de type 2 à même un îlot de type 1, ainsi qu'en créant un nouveau type d'îlot, soit un « îlot déstructuré de type 3 ».

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire, plus particulièrement celle visant la consolidation et l'optimisation des espaces commerciaux existants. En effet, compte tenu de leur nature très vaste, les usages commerciaux autorisés dans ces nouveaux îlots déstructurés pourraient nuire à la consolidation des usages semblables situés dans les périmètres d'urbanisation et les zones commerciales de la région.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : le_ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

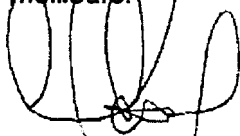
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par conséquent, à l'étape du règlement, la municipalité régionale de comté devra définir plus précisément les usages commerciaux permis dans ces nouveaux îlots déstructurés. À cet effet, elle pourrait par exemple autoriser uniquement des commerces de proximité ainsi que des commerces de même nature que ceux qui y sont déjà implantés. Pour ce faire, elle pourrait également s'inspirer des usages autorisés à l'intérieur des quelques îlots déstructurés de type 2 déjà présents dans le schéma d'aménagement et de développement révisé.

Madame Chantal Duford, de la Direction régionale du Centre-du-Québec du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 819 752-2453, poste 81707.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 27 octobre 2011

Monsieur Yves Daoust
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Beauharnois-Salaberry
2, rue Ellice
Beauharnois (Québec) J6N 1W6

Monsieur le Préfet,

Le 17 août 2011, la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry a adopté le projet de règlement numéro 234 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir l'affectation « Urbaine » à même l'affectation « Industrielle à caractère régional » et à agrandir l'affectation « Récréative » à même l'affectation « Industrielle à caractère régional » sur le territoire de la ville de Beauharnois.

Ce projet de règlement n'est pas conforme à l'orientation gouvernementale visant à contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être publics. En effet, l'attribution d'une affectation « Urbaine » à même l'affectation « Industrielle à caractère régional » pourrait avoir pour effet de permettre l'implantation d'usages résidentiels et institutionnels à proximité d'entreprises industrielles représentant des risques d'accidents industriels majeurs.

Par conséquent, à l'étape du règlement, la Municipalité régionale de comté devra s'assurer que les usages permis dans ce secteur permettent d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être publics. Pour ce faire, elle doit adopter des mesures visant à protéger les personnes et les biens dans les secteurs visés, notamment en y interdisant toute possibilité de construction résidentielle et toute implantation d'un usage institutionnel.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

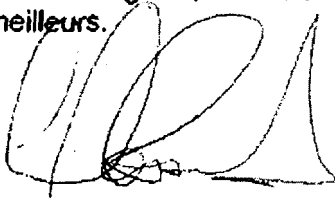
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par ailleurs, le ministère de la Sécurité publique peut fournir l'information et l'assistance nécessaires en ce qui a trait à la prise en considération des risques inhérents aux entreprises adjacentes au secteur visé.

Monsieur Daniel-Joseph Chapdelaine, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 450 928-5670, poste 81607.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'LAURENT LESSARD', written over a horizontal line.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 10 novembre 2011

Monsieur Yves Daoust
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Beauharnois-Salaberry
2, rue Ellice
Beauharnois (Québec) J6N 1W6

Monsieur le Préfet,

Le 17 août 2011, la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry a adopté le projet de règlement numéro 239 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à identifier quinze nouveaux secteurs potentiels de développement dans sept municipalités pour une superficie totale de 177,64 hectares en zone agricole.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation et de planification de l'aménagement et du développement de la zone agricole.

En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas fait la démonstration que l'identification de ces secteurs correspond à un besoin réel d'espace de développement. De plus, la Municipalité régionale de comté ne fait pas la démonstration que l'identification de ces secteurs est une mesure exceptionnelle, qui vise un horizon de planification à long terme et qui est complétée par des mesures faisant en sorte que le développement soit d'abord orienté vers les périmètres d'urbanisation.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par conséquent, si la Municipalité régionale de comté souhaite identifier de nouveaux secteurs potentiels de développement dans un futur règlement, elle devra démontrer que les espaces demandés correspondent à l'adéquation entre l'offre et la demande d'espaces résidentiels, commerciaux et industriels pour les municipalités visées. Elle devra également démontrer que l'identification de nouveaux espaces en zone agricole est exceptionnelle, qu'il s'agit des secteurs de moindre impact sur l'agriculture, et que leur utilisation découle d'un manque d'espace, et ce, en évaluant les conséquences sur les possibilités de développement des activités agricoles situées dans ces secteurs et à proximité.

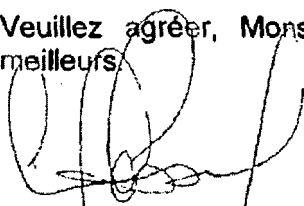
Par ailleurs, le 11 mai 2011, le gouvernement a adopté un addenda modifiant les orientations gouvernementales en aménagement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal en vue de l'élaboration d'un plan métropolitain d'aménagement et de développement. Je vous ai d'ailleurs transmis une lettre à cet effet dans les jours qui ont suivis.

L'une de ces orientations vise spécifiquement les municipalités régionales de comté limitrophes au territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal. Cette orientation vise, dans une optique de complémentarité des planifications métropolitaines et péri-métropolitaines, à consolider le développement dans le principal pôle de services et d'équipements localisé sur le territoire de chacune des municipalités régionales de comté péri-métropolitaines. Ainsi, avant d'adopter un règlement découlant du présent projet, la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry devra s'assurer qu'elle respecte cette orientation et les attentes qui en découlent visant les municipalités régionales de comté limitrophes au territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal susmentionnées.

Enfin, le ministère de la Santé et des Services sociaux considère que certains des secteurs potentiels de développement identifiés pourraient présenter des contraintes liées à la santé et à la sécurité publique. Ce ministère recommande à la Municipalité régionale de comté de prévoir des mesures ou des normes afin d'assurer que les usages sensibles ne sont pas localisés à proximité des industries présentant des risques pour la santé et la sécurité publique. Dans ce contexte, il peut fournir l'information et l'assistance nécessaires en ce qui a trait à la prise en considération de ces risques.

Monsieur Daniel-Joseph Chapdelaine, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 450 928-5670, poste 81607.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'LL', with a stylized flourish extending from the bottom right.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 2 septembre 2011

Monsieur Arthur Fautoux
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Brome-Missisquoi
749, rue Principale
Cowansville (Québec) J2K 1J8

Monsieur le Préfet,

Le 21 juin 2011, la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi a adopté le projet de règlement numéro 08-0611 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise notamment à créer une nouvelle affectation « Villégiature intensive (VI) » d'une superficie d'environ 11 kilomètres carrés dans la municipalité de Bolton-Ouest. Il vise également à préciser les activités, usages et constructions autorisées à l'intérieur des zones paysagères d'intérêt régional nouvellement définies dans les municipalités de Bolton-Ouest, Frelighsburg, Lac-Brome, Saint-Armand et Sutton.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, notamment celles visant la consolidation des zones urbaines existantes et l'extension urbaine dans les parties du territoire pouvant accueillir le développement de façon économique et dans le respect de l'environnement.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

En effet, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire estime que les objectifs d'aménagement, les fonctions dominantes et les groupes d'usages permis dans la nouvelle affectation « Villégiature intensive (VI) » à Bolton-Ouest et dans les « zones paysagères d'intérêt régional » ne répondent pas de façon prépondérante aux besoins de la population locale. Ils s'apparentent à ceux applicables notamment aux affectations récréatives R1 et R2 situées ailleurs dans la municipalité régionale de comté. Ce type de zone ou d'affectation voué au développement résidentiel et associé à la villégiature, accroîtra l'offre à l'échelle régionale, mais aucune démonstration des besoins n'a été présentée à cette échelle pour justifier l'ajout de ces nouvelles zones.

Considérant que la Municipalité régionale de comté possède déjà plusieurs affectations vouées aux activités récréatives et de villégiature sur son territoire, elle devrait consolider les secteurs existants avant d'ouvrir de nouveaux espaces à cette fin ou encore revoir sa planification pour le développement de ce type sur son territoire.

Si la Municipalité régionale de comté souhaite répondre aux besoins de développement local à Bolton-Ouest, elle pourrait délimiter un nouveau périmètre d'urbanisation et démontrer l'adéquation de ses besoins d'espaces constructibles par rapport à la demande de développement local sur un horizon de 15 à 20 ans.

Enfin, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs constate que les dispositions du projet de règlement visant les normes minimales de lotissement pour les lots non desservis, situés à l'intérieur d'un corridor riverain dans les zones paysagères d'intérêt régional, prévoient une profondeur minimale de 50 mètres plutôt que de 75 mètres. À l'étape du règlement, la Municipalité régionale de comté devra s'assurer que ces dispositions sont conformes aux normes minimales de lotissement véhiculées par le gouvernement.

Madame Claudine Beaudoin, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 928-5670, poste 81605.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 décembre 2011

Monsieur André Hénault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Joliette
632, rue De Lanaudière
Joliette (Québec) J6E 3M7

Monsieur le Préfet,

Le 18 octobre 2011, la Municipalité régionale de comté de Joliette a adopté le projet de règlement numéro 319-2011 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir d'environ six hectares l'aire d'affectation « Urbaine centrale » à même une portion de l'aire d'affectation « Industrielle » à l'intérieur du périmètre d'urbanisation de la ville de Joliette, afin de requalifier un site actuellement en friche par le prolongement d'un quartier résidentiel.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, la Municipalité régionale de comté de Joliette ne fournit aucune information concernant les besoins en espaces de la Ville de Joliette sur un horizon de 10 à 15 ans. Ainsi, il est impossible d'évaluer si la Ville bénéficie de suffisamment d'espaces à l'intérieur de son périmètre d'urbanisation pour accueillir la croissance future. Par ailleurs, elle ne précise pas si le réseau d'aqueduc et d'égout existant est en mesure d'alimenter le nouveau secteur qu'elle compte ouvrir au développement résidentiel.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par conséquent, la Municipalité régionale de comté de Joliette devra faire la démonstration que le potentiel résidentiel prévu par la modification correspond à l'adéquation entre ses besoins en espace et ceux disponibles à la construction résidentielle dans son périmètre d'urbanisation, et ce, sur un horizon de 10 à 15 ans en se basant sur les prévisions du nombre de ménage de l'Institut de la statistique du Québec. De plus, elle devra confirmer la capacité résiduelle du réseau d'aqueduc et d'égout à fournir le nouveau secteur.

Le 11 mai 2011, le gouvernement a adopté un addenda modifiant les orientations gouvernementales en aménagement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal en vue de l'élaboration d'un Plan métropolitain d'aménagement et de développement. Je vous ai d'ailleurs transmis une lettre à cet effet dans les jours qui ont suivi.

L'orientation 10 qui y en fait partie, vise spécifiquement les municipalités régionales de comté limitrophes au territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal. Cette orientation vise, dans une optique de complémentarité des planifications métropolitaines et péri-métropolitaines, à consolider le développement dans le principal pôle de services et d'équipements localisé, notamment par la détermination des secteurs de redéveloppement et de requalification, l'augmentation de la densité et l'optimisation des infrastructures et équipements collectifs.

Bien que la requalification des espaces proposés par le projet de règlement numéro 319-2011 constitue un élément qui va dans le sens des orientations gouvernementales, certaines informations sont manquantes afin de juger si le site visé constitue un choix optimal en matière de gestion de l'urbanisation, et ce, dans un contexte péri-métropolitain.

À cet égard, le gouvernement constate que la Municipalité régionale de comté indique dans son document argumentaire qu'un projet résidentiel d'environ 35 logements à l'hectare est prévu dans le secteur. Or, aucune mesure n'est présente dans le schéma d'aménagement et de développement afin d'établir la densité minimale dans ce secteur. Par conséquent, la Municipalité régionale de comté devra, afin de concrétiser cette intention et respecter l'orientation 10, prévoir des modalités favorisant concrètement l'augmentation de la densité à l'intérieur du secteur visé.

Finalement, le gouvernement est préoccupé par les bruits générés par les activités d'entreposage d'une entreprise sur un terrain adjacent au secteur concerné par la modification et considère que cela pourrait entraîner des conflits de voisinage. En ce sens, je recommande à la Municipalité régionale de comté de Joliette de prévoir des mesures d'atténuation du bruit afin d'éviter ces éventuels conflits.

Madame Dominique Montminy, de la Direction régionale de Lanaudière du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 752-8080, poste 81405.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 9 septembre 2011

Monsieur Michel Côté
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Mitis
300, avenue du Sanatorium
Mont-Joli (Québec) G5H 1V7

Monsieur le Préfet,

Le 6 juillet 2011, la Municipalité régionale de comté de La Mitis a adopté le projet de règlement numéro RÈG261-2011 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir les périmètres d'urbanisation de la municipalité de Sainte-Luce, à permettre l'implantation de résidences en zone agricole, à créer des îlots déstructurés de villégiature et à introduire des dispositions normatives aux zones à risques d'érosion et de submersion côtière.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation et de protection du territoire et des activités agricoles.

En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas fait la démonstration qu'il n'y a pas suffisamment d'espaces dans les périmètres d'urbanisation actuels de la municipalité de Sainte-Luce pour répondre aux besoins de relocalisation des propriétés riveraines, qui ont subi des dommages importants suite aux grandes marées du 6 décembre 2010, et que les espaces demandés, visaient à répondre à des besoins pour un horizon de 10 à 15 ans.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

À l'étape du règlement, la Municipalité régionale de comté devra donc démontrer ses besoins à long terme en espaces constructibles pour la municipalité de Sainte-Luce.

Par ailleurs, la Municipalité régionale de comté n'a pas fourni suffisamment d'information sur les lots pouvant accueillir l'implantation de résidences en zone agricole. Afin de mesurer si les sites visés sont de moindre impact, eu égard à la protection du territoire et des activités agricoles, la Municipalité régionale de comté devra à l'étape du règlement, quantifier le nombre de terrains qui sont propices à la construction résidentielle en zone agricole, définir le potentiel agricole du lot et des lots avoisinants et en examiner les conséquences sur le maintien et le développement des activités et exploitations agricoles.

Aussi, les îlots déstructurés de villégiature n'ont pas été identifiés précisément de façon à évaluer les impacts sur la gestion de l'urbanisation, notamment sur la consolidation des noyaux urbains existants. De plus, tel que présenté, les îlots déstructurés de villégiature n'apparaissent pas correspondre à la définition des « îlots déstructurés » prévue dans les orientations gouvernementales en aménagement.

À l'étape du règlement, la Municipalité régionale de comté devra faire un portrait des îlots déstructurés de villégiature et définir le nombre de lots pouvant être rendus disponibles pour des fins autres qu'agricoles.

Enfin, je constate avec satisfaction que la Municipalité régionale de comté a recours à l'aménagement du territoire comme mesure de prévention des risques d'érosion littorale. À cet égard, je demande à la Municipalité régionale de comté d'intégrer rapidement les cartes et le cadre normatif élaborés par le Ministère de la Sécurité publique pour régir l'utilisation du sol dans les zones exposées à l'érosion littorale.

Madame Nadia Turcotte, de la Direction régionale du Bas-Saint-Laurent du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 418 727-3629, poste 80106.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec, le 28 juin 2011

Monsieur Yvon Brière
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Rivière-du-Nord
161, rue de la Gare, bureau 200
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

Monsieur le Préfet,

Le 20 avril 2011, la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord a adopté le projet de règlement numéro 242-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise principalement à agrandir l'affectation « Rurale champêtre » de 61,6 hectares afin de permettre l'implantation de résidences et de fermettes équestres.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, votre municipalité régionale de comté n'a pas justifié la nécessité d'agrandir l'affectation « Rurale champêtre » à des fins de développement résidentiel, avec ou sans activités équestres, et n'a pas justifié, à cet effet, les besoins selon un horizon de 10 à 15 ans tout en considérant les espaces déjà disponibles. Également, elle n'a pas démontré en quoi l'agrandissement de cette affectation permettra de consolider les zones urbaines existantes sur le territoire de la municipalité de Saint-Hippolyte.

...2

Par conséquent, si votre municipalité régionale de comté souhaite modifier les limites de l'affectation « Rurale champêtre » sur le territoire de la municipalité de Saint-Hippolyte, elle devra démontrer, à l'étape du règlement, que cette modification s'inscrit dans une planification globale du développement résidentiel sur le territoire de la municipalité de Saint-Hippolyte. En outre, elle devra démontrer les besoins à ce chapitre selon un horizon de 10 à 15 ans. Votre municipalité régionale de comté devra également faire la démonstration que le développement souhaité n'aura pas d'impacts sur la consolidation des zones urbaines existantes et qu'il est conciliable avec le développement urbain pouvant être réalisé à des coûts municipaux et gouvernementaux acceptables pour la collectivité.

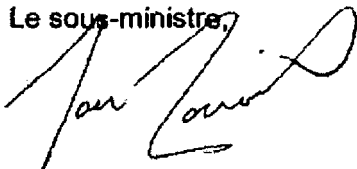
Par contre, si les intentions de votre municipalité régionale de comté sont d'orienter principalement le développement de ce secteur vers le développement résidentiel, avec activités équestres, sur des terrains de 10 000 mètres carrés, elle devra, en plus de démontrer les besoins pour ce type de développement, préciser la proportion du secteur convoité qui y sera consacré et prévoir des mesures qui assureront cette vocation dans ce secteur.

Par ailleurs, dans le but de pouvoir évaluer la situation quant au développement résidentiel hors périmètre d'urbanisation, je réitère la demande qui avait été faite à votre municipalité régionale de comté, dans l'avis gouvernemental du 18 mars 2008, vous demandant d'intégrer, au schéma d'aménagement et de développement révisé, la liste de tous les projets résidentiels, en dehors des périmètres d'urbanisation, ayant obtenu un certificat d'autorisation du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs relatif aux égouts, aqueducs ou au traitement des eaux usées, ayant fait l'objet d'une résolution d'appui adoptée par le conseil municipal ou ayant fait l'objet d'un avis de motion relatif à une modification des règlements d'urbanisme donné par le conseil municipal avant le 22 octobre 2007 et de présenter l'état d'avancement quant à la réalisation de ces projets.

Madame Sophie Rioux-Hébert, de la Direction régionale des Laurentides du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 569-7646, poste 81503.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre



Marc Lacroix



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 septembre 2011

Monsieur Yvon Brière
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Rivière-du-Nord
161, rue de la Gare, bureau 200
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

Monsieur le Préfet,

Le 6 juillet 2011, la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord a adopté le projet de règlement numéro 244-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Le projet de règlement vise à ajuster les limites du périmètre d'urbanisation et de certaines affectations dans trois secteurs de la ville de Saint-Jérôme.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, dans le secteur de la rue Bélanger, votre municipalité régionale de comté n'a pas justifié la nécessité d'agrandir l'affectation « Urbaine » et le périmètre d'urbanisation de quatre hectares compte tenu des espaces déjà disponibles à l'intérieur de ce périmètre. Dans le secteur de la rue Schulz, votre municipalité régionale de comté n'a pas démontré comment le retrait de 71 hectares de l'affectation « Urbaine » et du périmètre d'urbanisation au profit de l'affectation « Périurbaine » concourt à la consolidation des zones urbaines existantes en favorisant l'augmentation de la densité et de l'occupation du sol.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

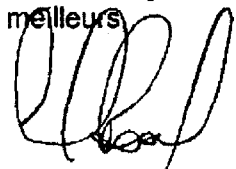
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par ailleurs, tel que je vous le rappelais dans ma lettre du 26 mai 2011, la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord est tenue de respecter l'orientation 10 découlant des orientations gouvernementales en matière d'aménagement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal. Cette orientation vise, notamment, dans une optique de complémentarité des planifications métropolitaine et périmétropolitaine, à consolider et réutiliser le tissu urbain existant en favorisant l'augmentation de la densité et de l'occupation du sol.

Par conséquent, si la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord souhaite agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville de Saint-Jérôme de quatre hectares et modifier les limites de l'affectation « Urbaine », elle devra, à l'étape du règlement, présenter les besoins qui justifient cet agrandissement dans le secteur de la rue Bélanger et démontrer que le périmètre d'urbanisation actuel ne dispose pas d'espaces vacants pouvant accueillir le développement résidentiel souhaité. Elle devra également démontrer, pour le secteur de la rue Schulz, comment le passage de plusieurs hectares de l'affectation « Urbaine » et faisant partie intégrante du périmètre d'urbanisation à l'affectation « Périurbaine » permet de privilégier la consolidation des zones urbaines existantes en favorisant l'augmentation de la densité et de l'occupation du sol.

Madame Sophie Rioux-Hébert, de la Direction régionale des Laurentides du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 569-7646, poste 81503.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 septembre 2011

Monsieur Yvon Brière
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Rivière-du-Nord
161, rue de la Gare, bureau 200
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

Monsieur le préfet,

Le 6 juillet 2011, la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord a adopté le projet de règlement numéro 245-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Le projet de règlement numéro 245-11 vise à changer l'appellation du « Périmètre particulier d'hébergement pour personnes âgées » par le « Périmètre particulier de l'ancien monastère des Jésuites » sur le territoire de la ville de Saint-Jérôme et à actualiser le plan 2 « Aires d'affectation et périmètre d'urbanisation ». Il vise également à autoriser de nouveaux usages à l'intérieur de ce périmètre.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation ainsi qu'en matière de gestion des usages non agricoles en zone agricole.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

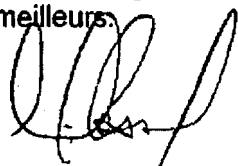
...2

En effet, bien qu'il annonce que la modification à l'appellation de ce périmètre impliquera l'autorisation de nouveaux usages, ce projet ne précise pas la nature de ces usages ni la superficie qu'ils pourront occuper à l'intérieur de ce périmètre. D'une part, dépendamment des usages qui seront autorisés, ceux-ci pourraient nuire à la consolidation des zones urbaines existantes et être non conformes aux orientations gouvernementales visant la gestion de l'urbanisation. D'autre part, comme ce secteur est entouré d'activités agricoles dynamiques, le type d'usages à venir et les superficies utilisées pourraient aussi nuire aux activités agricoles existantes et occasionner des problèmes de cohabitation en zone agricole. Ce projet est donc également non conforme aux orientations gouvernementales en matière de protection du territoire et des activités agricoles.

Si la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord souhaite autoriser de nouveaux usages dans le « Périmètre particulier de l'ancien monastère des Jésuites » sur le territoire de la ville de Saint-Jérôme, elle devra, à l'étape du règlement, les préciser et expliquer en quoi ces usages n'auront pas d'impacts sur la consolidation des périmètres d'urbanisation. Elle devra spécifier que l'implantation de nouveaux usages ne se fera qu'à l'intérieur des bâtiments existants et prévoir des dispositions afin de régir les agrandissements futurs. Enfin, elle devra démontrer que les futurs usages n'auront pas d'impact sur le territoire et les activités agricoles et présenter les mesures qui seront mises de l'avant afin d'assurer la cohabitation harmonieuse des nouveaux usages non agricoles avec les usages agricoles à proximité.

Madame Sophie Rioux-Hébert, de la Direction régionale des Laurentides du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 569-7646, poste 81503.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 15 juillet 2011

Monsieur Gilles Plante
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Vallée-du-Richelieu
255, boulevard Laurier, bureau 100
McMasterville (Québec) J3G 0B7

Monsieur le Préfet,

Le 26 mai 2011, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu a adopté le projet de règlement numéro 32-11-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise d'une part, à permettre l'usage résidentiel dans l'aire d'affectation « Récréative » dans la partie d'un golf situé à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation et d'autre part, à agrandir une aire d'affectation « Résidentielle » à même une aire d'affectation « Récréative » sur le territoire de la ville de Carignan.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, la disposition permettant l'usage résidentiel complémentaire aux terrains de golf situés à l'intérieur des périmètres d'urbanisation n'est pas justifiée par une évaluation du potentiel de développement urbain de ces terrains. De plus, la nécessité de l'agrandissement de l'aire d'affectation « Résidentielle » à Carignan n'a pas été démontrée en fonction de l'évolution de la capacité d'accueil des périmètres d'urbanisation ainsi que des besoins de développement résidentiel de la municipalité régionale de comté et des caractéristiques du milieu justifiant ce développement.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministue@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

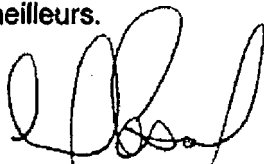
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par conséquent, à l'étape du règlement, la Municipalité régionale de comté devra retirer la disposition relative à l'usage résidentiel à l'intérieur de l'aire d'affectation « Récréative » ou produire une étude détaillée du potentiel de développement urbain de chaque terrain de golf visé par cette disposition, en vue d'établir des critères de développement propres à chacun. De plus, à l'égard de l'agrandissement de l'aire d'affectation « Résidentielle RES-16 » à même l'aire d'affectation « Récréative REC-2 » sur le territoire de la ville de Carignan, la Municipalité régionale de comté devra présenter un document justificatif faisant état de l'évolution de la capacité d'accueil de ses périmètres d'urbanisation, de ses besoins de développement résidentiel ainsi que des caractéristiques du milieu justifiant ce développement.

Il est par ailleurs fortement recommandé que la MRC tienne compte, dans la planification de ce secteur, des objectifs et critères établis par le projet de Plan métropolitain d'aménagement et de développement visant à orienter la croissance urbaine aux points d'accès du réseau de transport en commun métropolitain structurant et à optimiser le développement urbain à l'extérieur des aires « TOD », en vue d'optimiser l'urbanisation de son propre territoire.

Madame Louise Quilliam, de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipale du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 514 873-6403 poste 6192.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 8 décembre 2011

Monsieur Gilles Plante
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Vallée-du-Richelieu
255, boulevard Laurier, bureau 100
McMasterville (Québec) J3G 0B7

Monsieur le Préfet,

Le 22 septembre 2011, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu a adopté le projet de règlement numéro 32-11-12 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise en premier lieu à permettre l'implantation, dans une résidence existante, de l'usage « gîte touristique » à l'intérieur de l'affectation « Conservation ». Il identifie ensuite un îlot résidentiel « RES-33 », retranché de l'îlot « IND1-11 » déjà existant, sur le territoire de la municipalité de Mont-Saint-Hilaire. Il crée, finalement, un nouvel îlot déstructuré commercial « IDC-69 » sur le territoire de cette municipalité.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de protection du territoire et des activités agricoles et de gestion de l'urbanisation. En effet, la superficie du lot 1 818 194 incluse dans l'îlot déstructuré « IDC-69 » excède l'usage non agricole actuel, empiétant de fait en zone agricole dynamique. De plus, la création de ce nouvel îlot déstructuré à vocation commerciale n'est pas appuyée par une démonstration des besoins à l'échelle régionale, des espaces pouvant accueillir ce type d'usages étant disponibles à proximité du même corridor autoroutier, à l'intérieur des aires d'affectations « Commerciales et de services » « COM-8 » et « COM-9 ».

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrnl.gouv.qc.ca
www.mamrnl.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873 2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332 3444
Télécopieur : 418 332 3445

Par conséquent, à l'étape du règlement, la Municipalité régionale de comté devra limiter l'îlot déstructuré aux seuls lots ou parties de lots bénéficiant de droits acquis ou d'une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec à des fins autres qu'agricoles. Elle devra de plus produire un document argumentaire relatif au développement des aires commerciales autoroutières, afin d'évaluer l'impact de cette future aire de commerce et de service autoroutier sur celles existantes. De plus, elle devra introduire des dispositions qui assurent la complémentarité des usages entre les aires d'affectations « Commerciales et de services » « COM-8 » et « COM-9 » identifiées au schéma d'aménagement et de développement révisé et l'îlot déstructuré « IDC-69 » projeté, dont une superficie importante est vouée à un futur complexe commercial de nature autoroutière.

Madame Louise Quilliam, de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 514 873-8246.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 11 janvier 2012

Monsieur Gilles Plante
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Vallée-du-Richelieu
255, boulevard Laurier, bureau 100
McMasterville (Québec) J3G 0B7

Monsieur le Préfet,

Le 27 octobre 2011, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu a adopté le projet de règlement numéro 32-11-13 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir l'aire d'affectation industrielle « IND1-2 » à même les aires d'affectation conservation « CONS2-109, 110, 111 et 112 » localisées sur le territoire de la ville de Chambly.

Ce projet de règlement ne respecte pas les orientations gouvernementales en matière de protection de l'environnement et ne contient pas l'information nécessaire pour juger de sa conformité aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation.

Par conséquent, si la Municipalité régionale de comté désire poursuivre sa démarche, elle devra démontrer que la modification souhaitée est justifiée par un manque d'espaces voués au développement industriel et ce, tant au niveau local que régional. De plus, la Municipalité régionale de comté devra appuyer cette modification par une analyse de la valeur écologique des bois visés afin d'être en mesure d'évaluer les enjeux environnementaux.

...2

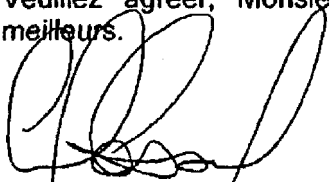
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Madame Louise Quilliam, de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipale du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 514 873-8246.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'LL', with a stylized flourish at the end.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 11 août 2011

Monsieur André Paradis
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Lac-Saint-Jean-Est
625, rue Bergeron Ouest
Alma (Québec), G8B 1V3

Monsieur le Préfet,

Le 8 juin 2011, la Municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est a adopté le projet de règlement numéro 195-2011 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Nazaire et à créer une affectation urbaine secondaire à usage commercial et industriel sur le territoire de la municipalité de Saint-Nazaire, à la limite du quartier Delisle dans la Ville d'Alma.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de planification des espaces commerciaux et industriels. En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas fait la démonstration que l'offre actuelle en espaces commerciaux et industriels dans les périmètres d'urbanisation de la municipalité de Saint-Nazaire et de la Ville d'Alma ne suffira pas à répondre aux besoins des 10 à 15 prochaines années.

Ainsi, afin d'évaluer la conformité de la création de cette affectation urbaine secondaire, la Municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est devra, à l'étape du règlement, mieux justifier sa création et l'implantation d'usages commerciaux et industriels à cet endroit.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

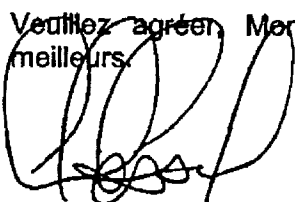
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Pour ce faire, la Municipalité régionale de comté devra appuyer ses choix d'un dossier argumentaire qui fait état des activités commerciales et industrielles de son territoire. En se basant sur des analyses des tendances, elle devra établir ses besoins en espaces commerciaux et industriels. De plus, la Municipalité régionale de comté devra, notamment, indiquer à l'aide de tableaux et de cartes, les espaces actuellement disponibles pour les usages commerciaux et industriels à l'intérieur des périmètres d'urbanisation de la municipalité de Saint-Nazaire et celui de la ville d'Alma, dont le quartier Delisle. Aussi, elle devra mettre en relation ces espaces disponibles avec les besoins réels en développement commercial et industriel et déterminer, s'il y a lieu, les espaces supplémentaires nécessaires pour les commerces et les industries sur un horizon de 10 à 15 ans.

Monsieur David Dufour, de la Direction régionale de Saguenay-Lac-Saint-Jean du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418-698-3523, poste 80205.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 7 février 2012

Monsieur Maurice Bernier
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Granit
5090, rue Frontenac
Lac-Mégantic (Québec) G6B 1H3

Monsieur le Préfet,

Le 23 novembre 2011, la Municipalité régionale de comté du Granit a adopté le projet de règlement numéro 2011-20 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à modifier les normes relatives aux conditions d'émission de permis de construction dans les affectations « Agricole », « Agroforestière », « Agrotouristique » et « Rurale ».

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, le fait d'autoriser l'ouverture de nouvelles rues pour le développement résidentiel dans ces affectations risque de favoriser l'urbanisation diffuse sur le territoire, ce qui ne concourt pas aux orientations visant à privilégier la consolidation des zones urbaines existantes et à orienter l'extension urbaine dans les parties de territoire pouvant accueillir le développement de façon économique et acceptable au plan environnemental. En effet, le gouvernement est particulièrement préoccupé par l'affectation « Rurale » qui occupe à elle seule une superficie de plus de 40 000 hectares, ce qui est considérable en terme de potentiel de développement résidentiel.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445


Par conséquent, à l'étape du règlement, je vous demande de circonscrire les zones où l'ouverture de nouvelles rues est souhaitée. Pour ce faire, vous pourriez créer une nouvelle affectation et la justifier en fonction des besoins réels sur un horizon de 10 à 15 ans. De plus, cette démonstration devra prendre en compte les tendances récentes des demandes liées à la croissance de la population ainsi que l'adéquation entre l'offre et la demande et ce, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des PU. Enfin, vous devrez tenir compte également des espaces disponibles dans les îlots déstructurés et les secteurs de villégiature.

Par ailleurs, je vous recommande d'élaborer des critères minimaux afin de guider les municipalités dans l'encadrement des plans d'aménagement d'ensemble. À cette fin, vous pourriez prévoir des critères visant, par exemple, la consolidation des fonctions urbaines, la densité d'occupation du sol, l'implantation architecturale, le respect de l'environnement et des paysages, etc.

Enfin, considérant le fait que le développement résidentiel est fortement restreint par les dispositions du schéma d'aménagement et de développement visant les affectations « Agricole », « Agroforestière » et « Agrotouristique » ainsi que par la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, je vous recommande de retirer, à l'étape du règlement, la possibilité d'ouverture de nouvelles rues à l'intérieur de ces affectations.

Monsieur Miguel Herrero, de la Direction régionale de l'Estrie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 819 820-3244, poste 80505.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 février 2012

Monsieur Gilles Dolbec
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Haut-Richelieu
380, 4^e Avenue
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J2X 1W9

Monsieur le Préfet,

Le 14 décembre 2011, la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu a adopté le projet de règlement numéro 474 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à reconfigurer l'affectation « Industrielle » à l'intérieur du périmètre urbain de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu de façon à réduire sa superficie à des fins de développement résidentiel. Il vise également à modifier la délimitation de la plaine inondable de récurrence 20-100 ans et à modifier quelques dispositions visant à encadrer l'implantation des éoliennes.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, le gouvernement constate que la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu ne fournit aucune information concernant la capacité résiduelle du périmètre urbain de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et les besoins en espaces résidentiels sur un horizon de 10 à 15 ans. Il est donc impossible d'évaluer si elle bénéficie de suffisamment d'espace pour accueillir sa croissance future. Ces informations sont nécessaires afin d'évaluer si la réaffectation des secteurs industriels à des fins résidentielles contribue à la consolidation du milieu urbain existant.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

De plus, le gouvernement constate que la Municipalité régionale de comté n'a pas fourni d'information sur l'impact potentiel de cette modification sur les activités industrielles, par exemple, en faisant état des superficies disponibles par rapport à ses besoins d'espace. Enfin, elle ne fournit aucune justification concernant la capacité du réseau d'aqueduc et d'égout existant à alimenter les nouveaux secteurs qu'elle compte requalifier.

Par conséquent, afin de respecter l'ensemble des orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, la Municipalité régionale de comté devra mieux justifier la reconfiguration souhaitée de l'affectation « Industrielle ». À cet effet, elle devra faire la démonstration que le développement prévu par la modification est nécessaire en fonction des besoins en espaces résidentiels de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu sur un horizon de 10 à 15 ans. De plus, elle devra faire état des impacts potentiels de cette modification sur les activités industrielles existantes et confirmer la capacité résiduelle du réseau d'aqueduc et d'égout à desservir les nouveaux secteurs visés par le développement résidentiel.

Par ailleurs, le 11 mai 2011, le gouvernement a adopté un addenda modifiant les orientations gouvernementales en aménagement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal en vue de l'élaboration d'un Plan métropolitain d'aménagement et de développement. Je vous ai d'ailleurs transmis une lettre à cet effet dans les jours qui ont suivi.

L'orientation numéro 10 qui y en fait partie, vise spécifiquement les municipalités régionales de comté limitrophes au territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal. Cette orientation vise notamment, dans une optique de complémentarité des planifications métropolitaines et périmétropolitaines, à consolider le développement dans les principaux pôles de services et d'équipements.

Dans ce contexte, dans le cadre de son exercice de planification en matière de gestion de l'urbanisation, la Municipalité régionale de comté devra s'assurer d'intégrer les divers éléments se rapportant à l'orientation numéro 10 à son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Quant à la réaffectation d'un secteur résidentiel comportant un boisé au profit de l'affectation « Industrielle », le gouvernement recommande que ce secteur soit intégré dans une affectation « Conservation » afin de respecter le plan de conservation des milieux naturels de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu élaboré en collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Enfin, ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de santé, de sécurité et de bien-être public ainsi que de protection de l'environnement. En effet, le gouvernement constate que la Municipalité régionale de comté a apporté une modification à la définition d'une plaine inondable à l'article 4.1, ce qui a pour effet de supprimer un territoire couvert par des zones inondables. Afin d'assurer la protection des zones inondables, le gouvernement demande à la Municipalité régionale de comté de s'assurer que les modifications envisagées au libellé de l'article 4.1 n'auront pas pour effet de supprimer un territoire couvert par des zones inondables.

Par ailleurs, le gouvernement constate que la Municipalité régionale de comté a intégré la délimitation d'une dérogation à la zone inondable à même la carte produite par le Centre d'expertise hydrique du Québec. Afin d'éviter toute erreur d'interprétation, le gouvernement recommande à la Municipalité régionale de comté de produire une nouvelle carte avec son propre logo, numéro et légende.

Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis. À cet égard, je vous souligne tout particulièrement l'importance que j'accorde à la cohérence et à la complémentarité entre les planifications métropolitaine et périmétropolitaines.

Madame Claudine Beaudoin, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 928-5670, poste 81605.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 12 septembre 2011

Madame Nicole Robert
Préfète
Municipalité régionale de comté
du Haut-Saint-François
85, rue du Parc
Cookshire (Québec) J0B 1M0

Madame la Préfète,

Le 14 juillet 2011, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-François a adopté le projet de règlement numéro 343-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce projet de règlement ajoute de nouvelles dispositions relatives à l'implantation de zones tampons autour des zones industrielles et agrandit à deux endroits le périmètre urbain de la municipalité d'Ascot Corner.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de planification des infrastructures et des équipements de transport. En effet, la distance séparant la rue projetée donnant accès au parc industriel et l'intersection avec le chemin Galipeau n'est pas suffisante pour assurer une bonne fluidité sur la route 112 et viendrait affecter la sécurité routière dans le secteur. La Municipalité régionale de comté devra, à l'étape du règlement, modifier son règlement de manière à respecter le scénario privilégié par le ministère des Transports du Québec, soit d'amener le futur accès au parc industriel vis-à-vis le chemin Galipeau, pour en faire une intersection en croix, gérée par un feu de circulation.

...2

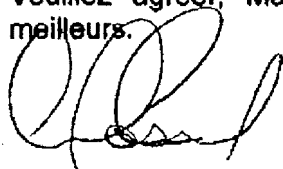
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Monsieur Miguel Herrero, de la Direction régionale de l'Estrie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 819 820-3244, poste 80505.

Veillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Laurent Lessard', written over the closing text of the letter.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 27 janvier 2012

Monsieur Ghislain Hamel
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Appalaches
233, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2

Monsieur le Préfet,

Le 23 novembre 2011, la Municipalité régionale de comté des Appalaches a adopté le projet de règlement numéro 129 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à permettre l'agrandissement du périmètre d'urbanisation du secteur Pontbriand de la ville de Thetford Mines, ainsi qu'à modifier les limites des affectations « Minière » et « Agricole viable ».

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, l'agrandissement du périmètre d'urbanisation du secteur Pontbriand ne favorise pas la consolidation des zones urbaines existantes puisque le périmètre d'urbanisation actuel présente suffisamment d'espaces disponibles au développement afin de combler ses besoins pour les 10 à 15 prochaines années.

Si votre municipalité régionale de comté souhaite agrandir le périmètre urbain du secteur Pontbriand de la ville de Thetford Mines, elle devra reconfigurer ses limites en s'assurant d'en conserver la superficie actuelle qui répond à ses besoins en espace pour les 10 à 15 prochaines années.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

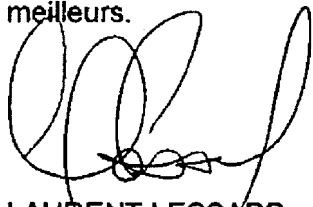
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par ailleurs, je vous invite à revoir l'ensemble des cartes présentant le périmètre d'urbanisation du secteur Pontbriand au schéma d'aménagement et de développement révisé afin qu'elles représentent les limites exactes de celui-ci et qu'elles soient uniformes.

Monsieur Simon Castonguay, de la Direction régionale de la Chaudière-Appalaches du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 338-4624, poste 81205.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a final flourish, positioned above the printed name.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 janvier 2012

Monsieur Gérard Bruneau
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Chenaux
630, rue Principale
Saint-Luc-de-Vincennes (Québec) G0X 3K0

Monsieur le Préfet,

Le 19 octobre 2011, la Municipalité régionale de comté des Chenaux a adopté le projet de règlement numéro 2011-76 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à apporter plusieurs modifications et mises à jour en ce qui a trait notamment à la localisation de certaines aires de protection des ouvrages de captage d'eau potable, à l'agrandissement d'un bâtiment résidentiel en zone inondable, à l'agrandissement de l'affectation « Résidentielle-rurale » et à l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Prosper-de-Champlain.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Prosper-de-Champlain ne favorise pas la consolidation des zones urbaines existantes puisque le périmètre d'urbanisation actuel présente suffisamment d'espaces disponibles au développement afin de combler ses besoins pour les 15 prochaines années.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Ainsi, si la Municipalité régionale de comté des Chenaux souhaite poursuivre sa démarche et procéder à cet agrandissement, elle devra, à l'étape du règlement, reconfigurer les limites du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Prosper-de-Champlain de manière à ce qu'il corresponde aux besoins réels de cette municipalité en espaces pour les 15 prochaines années, en considérant l'ensemble des superficies disponibles au développement.

Madame Sandra Baron, de la Direction régionale de la Mauricie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 819 371-6653, poste 80403.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 15 juillet 2011

Monsieur Ronald Provost
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Laurentides
1255, chemin des Lacs
Saint-Faustin-Lac-Carré (Québec) J0T 1J2

Monsieur le Préfet,

Le 19 mai 2011, la Municipalité régionale de comté des Laurentides a adopté, par la résolution numéro 2011.05.5180, un projet de règlement en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à créer un périmètre d'urbanisation d'une superficie de 16 hectares dans l'affectation « Rurale » sur le territoire de la Municipalité de Lac-Supérieur afin de permettre la réalisation du volet commercial du projet « Fraternité-sur-Lac ».

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, particulièrement celle visant à orienter l'extension urbaine dans les parties du territoire pouvant accueillir le développement de façon économique et dans le respect de l'environnement. En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas fait la démonstration que la délimitation d'un nouveau périmètre d'urbanisation dans l'affectation « Rurale » de la Municipalité de Lac-Supérieur découle d'une planification des espaces résidentiels, commerciaux, industriels et institutionnels sur un horizon d'une quinzaine d'années. Par conséquent, si la Municipalité régionale de comté souhaite réaliser ce projet, elle devra démontrer comment l'aménagement du nouveau périmètre d'urbanisation s'intègre dans la planification des espaces résidentiels, commerciaux, industriels et institutionnels de la Municipalité et qu'il existe des besoins réels pour ces types d'usage à cet endroit.

...2

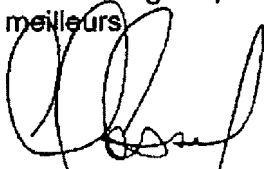
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6X2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Madame Sophie Rioux-Hébert, de la Direction régionale des Laurentides du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450-569-7646, poste 81503.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Laurent Lessard', written over the word 'meilleurs'.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 19 octobre 2011

Monsieur Charles Garnier
Préfet,
Municipalité régionale de comté
des Pays-d'en-Haut
1014, rue Valiquette
Sainte-Adèle (Québec) J8B 2M3

Monsieur le préfet,

Le 25 août 2011, la Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut a adopté le projet de règlement numéro 244-2011 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à attribuer une affectation « Commerciale-industrielle artérielle locale » à un secteur situé en bordure de la route 117 à l'extérieur du périmètre d'urbanisation de la ville de Sainte-Adèle. De plus, il vise à autoriser « minoritairement » l'usage « résidentiel » dans l'affectation « Commerciale-industrielle artérielle locale » et l'usage « commerce récréatif » dans l'affectation « Semi-urbaine ».

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, notamment celles visant la consolidation des espaces commerciaux et industriels existants et des zones urbaines existantes.

En effet, la municipalité régionale de comté réaffecte une partie de 120 hectares en bordure de la route 117 à l'extérieur du périmètre d'urbanisation de la ville de Sainte-Adèle en affectation « Commerciale-industrielle artérielle locale », qui autorise des usages à caractères urbains tels des commerces et des industries. Toutefois, ce type d'usages doit prioritairement être dirigé à l'intérieur des périmètres d'urbanisation.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

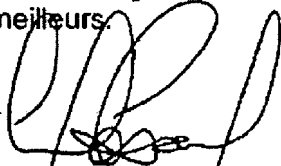
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

De plus, elle ajoute l'usage « résidentiel » dans l'affectation « Commerciale-industrielle artérielle locale » qui est présente dans différentes parties du territoire, et ce, à l'extérieur des périmètres d'urbanisation. Cependant, elle n'inclut aucune disposition concernant la manière dont elle entend l'encadrer, ce qui pourrait entraîner une urbanisation diffuse et nuire à la consolidation des secteurs résidentiels existants.

Par conséquent, si la Municipalité régionale de comté souhaite poursuivre avec l'adoption d'un règlement, elle devra faire la démonstration que la réaffectation d'un secteur en « Commerciale-industrielle artérielle locale » vise à répondre à des besoins en espace commercial et industriel réels sur un horizon de 15 ans. Elle devra également restreindre l'usage résidentiel autorisé dans ce type d'affectation. À cet effet, elle pourrait prévoir que seules les résidences existantes à la date d'entrée en vigueur du règlement sont autorisées, si telle est son intention.

Madame Sophie Rioux-Hébert, de la Direction régionale des Laurentides du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 569-7646, poste 81503.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 novembre 2011

Monsieur Hugues Grimard
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Sources
309, rue Chassé
Asbestos (Québec) J1T 2B4

Monsieur le Préfet,

Le 19 septembre 2011, la Municipalité régionale de comté des Sources a adopté le projet de règlement numéro 189-2011 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à autoriser une prise d'eau de type borne sèche dans la municipalité du canton de Saint-Camille.

Ce projet de règlement n'est pas conforme à l'orientation gouvernementale visant à contribuer à la santé et à la sécurité publique ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages. En effet, la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables n'autorise pas l'ajout d'une telle prise d'eau à la liste des constructions, ouvrages et travaux permis d'office dans la zone de grand courant de la plaine inondable. Toutefois, ce type d'ouvrage est admissible à une dérogation en vertu de l'article 4.2.2 de cette Politique.

Par conséquent, la Municipalité régionale de comté devra, à l'étape du règlement, retirer cet ouvrage de la liste des constructions, ouvrages et travaux soustraits d'office à l'application des normes relatives aux zones pouvant présenter un risque d'inondation et l'ajouter comme une dérogation à l'intérieur du document complémentaire de son schéma d'aménagement et de développement révisé. Elle devra également intégrer une carte dans son schéma et y préciser la limite de la zone inondable pour le secteur visé.

...2

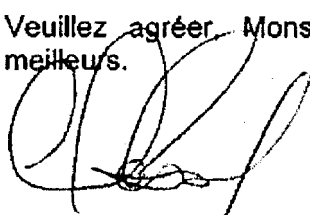
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873 2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Monsieur Miguel Herrero, de la Direction régionale de l'Estrie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 819 820-3244, poste 80505.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'LL', written over the text 'meilleurs'.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 24 novembre 2011

Madame Caroline Saint-Hilaire
Mairesse
Ville de Longueuil
4250, chemin de la Savane
Longueuil (Québec) J3Y 9G4

Madame la Mairesse,

Le 22 septembre 2011, le Conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil a adopté le projet de règlement numéro CA-2011-167 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à apporter certains ajustements de nature administrative, à retirer une disposition en lien avec l'implantation de tours de télécommunication et à revoir la gestion et les limites de certaines aires d'affectation.

Le gouvernement considère qu'il ne dispose pas de toute l'information nécessaire afin de juger de la conformité du projet de règlement aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, spécifiquement en ce qui a trait à l'ajout de la fonction habitations toutes densités dans l'aire d'affectation « Récréative REC-1.15 ». Autrement, le projet de règlement numéro CA-2011-167 est conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement.

Par conséquent, à l'étape du règlement, l'Agglomération devra démontrer que la modification qui concerne l'aire d'affectation « Récréative REC-1.15 », permet un développement résidentiel qui est justifié par une démonstration des besoins en cette matière et que sa planification du secteur tient compte des objectifs de la planification métropolitaine présentement en cours d'élaboration.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca


Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par ailleurs, le gouvernement se questionne sur le moyen utilisé par l'Agglomération pour, dans les faits, requalifier l'aire récréative concernée à des fins résidentielles. En conséquence, je vous demande de préciser vos intentions de planification du secteur à moyen et long terme et réévaluer la pertinence d'y conserver une affectation récréative.

Madame Louise Quilliam, de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre Agglomération dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 514 873-8246, poste 6192.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'LL', with a stylized flourish at the bottom.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 octobre 2011

Monsieur Maurice Sénécal
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Lotbinière
6375, rue Garneau
Sainte-Croix (Québec) G0S 2H0

Monsieur le Préfet,

Le 10 août 2011, la Municipalité régionale de comté de Lotbinière a adopté le projet de règlement numéro 225-2011 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement modifie les périmètres d'urbanisation des municipalités de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun, de Sainte-Agathe-de-Lotbinière, de Saint-Agapit et de la paroisse de Saint-Édouard-de-Lotbinière. Il apporte également quelques assouplissements mineurs aux normes de lotissement à l'intérieur du corridor riverain, il clarifie certaines cartes illustrant les îlots déstructurés sur le territoire et il corrige la grille des usages.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, les données fournies par la Municipalité régionale de comté ne permettent pas de conclure que les agrandissements des périmètres d'urbanisation des municipalités de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun et de Sainte-Agathe-de-Lotbinière sont conformes aux orientations gouvernementales et la méthodologie utilisée ne lui permet pas d'évaluer de façon adéquate la capacité résiduelle des périmètres d'urbanisation actuels.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

À cet effet, je vous mentionne que le gouvernement entend par « superficies disponibles », toutes les superficies non construites (excluant les parcs et espaces verts à conserver) adjacentes ou non à une rue publique, qu'elles soient disponibles ou non à la vente, et qui ne sont affectées par aucune contrainte naturelle ou contrainte anthropique (par exemple : terrains contaminés, emplacement de matières résiduelles).

De plus, les informations présentées ne permettent pas de connaître les besoins réels en espaces résidentiels pour les municipalités de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun et de Sainte-Agathe-de-Lotbinière.

Plus précisément, dans le cas de la municipalité de Sainte-Agathe-de-Lotbinière, votre municipalité régionale de comté exclut, des zones disponibles au développement, d'importantes superficies récemment zonées industrielles ou institutionnelles par la municipalité. Cette situation a pour effet de créer une rareté artificielle de terrain résidentiel et ainsi de surestimer les besoins afin de justifier l'ouverture de nouveaux secteurs au développement.

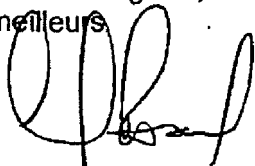
Par conséquent, votre municipalité régionale de comté devra, à l'étape du règlement, faire le calcul des espaces disponibles dans ces deux périmètres d'urbanisation en fonction de la définition d'espaces disponibles susmentionnée. De plus, elle devra présenter les données nécessaires afin de justifier les agrandissements sur un horizon de 10 à 15 ans, notamment en se basant sur les tendances de développement à l'intérieur de ces périmètres d'urbanisation.

Par ailleurs, si elle entend exclure les terrains zonés industriels ou institutionnels par la Municipalité de Sainte-Agathe-de-Lotbinière des superficies disponibles au développement, elle devra prévoir des dispositions afin de concrétiser, dans le schéma, les intentions de la Municipalité. À cet effet, elle pourrait, par exemple, affecter le secteur correspondant au zonage industriel par une affectation « Industrielle » et n'y autoriser que des usages de ce type.

Enfin, en ce qui concerne l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Agapit, votre municipalité régionale de comté mentionne que la Municipalité entend développer le secteur visé par l'agrandissement à des fins résidentielles en privilégiant une densité minimale d'occupation du sol ainsi qu'en prévoyant un phasage. Afin de concrétiser ces éléments qui vont dans le sens des orientations gouvernementales, je vous recommande de les intégrer dans votre schéma d'aménagement et de développement afin de vous assurer d'une planification urbaine optimale.

Monsieur Simon Castonguay, de la Direction régionale de Chaudière-Appalaches du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 338-4624, poste 81205.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over the word 'meilleurs'.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 1er septembre 2011

Monsieur Yvan Imbeault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Matane
145, rue Soucy
Matane (Québec) G4W 2E1

Monsieur le Préfet,

Le 15 juin 2011, la Municipalité régionale de comté de Matane a adopté le projet de règlement numéro 198-9-2011 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise principalement à apporter des modifications concernant la planification du milieu agricole et l'agrandissement des périmètres d'urbanisation des municipalités de Sainte-Félicité et de Saint-Ulric.

Le projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales, particulièrement celles visant la gestion de l'urbanisation et la planification des espaces industriels et du territoire et des activités agricoles.

Par conséquent, afin de s'assurer du respect des orientations gouvernementales, le gouvernement demande à la Municipalité régionale de comté d'apporter certaines précisions.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

La gestion de l'urbanisation

Entre autres, la Municipalité régionale de comté affirme procéder à des agrandissements de périmètre d'urbanisation pour les municipalités de Sainte-Félicité et de Saint-Ulric. Cependant, elle ne fournit aucune justification permettant de comprendre ses choix en matière de gestion de l'urbanisation et donc de déterminer si les agrandissements proposés visent à consolider le tissu bâti existant.

Le gouvernement demande donc à la Municipalité régionale de comté de fournir l'information concernant la superficie totale des secteurs visés par les agrandissements et le taux d'occupation actuel de ce secteur. De plus, elle devra faire état des besoins existants sur une période de 10 à 15 ans pour ces deux municipalités et des espaces disponibles dans les périmètres d'urbanisation actuels de celles-ci.

Planification des espaces industriels

Par ailleurs, l'ajustement de l'affectation « Industrielle » adjacente au périmètre d'urbanisation de la ville de Matane représente 125 hectares et vise à y inclure l'ancien site d'enfouissement sanitaire et l'actuel site d'enfouissement technique. Ainsi, ce secteur possède maintenant une superficie totale de 240 hectares, en plus d'en compter 115 en réserve.

Cependant, la Municipalité régionale de comté ne fait pas la démonstration que cet agrandissement d'importance vient répondre à ces besoins en espace industriel et ne précise pas si l'intégration des sites d'enfouissement comble la superficie de l'agrandissement ou s'il reste des espaces vacants afin d'accueillir de nouvelles entreprises.

Par conséquent, afin d'être conforme aux orientations gouvernementales en matière de planification des espaces industriels, le gouvernement demande à la Municipalité régionale de comté de démontrer que l'agrandissement de l'affectation « Industrielle » sur le territoire de la ville de Matane respecte ses besoins en espace à l'intérieur d'un horizon de 10 à 15 ans.

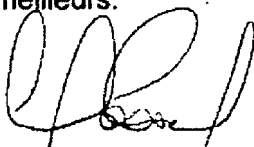
Planification du territoire agricole

De plus, la grille de compatibilité des usages comporte certaines restrictions concernant l'implantation d'équipements d'utilité publique qui risquent d'empêcher l'implantation de nouveaux équipements de la société Hydro-Québec par son cadre obligatoire restrictif. Ainsi, la Municipalité régionale de comté devra soustraire les équipements de la société Hydro-Québec de cette restriction.

Par ailleurs, le gouvernement suggère à la Municipalité régionale de comté de clarifier ce qu'elle entend par « secteurs déstructurés » et pour quelles raisons elle les distingue des îlots sur les cartes, sans toutefois le faire dans le texte du règlement.

Madame Nadia Turcotte, de la Direction régionale du Bas-Saint-Laurent du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 727-3629, poste 80106.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over a horizontal line.

LAURENT LESSARD

Québec, le 28 juin 2011

Madame Danielle Henri Allard
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Montcalm
1540, rue Albert
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

Madame la Préfète,

Le 19 avril 2011, la Municipalité régionale de comté de Montcalm a adopté le projet de règlement numéro 370 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville de Saint-Lin-Laurentides de 189 hectares à même l'affectation « Aire résidentielle périurbaine ».

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, l'agrandissement demandé ne favorise pas la consolidation des zones urbaines existantes puisqu'il porterait l'espace disponible net à plus de deux fois les besoins de la ville pour les 15 prochaines années.

Par conséquent, si votre municipalité régionale de comté souhaite poursuivre sa démarche et développer ce secteur, elle devra, en contrepartie, reconfigurer les limites de ce périmètre d'urbanisation en retranchant des espaces vacants à peu près équivalents aux superficies demandées. De plus, elle devra s'assurer que le développement des espaces vacants permette de consolider les zones urbaines existantes et l'orienter dans des secteurs pouvant être équipés à des coûts municipaux et gouvernementaux acceptables pour la collectivité.

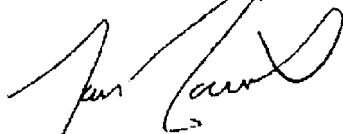
...2

Par ailleurs, je vous souligne que nous avons constaté que certaines données transmises en accompagnement du projet de règlement pourraient être erronées. Par conséquent, je vous invite à vous assurer de l'exactitude des informations qui seront présentées à l'étape du règlement.

Madame Dominique Montminy, de la Direction régionale de Lanaudière du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 752-8080, poste 81405.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Marc Lacroix



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 novembre 2011

Monsieur Alain Drouin
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Nicolet-Yamaska
257-1, rue de Mgr-Courchesne
Nicolet (Québec) J3T 2C1

Monsieur le Préfet,

Le 15 septembre 2011, la Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska a adopté le projet de règlement numéro 2011-04 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à intégrer certaines modifications que la Municipalité régionale de comté s'était engagée à faire par résolution suite à l'entrée en vigueur de son schéma révisé. Il vise également à agrandir les périmètres urbains des municipalités de Sainte-Perpétue et de Saint-Célestin village, à corriger les cartes et le cadre normatif des zones de mouvement de sol, à modifier les conditions de déplacement des bâtiments en zone inondable ainsi qu'à revoir certaines normes s'appliquant dans la zone agricole.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire, plus particulièrement celles visant la consolidation et l'optimisation des espaces commerciaux et industriels existants. En effet, en autorisant tout usage commercial, de service et industriel lourd à l'intérieur d'îlots déstructurés présentant certaines caractéristiques, le projet de règlement pourrait nuire à la consolidation des usages semblables situés à l'intérieur des périmètres d'urbanisation. De plus, le gouvernement considère que les industries lourdes constituent des usages urbains structurants devant être dirigés en priorité dans les périmètres urbains ou les zones dédiées à ce type d'usage, notamment afin de réduire les possibles conflits d'usages.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

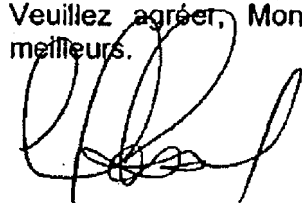
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par conséquent, à l'étape du règlement, la Municipalité régionale de comté devra restreindre les usages commerciaux et de services qu'elle autorise à l'intérieur des îlots déstructurés de façon à ne pas nuire à la consolidation de ces types d'usages existants à l'intérieur des périmètres d'urbains. À cette fin, elle pourra autoriser, uniquement dans les îlots possédant déjà ces types d'usages, des commerces et services de même nature que ceux qui y sont déjà implantés. De plus, elle devra retirer la disposition autorisant l'usage industriel lourd à l'intérieur des îlots.

Madame Chantal Duford, de la Direction régionale du Centre-du-Québec du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 819 752-2453, poste 81707.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 décembre 2011

Monsieur Denis Langlois
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Portneuf
185, route 138
Cap-Santé (Québec) G0A 1L0

Monsieur le Préfet,

Le 19 octobre 2011, la Municipalité régionale de comté de Portneuf a adopté un projet de règlement, par la résolution numéro CR 196-10-2011, en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce projet de règlement vise à autoriser la construction résidentielle dans la zone agricole à la suite d'une demande à portée collective qui a été faite auprès de la Commission de protection du territoire agricole. Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation ainsi que de protection et de mise en valeur du territoire et des activités agricoles.

En effet, la délimitation d'îlots déstructurés de grande taille, avec un important potentiel de développement, et les autorisations résidentielles dans l'affectation agricole viable, sur des lots de 5 hectares, peuvent amener une certaine densification de la zone agricole et favoriser l'urbanisation diffuse sur le territoire, notamment de celui qui est situé au pourtour de la Communauté métropolitaine de Québec. De plus, le projet de règlement autorise les résidences comportant un maximum de deux logements par bâtiment, en général, dans la zone agricole et, plus particulièrement, dans les îlots déstructurés, sans toutefois spécifier qu'il s'agit uniquement des logements parentaux.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamml.gouv.qc.ca
www.mamml.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

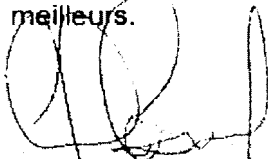
Par conséquent, à l'étape du règlement, la Municipalité régionale de comté de Portneuf devra :

- revoir la délimitation des îlots déstructurés numéros 5, 9, 39, 53, 94 et 133, par exemple en retirant des espaces, pour diminuer autant que possible leur taille.
- contrôler le potentiel de développement, par exemple en interdisant le morcellement, particulièrement dans l'îlot numéro 3 dans la municipalité de Cap-Santé, l'îlot numéro 35 dans la municipalité de Pont-Rouge et les îlots numéros 123 et 124 dans la municipalité de Saint-Raymond. Ces quatre îlots sont très proches du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec et comportent un potentiel d'environ 232 nouvelles résidences;
- retirer la possibilité d'autoriser des résidences dans l'affectation agricole viable sur des lots de 5 hectares, en prévoyant des mesures pour rencontrer les orientations gouvernementales, par exemple en augmentant la superficie de ce lotissement pour ne pas inciter une urbanisation diffuse dans le pourtour de la Communauté métropolitaine de Québec ou, le cas échéant, en n'autorisant la construction de nouvelles résidences qu'en bordure des rues existantes dans cette affectation;
- spécifier que seules les résidences unifamiliales isolées sont autorisées, en général, dans les affectations agricoles et plus particulièrement dans les îlots déstructurés. La Municipalité régionale de comté peut toutefois reconduire les conditions du projet de règlement sur le logement parental.

Par ailleurs, j'informe la Municipalité régionale de comté de Portneuf, que le potentiel de construction résidentielle dans la zone agricole sera considéré dans les calculs des besoins pour des espaces constructibles aux fins de futurs agrandissements aux périmètres d'urbanisation des municipalités sur son territoire ou dans toute autre modification au schéma d'aménagement et de développement révisé concernant la gestion de l'urbanisation.

Monsieur Stéphane Saucier, de la Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 691-2015, poste 3678.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec, le 20 décembre 2011

Monsieur Francis St-Pierre
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Rimouski-Neigette
23, rue de l'Évêché Ouest, bureau 200
Rimouski (Québec) G5L 4H4

Monsieur le Préfet,

Le 12 octobre 2011, la Municipalité régionale de comté de Rimouski-Neigette a adopté le projet de règlement numéro 4-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à redéfinir trois grandes affectations en territoire agricole et à modifier les dispositions normatives qui y sont associées afin d'y permettre de nouvelles constructions résidentielles.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation et de protection du territoire et des activités agricoles.

En effet, la disposition autorisant le morcellement des lots de plus de 5 hectares dans l'affectation « Agroforestière », afin d'y permettre la création de nouvelles propriétés pour des fins de constructions résidentielles, est de nature à favoriser l'urbanisation diffuse sur le territoire, ce qui ne respecte pas l'orientation gouvernementale visant la consolidation des zones urbaines existantes. En effet, cette disposition pourrait permettre l'implantation d'environ 458 nouvelles résidences en plus des 359 qui sont déjà autorisées dans cette affectation, de même que 183 résidences dans l'affectation « Agrorésidentielle ».

...2

De plus, ce type de disposition autorisant le morcellement ne permet pas de garantir la pérennité du territoire agricole et les possibilités de développement des activités et des exploitations agricoles existantes, compte tenu de la superficie importante de l'affectation visée et du nombre potentiel de résidences qui pourraient être implantées.

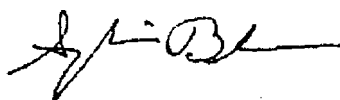
Par conséquent, si la Municipalité régionale de comté souhaite poursuivre avec son règlement, elle devra retirer la disposition autorisant le morcellement des lots de plus de 5 hectares dans l'affectation « Agroforestière ».

Par ailleurs, le projet de règlement introduit une grille de compatibilité des usages du schéma d'aménagement révisé et il permet l'usage « utilité publique » qui comprend les réseaux d'aqueduc et d'égout, dans les affectations « Agrodynamique » et « Agroforestière ». Le gouvernement considère que cette possibilité est non conforme aux orientations gouvernementales visant la gestion de l'urbanisation, notamment celles visant la rentabilisation des infrastructures et la consolidation de la zone urbaine existante. En effet, ce type de disposition pourrait favoriser l'empiétement et l'expansion de l'urbanisation en zone agricole. Par conséquent, je vous demande de modifier la grille de compatibilité des usages pour les affectations « Agrodynamique » et « Agroforestière » afin d'y interdire l'implantation de réseaux d'aqueduc et d'égout, sauf pour des raisons de salubrité publique.

La Direction régionale du Bas-Saint-Laurent du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 418 727-3629.

Veuillez agréer, monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Sylvain Boucher



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 3 février 2012

Madame Nathalie Simon
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Roussillon
260, rue Saint-Pierre, bureau 200
Saint-Constant (Québec) J5A 2A5

Madame la Préfète,

Le 23 novembre 2011, la Municipalité régionale de comté de Roussillon a adopté le projet de règlement numéro 158 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à intégrer au schéma d'aménagement et de développement révisé les îlots déstructurés à vocation résidentielle identifiés à la suite d'une demande à portée collective qui a été faite auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec. Il introduit aussi certaines dispositions relativement aux usages autorisés à l'intérieur de ces îlots déstructurés.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation et de protection et mise en valeur du territoire et des activités agricoles. En effet, les dispositions autorisant les logements bifamiliaux et multifamiliaux de quatre logements, ainsi que les infrastructures d'aqueduc et d'égout à l'intérieur des îlots déstructurés risquent d'entraîner une densification résidentielle en zone agricole et ainsi nuire à la consolidation des périmètres d'urbanisation.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par conséquent, à l'étape du règlement la Municipalité régionale de comté de Roussillon devra :

- retirer les dispositions autorisant les usages aqueduc et égout dans les îlots déstructurés. Elle devra à cet égard préciser que le prolongement de ces réseaux n'est autorisé uniquement que pour des raisons de salubrité publique;
- retirer la disposition autorisant les habitations bifamiliales au sein de l'ensemble des îlots déstructurés;
- pour les aires d'affectation « A2.1-1010.1 », « A2.1-1010.5 », « A2.1-1010.14 », « A2.1-1010.15 », « A2.1-1010.16 » et « A2.1-1010.17 » sur le territoire de la municipalité de Saint-Philippe et « A2.1-710.1 », « A2.1-710.7 », et « A2.1-710.13 » sur le territoire de la municipalité de Saint-Constant, elle devra retirer la disposition autorisant les habitations multifamiliales jusqu'à un maximum de quatre logements.

Par ailleurs, l'autorisation d'habitation intergénérationnelle à l'intérieur des îlots déstructurés respecte quant à elle les orientations gouvernementales en matière d'aménagement. Toutefois, la Municipalité régionale de comté devra introduire, dans le document complémentaire du schéma, une définition d'habitation intergénérationnelle afin d'encadrer adéquatement l'implantation de cet usage pour l'ensemble de ses îlots déstructurés.

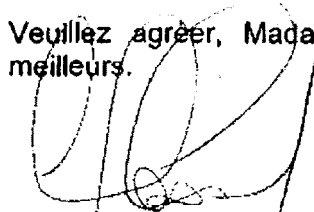
On constate que certains îlots déstructurés comprennent un nombre plus élevé de nouvelles résidences par rapport à la situation actuelle. Le gouvernement est préoccupé car le projet de règlement a pour effet de rendre inapplicables aux résidences construites après le 30 juin 2011, les distances séparatrices relatives aux installations d'élevage, ce qui pourrait amener d'éventuels problèmes de cohabitation. Ainsi, il est recommandé à la Municipalité régionale de comté de réévaluer la pertinence de cette disposition ou de prévoir des mesures pour assurer la cohabitation harmonieuse entre les usages agricoles et non agricoles. À cet effet, je vous indique que les aires d'affectation « A2.3-810.2 » et « A2.1-710.11 » s'avèrent particulièrement préoccupantes.

Par rapport à ces dernières, dont les lots sont toujours largement utilisés à diverses fins agricoles de petite superficie, je vous invite plutôt à leur définir une vocation agricole particulière.

Enfin, compte tenu du fait que des îlots déstructurés sont contigus ou à proximité de certains périmètres d'urbanisation, je vous indique que le gouvernement entend considérer les espaces disponibles à des fins résidentielles dans ces îlots lors de l'analyse de futures demandes relativement à l'agrandissement des périmètres d'urbanisation des municipalités concernées.

Madame Louise Quilliam, de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 514 873-8246.

Veillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Laurent Lessard', written over a circular stamp or seal.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 11 août 2011

Monsieur Ronald Tittlit
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Argenteuil
430, rue Grace
Lachute (Québec) J8H 1M6

Monsieur le Préfet,

Le 8 juin 2011, la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil a adopté le règlement numéro 68-8-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à autoriser une dérogation aux dispositions relatives aux plaines inondables de la rivière des Outaouais, sur les lots 4 030 501 et 4 030 502 du cadastre du Québec dans la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil afin de permettre la réalisation du projet « Péninsule du golf » à l'intérieur de la plaine inondable.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales visant à contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages. En effet, certains aménagements prévus pour la réalisation du projet, notamment les travaux de remblai, ne sont pas admissibles à une dérogation en vertu de l'article 4.2.2 k de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables.

Si la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil souhaite réaliser le projet « Péninsule du golf » en zone inondable sur le territoire de la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil, elle devra, dans un prochain règlement, s'assurer que les constructions, ouvrages et travaux projetés soient admissibles à une dérogation en vertu de cette Politique. Par exemple, les travaux de remblai devront être limités au minimum et réalisés dans le but de confiner les eaux de ruissellement vers des bassins étanches permettant l'élimination des contaminants.

...2

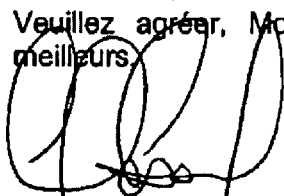
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Madame Sophie Rioux-Hébert, de la Direction régionale des Laurentides du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 569-7646, poste 81503.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over the text 'meilleurs'.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 1er novembre 2011

Monsieur Yves Daoust
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Beauharnois-Salaberry
2, rue Ellice
Beauharnois (Québec) J6N 1W6

Monsieur le Préfet,

Le 17 août 2011, la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry a adopté le règlement numéro 233 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à encadrer l'implantation des éoliennes, à délimiter une affectation « Conservation » dans la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka, à modifier les limites de l'affectation « Industrielle régionale » dans la ville de Beauharnois, à préciser les dimensions minimales des lots riverains et non riverains, ainsi qu'à mettre à jour certaines cartes et figures.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de protection de l'environnement. En effet, le tableau numéro 35 indique que la profondeur minimale est de 45 mètres pour un lot riverain desservi par l'aqueduc et l'égout. La Municipalité régionale de comté a ajouté une précision à l'effet que cette norme est sujette à la réglementation municipale, ce qui n'est pas conforme aux normes minimales de lotissement véhiculées par le gouvernement. Par ailleurs, le titre de ce tableau indique que les normes de lotissement visant les lots riverains ne s'appliquent qu'aux lots situés à moins de 100 mètres des cours d'eau. Or les normes du gouvernement prévoient que le corridor riverain comprend également une bande de terre de 300 mètres en bordure des lacs.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

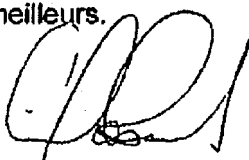
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Si la Municipalité régionale de comté souhaite remplacer son règlement, elle devra se conformer aux normes minimales de lotissement véhiculées par le gouvernement. En particulier, elle devra retirer la possibilité pour les municipalités de prévoir une profondeur minimale pour les lots riverains desservis, celle-ci étant de 45 mètres. De plus, elle devra préciser que la dimension minimale des lots s'applique au corridor riverain des lacs (300 mètres) en plus de celui des cours d'eau (100 mètres).

Monsieur Daniel-Joseph Chapdelaine, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 450 928-5670, poste 81607.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over a horizontal line.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 16 juin 2011

Monsieur Jean-Guy Poirier
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bonaventure
51, rue Notre-Dame
New Carlisle (Québec) G0C 1Z0

Monsieur le Préfet,

Le 13 avril 2011, la Municipalité régionale de comté de Bonaventure a adopté le règlement numéro 2009-08 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Siméon à son extrémité sud-est, de part et d'autre du boulevard Perron Est. Il constitue la troisième modification portant sur le périmètre d'urbanisation de cette municipalité. Il remplace ainsi le règlement de remplacement portant le même numéro et pour lequel un avis gouvernemental de non-conformité vous a été transmis le 25 juin 2010.

Le règlement numéro 2009-08 n'est pas conforme aux orientations gouvernementales visant à orienter l'extension urbaine dans les parties de territoire pouvant accueillir le développement de façon économique et acceptable pour l'environnement. En effet, votre municipalité régionale de comté n'a toujours pas démontré que l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Siméon est nécessaire afin de répondre aux besoins de cette municipalité pour un horizon de 10 à 15 ans, en tenant compte notamment des superficies déjà disponibles dans le périmètre d'urbanisation.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2030
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 33, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

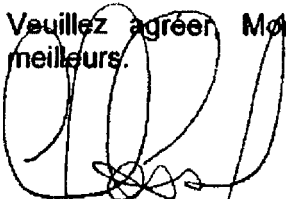
À ce sujet, je vous mentionne que le gouvernement entend par « superficies disponibles », toutes les superficies non construites (excluant les parcs et espaces verts à conserver) adjacentes ou non à une rue publique, qu'elles soient disponibles ou non à la vente, et qui ne sont affectées par aucune contrainte naturelle ou contrainte anthropique (par exemple : terrains contaminés, emplacement de matières résiduelles).

Par conséquent, afin de s'assurer du respect des orientations gouvernementales visant la gestion de l'urbanisation et de la préoccupation gouvernementale relativement aux superficies disponibles, le gouvernement demande à la Municipalité régionale de comté de déposer, si elle le désire, une nouvelle proposition qui aurait comme résultante de ne pas augmenter la superficie totale du périmètre d'urbanisation existant de cette municipalité.

Par ailleurs, je vous rappelle que le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs est préoccupé par le fait que le secteur visé par le règlement connaît un problème de contamination des bancs coquilliers causé par des éléments purificateurs domestiques non conformes. Tel que demandé dans l'avis gouvernemental du 25 juin 2010, je vous demande, afin de favoriser la protection de l'environnement de ce secteur et afin d'assurer la salubrité publique à proximité des plages et du littoral de l'ensemble de votre territoire, d'inclure la Baie-des-Chaleurs dans la définition de « cours d'eau » du cadre d'application des normes minimales de lotissement inséré dans votre schéma.

Monsieur Rénald Méthot, de la Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 418 689-5024.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 décembre 2011

Monsieur Jacques Marcotte
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Jacques-Cartier
60, rue Saint-Patrick
Shannon (Québec) G0A 4N0

Monsieur le Préfet,

Le 19 octobre 2011, la Municipalité régionale de comté de La Jacques-Cartier a adopté les règlements numéros 03-2011, 04-2011, 05-2011, 06-2011, 07-2011 et 08-2011 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements visent respectivement à agrandir les périmètres d'urbanisation des municipalités de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, de Fossambault-sur-le-Lac, de Shannon, de Saint-Gabriel-de-Valcartier, de Stoneham-et-Tewkesbury et de Sainte-Brigitte-de-Laval.

Ces règlements ne sont pas conformes aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation ainsi que de protection et de mise en valeur du territoire et des activités agricoles. En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas fait la démonstration de la nécessité d'agrandir les périmètres d'urbanisation des municipalités susmentionnées, notamment en présentant les données sur les besoins futurs, sur les espaces disponibles à l'intérieur des périmètres d'urbanisation et en procédant à une adéquation entre l'offre et la demande pour l'implantation des ménages sur un horizon de long terme.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par ailleurs, le territoire de la municipalité régionale de comté de La Jacques-Cartier est soumise au respect des orientations signifiées par le gouvernement le 19 décembre 2002 et, plus récemment, le 26 mai 2011, à la Communauté métropolitaine de Québec en vue d'élaborer et d'adopter son Plan métropolitain d'aménagement et de développement. La Municipalité régionale de comté est également concernée par l'avis gouvernemental du 29 septembre 2011 portant sur la conformité du Projet de plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec aux orientations en aménagement du territoire.

Dans cette perspective, je constate que la Municipalité régionale de comté de La Jacques-Cartier n'a pas adopté de mesure démontrant que ces règlements concourent à une saine gestion de l'urbanisation, notamment en déterminant des seuils de densité et en dirigeant le développement vers les secteurs pouvant l'accueillir de façon durable.

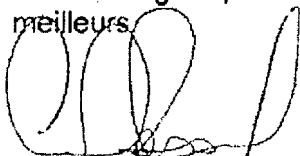
Par conséquent, si la Municipalité régionale de comté de La Jacques-Cartier désire remplacer ses règlements, elle devra :

- mieux expliquer ses choix en matière d'urbanisation en justifiant les superficies additionnelles proposées pour répondre aux demandes futures et en démontrant une adéquation entre l'offre et la demande sur un horizon semblable à celui que la Communauté métropolitaine de Québec préconise dans ses documents de planification;
- s'assurer que les secteurs choisis pour d'éventuels agrandissements aux périmètres d'urbanisation sont ceux qui représentent le moindre impact pour la zone et les activités agricoles;
- adopter des mesures démontrant une saine gestion de l'urbanisation, notamment en déterminant des seuils de densification, en dirigeant l'urbanisation vers les secteurs existants et déjà pourvus d'infrastructure ainsi que vers ceux pouvant être facilement réaménagés et en consolidant les artères et les pôles d'activité et de services, et ce, en s'arrimant avec la démarche du Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec.

Finalement, je vous rappelle la demande de l'avis gouvernemental du 15 juillet 2004, sur le règlement numéro 2-2004 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé, d'adopter dans les meilleurs délais des normes de lotissement conformes à celles véhiculées par le gouvernement. Je m'attends donc à ce que votre municipalité régionale de comté y donne suite le plus rapidement possible.

Monsieur Stéphane Saucier, de la Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 691-2015, poste 3678.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'LL', with a stylized flourish extending from the bottom right.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 27 janvier 2012

Monsieur Maurice Sénécal
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Lotbinière
6375, rue Garneau
Sainte-Croix (Québec) G0S 2H0

Monsieur le Préfet, *Maurice*

Le 23 novembre 2011, la Municipalité régionale de comté de Lotbinière a adopté le règlement numéro 225-2011 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise notamment à modifier les périmètres d'urbanisation des municipalités de Saint-Agapit, de Sainte-Agathe-de-Lotbinière, de Saint-Édouard-de-Lotbinière et de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun et à effectuer certains ajustements à l'intérieur du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Laurier-Station.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, les arguments et les données présentés par votre municipalité régionale de comté concernant les tendances à l'intérieur des périmètres d'urbanisation des municipalités de Sainte-Agathe-de-Lotbinière et de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun ne permettent pas de justifier les agrandissements selon un horizon de 10 à 15 ans.

Dans le cas de la municipalité de Sainte-Agathe-de-Lotbinière, la demande d'agrandissement porterait le potentiel de terrains vacants à 38 pour des besoins estimés à 13 alors que dans le cas de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun, la demande augmenterait le nombre de terrains disponibles à 39 pour des besoins estimés à six.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

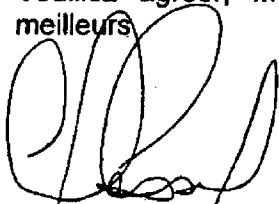
Si votre municipalité régionale de comté souhaite agrandir ces deux périmètres d'urbanisation afin de prioriser le développement résidentiel dans de nouveaux secteurs, elle devra le faire en révisant les limites de ces périmètres de manière à ce que les espaces disponibles correspondent davantage aux besoins réels de développement.

Par ailleurs, je constate que votre municipalité régionale de comté est préoccupée par l'importance du nombre de nouveaux résidents qui choisissent de s'établir à l'extérieur de certains périmètres d'urbanisation, notamment dans le cas de la municipalité de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun. Si elle souhaite allouer des espaces supplémentaires à l'intérieur de ces périmètres afin de renverser ces tendances et y attirer davantage de nouveaux résidents, elle devra adopter des mesures qui lui permettront d'encadrer le développement résidentiel à l'extérieur des périmètres d'urbanisation afin de concrétiser le renversement souhaité de ces tendances.

Enfin, je vous rappelle que la demande à portée collective que vous avez effectuée en 2008 a permis l'autorisation d'un nombre important de nouvelles constructions résidentielles en zone agricole. Je vous indique que le gouvernement entend considérer cet important potentiel à des fins résidentielles lors de l'analyse de vos futures demandes relativement à l'agrandissement des périmètres d'urbanisation.

Monsieur Simon Castonguay, de la Direction régionale de la Chaudière-Appalaches du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 338-4624, poste 81205.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 septembre 2011

Madame Suzanne Roy
Préfète
Municipalité régionale de comté
Marguerite-D'Youville
609, route Marie-Victorin
Verchères (Québec) J0L 2R0

Madame la Préfète,

Le 19 juillet 2011, la Municipalité régionale de comté de Marguerite-D'Youville a adopté le règlement numéro 162-20 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Le règlement vise à réduire une affectation « Industrielle » sur le territoire de la municipalité de Saint-Amable au profit d'une affectation « Multifonctionnelle » de façon à permettre la réalisation d'un projet de développement résidentiel et de reconnaître des usages existants.

En fonction des informations transmises dans le cadre de l'analyse du règlement numéro 162-20, le gouvernement considère ce dernier non conforme aux orientations gouvernementales. En effet, la Municipalité régionale de comté de Marguerite-D'Youville n'a pas fait la démonstration que les dispositions du règlement sont conformes aux orientations gouvernementales en aménagement du territoire, particulièrement celles en gestion de l'urbanisation et de contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages.

Plus précisément, la Municipalité régionale de comté n'amène aucune information quant aux besoins résidentiels qui justifient cette demande et à l'impact de cette modification sur les espaces à développer à des fins industrielles dans cette municipalité. Ainsi, je ne peux permettre son entrée en vigueur.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

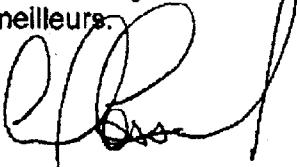
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par conséquent, si elle souhaite poursuivre sa démarche, la Municipalité régionale de comté devra démontrer que la modification est justifiée par des besoins de la municipalité en matière résidentielle. De plus, elle devra établir l'impact de cette modification sur l'offre industrielle à Saint-Amable et indiquer en quoi cette modification n'aura pas pour effet de soulever de possibles enjeux de cohabitation d'usages.

Monsieur Nicolas Froger, de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 514 873-8246, poste 6199.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Laurent Lessard', with a stylized flourish at the end.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 26 avril 2011

Monsieur Julien Boudreau
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Minganie
1303, rue de la Digue
Havre-Saint-Pierre (Québec) G0G 1P0

Monsieur le Préfet,

Le 15 février 2011, la Municipalité régionale de comté de Minganie a adopté le règlement numéro 117-11-02-15 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. Ce règlement fait suite au règlement numéro 117-10-11-24 et à l'avis gouvernemental qui vous a été transmis le 21 janvier 2011. Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Havre-Saint-Pierre.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de sécurité publique. En effet, bien que votre municipalité régionale de comté inclut, avec la signification de son règlement, un cadre normatif relatif au contrôle de l'utilisation du sol dans les zones exposées aux glissements de terrain, celle-ci ne lie aucunement ces mesures à son règlement. Conséquemment, celles-ci ne sont pas applicables. De plus, en modifiant la délimitation de son périmètre d'urbanisation, la Municipalité régionale de comté ne localise plus les nouveaux agrandissements de sorte qu'il est maintenant impossible d'identifier les secteurs visés par l'application de mesures en matière de sécurité publique, et par conséquent, d'y appliquer adéquatement des normes.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

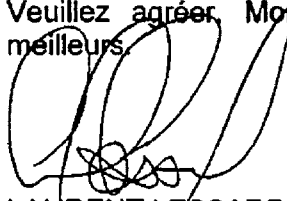
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Si votre municipalité régionale de comté souhaite remplacer son règlement, elle devra lier à celui-ci son cadre normatif relatif au contrôle de l'utilisation du sol s'appliquant aux zones qui sont en présence de dangers de glissements de terrain, d'érosion des berges et de submersion dans le périmètre d'urbanisation tout en identifiant clairement les secteurs visés par ce cadre, et ce, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens. D'ailleurs, pour faciliter l'application de ces dispositions, le ministère de la Sécurité publique propose à la Municipalité régionale de comté d'inclure à son règlement la version simplifiée du cadre normatif présentée à l'annexe 1 de cet avis.

De plus, si à la suite d'une expertise géotechnique des mesures de protection sont nécessaires à la base des talus en bordure du fleuve, les travaux devront répondre aux exigences d'une expertise hydraulique. Cette dernière est décrite à l'annexe 2 et devra être introduite au règlement de la Municipalité régionale de comté.

Madame Jacynthe Maloney, de la Direction régionale de la Côte-Nord du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 418 295-4241 poste 80907.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 19 septembre 2011

Madame Danielle Henri Allard
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Montcalm
1540, rue Albert
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

Madame la Préfète,

Le 19 juillet 2011, la Municipalité régionale de comté de Montcalm a adopté le règlement numéro 370 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville de Saint-Lin-Laurentides de 223,55 hectares à même les affectations « Résidentielle périurbaine » et « Industrielle ».

Afin de donner suite à certaines demandes formulées dans l'avis gouvernemental du 28 juin 2011 sur le projet de règlement qui a précédé le règlement numéro 370, la Municipalité régionale de comté a apporté des modifications concernant l'évaluation de ses besoins en espace pour l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la ville de Saint-Lin-Laurentides et la clarification des données présentées. Je tiens à souligner le travail qui a été accompli à cet effet.

Le 6 mai 2011, le gouvernement a adopté un addenda modifiant les orientations gouvernementales en aménagement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal en vue de l'élaboration d'un plan métropolitain d'aménagement et de développement. Je vous ai d'ailleurs transmis une copie de cet addenda le 26 mai 2011.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

L'une des orientations qui y est fait mention vise spécifiquement les municipalités régionales de comté limitrophes au territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal. Cette orientation vise, dans une optique de complémentarité des planifications métropolitaine et péri-métropolitaines, à consolider et réutiliser le tissu urbain existant en favorisant l'augmentation de la densité et de l'intensité de l'occupation du sol en fonction des caractéristiques du milieu.

Or, le règlement numéro 370 ne comporte pas de disposition visant à favoriser une plus grande densité d'occupation du sol, tant pour les secteurs existants que pour les secteurs concernés par l'agrandissement. Ils ne prévoient donc aucune cible de densité, ni aucun critère pour y arriver.

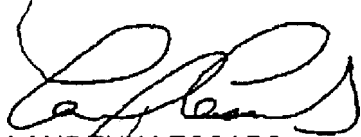
Par conséquent, le règlement n'est pas conforme à cette orientation. Le gouvernement demande donc à la Municipalité régionale de comté de Montcalm de prévoir, dans son schéma d'aménagement et de développement révisé et spécifiquement pour le territoire de la ville de Saint-Lin-Laurentides, des modalités favorisant concrètement l'augmentation de la densité à l'intérieur du périmètre d'urbanisation actuel et des secteurs prévus pour l'agrandissement et, le cas échéant, de revoir les superficies demandées en fonction des besoins d'espaces découlant de cette augmentation de densité.

De plus, je tiens à vous souligner l'inquiétude du gouvernement à l'effet que les dispositions du schéma d'aménagement et de développement révisé, en vigueur depuis plus de deux ans, n'ont toujours pas été reportées par la Ville de Saint-Lin-Laurentides dans sa réglementation d'urbanisme. Ainsi, plusieurs dispositions visant la santé, la protection de l'environnement ainsi qu'une saine gestion de l'urbanisation ne sont toujours pas applicables sur le territoire de cette ville.

Par conséquent, si la Municipalité régionale de comté de Montcalm souhaite remplacer son règlement, elle devra adopter, au même moment, un règlement de contrôle intérimaire afin de faire appliquer les dispositions du schéma d'aménagement et de développement révisé sur le territoire de la ville de Saint-Lin-Laurentides et d'y inclure les dispositions du règlement numéro 370 relatives à la gestion de l'urbanisation.

Madame Dominique Montminy, de la Direction régionale de Lanaudière du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Elle peut être jointe au 450 752-8080, poste 81405.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Laurent Lessard', written in a cursive style.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 19 décembre 2011

Madame Danielle Henri Allard
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Montcalm
1540, rue Albert
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

Madame la Préfète,

Le 18 octobre 2011, la Municipalité régionale de comté de Montcalm a adopté le règlement numéro 375 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville de Saint-Lin-Laurentides de 223,55 hectares à même les affectations « Résidentielle périurbaine » et « Industrielle. » En même temps, elle a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro 376 visant la gestion de l'urbanisation sur le territoire de la ville de Saint-Lin-Laurentides.

Je tiens à souligner l'important effort de la Municipalité régionale de comté de Montcalm en ce qui concerne la rigueur apportée dans les façons de planifier son territoire et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de ses décisions en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

Toutefois, je vous informe que ces règlements ne sont pas conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement. En effet, du travail doit encore être réalisé afin d'avoir une conformité complète aux orientations gouvernementales, notamment à l'orientation numéro 10 de l'addenda que je vous ai transmis le 26 mai 2011. Par ailleurs, j'estime que certaines dispositions de ces règlements représentent un recul par rapport à ce qui était prévu dans le règlement numéro 370, notamment en ce qui concerne l'effort de densification.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445


Par conséquent, si votre municipalité régionale de comté désire continuer son exercice de planification, elle devra adopter des nouveaux règlements pour, notamment, poursuivre l'effort de densification qui était présenté au précédent règlement numéro 370 et pour s'assurer d'une application complète de l'orientation numéro 10 en intégrant à son schéma d'aménagement et de développement révisé les aspects suivants :

- la détermination d'un pôle principal d'équipements et de services;
- la délimitation de secteurs de redéveloppement et de requalification pour toutes les municipalités sur son territoire;
- des mesures de densification et de mise en œuvre de celle-ci pour toutes les municipalités sur son territoire;
- l'utilisation des prévisions de l'Institut de la statistique du Québec pour les calculs des besoins en espaces supplémentaires pour la distribution de la croissance urbaine.

Je suis confiant, Madame la Préfète, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis. À cet égard, je vous souligne tout particulièrement l'importance que j'accorde à la cohérence et à la complémentarité entre les planifications métropolitaine et périmétropolitaines.

Madame Dominique Montminy, de la Direction régionale de Lanaudière du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Elle peut être jointe au 450 752-8080, poste 81405.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 11 août 2011

Monsieur Régis Labeaume
Maire
Ville de Québec
2, rue des Jardins
Québec (Québec) G1R 4S9

Monsieur le Maire,

Le 21 juin 2011, la Ville de Québec a adopté les règlements numéros R.A.V.Q. 670 dans le but de modifier son règlement de contrôle intérimaire numéro R.A.V.Q. 88. Par ailleurs, le 5 juillet 2011, elle adoptait aussi le règlement numéro R.A.V.Q. 668 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. Ces règlements visent à exclure deux lots de la zone inondable de grand courant.

Ces règlements ne sont pas conformes aux orientations gouvernementales en matière de santé, sécurité et bien être publics, notamment puisqu'ils ne respectent pas les dispositions de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables.

En effet, après vérification de la cartographie, par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le ministère de la Sécurité publique, ces derniers ont constaté que la délimitation effectuée par la Ville de Québec aux fins d'exclusion de la zone inondable de grand courant pour le terrain identifié avec le numéro de lot 1 023 821 du cadastre, inclut des terrains qui lui sont contigus et n'ayant pas fait l'objet de remblayage.

Cette délimitation dépassant le secteur visé par les règlements ne sont pas conformes à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables, car elle a pour effet de permettre la réalisation de travaux prohibés dans la zone inondable de grand courant, notamment ceux nécessitant du remblayage.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

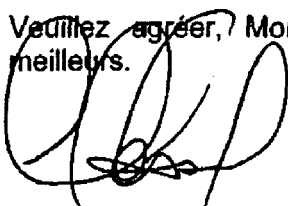
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur des règlements numéros R.A.V.Q. 670 et R.A.V.Q. 668. Par ailleurs, si la Ville de Québec désire remplacer ses règlements, elle devra ajuster la délimitation aux fins d'exclusion de la zone inondable de grand courant pour le terrain identifié avec le numéro de lot 1 023 821 du cadastre, tout en justifiant, si c'est le cas, l'inclusion des terrains adjacents dans cette délimitation.

À cet effet, j'invite la Ville de Québec à entrer en contact avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, afin d'obtenir davantage de soutien dans sa démarche.

Monsieur Stéphane Saucier, de la Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre ville dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 691-2015, poste 3678.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 4 juillet 2011

Monsieur Michel Lagacé
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Rivière-du-Loup
310, rue Saint-Pierre
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3V3

Monsieur le Préfet,

Le 21 avril 2011, la Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup a adopté le projet de règlement numéro 175-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à agrandir de 133,6 hectares le périmètre d'urbanisation de la ville de Rivière-du-Loup dans le secteur ouest et à le réduire de 74,1 hectares dans la partie nord du parc industriel.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, notamment celles visant la consolidation des zones urbaines existantes et l'optimisation de la planification des espaces commerciaux. En effet, votre municipalité régionale de comté n'a pas démontré que l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la ville de Rivière-du-Loup est nécessaire pour répondre aux besoins résidentiels et commerciaux selon un horizon de 10 à 15 ans.

Par conséquent, si votre municipalité régionale de comté souhaite remplacer son règlement, elle devra justifier cet agrandissement notamment en présentant les informations qui permettent d'évaluer la capacité d'accueil du périmètre d'urbanisation mis en relation avec les besoins résidentiels et commerciaux estimés pour un horizon de 10 à 15 ans.

...2

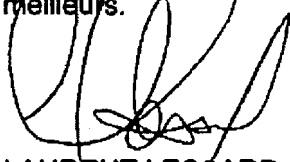
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Madame Nadia Turcotte, de la Direction régionale du Bas-Saint-Laurent du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 418 727-3032.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Laurent Lessard', written over the printed name.

LAURENT LESSARD

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 23

Pour 2011-2012, la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement.

Règlement de contrôle intérimaire									
	Nombre	MRC concernées	No. RCI	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Remplacement règlement	Date signification	Date avis gouv.
Signifiés	26								
Conformes	1	Antoine-Labelle	391	2011-12-16	2012-02-07	N/A			
	1	Bécancour	330	2011-06-22	2011-08-09				
	1	Gatineau	511-6-2011	2011-07-11	2011-09-01				
	1	La Côte-de-Beaupré	174	2011-07-21	2011-08-24				
	1	La Haute-Côte-Nord	117-2011	2011-04-27	2011-06-09				
	1	La Mitis	RÉG262-2011	2011-11-30	2012-01-23				
	1	La Rivière-du-Nord	251-11	2011-12-15	2012-02-07				
	1	Le Haut-Saint-François	342-11	2011-09-01	2011-10-21				
	1	Les Jardins-de-Napierville	URB-152	2011-12-21	2012-02-17				
	2	Les Laurentides	251-2011	2011-04-04	2011-05-31				
		Les Laurentides	261-2011	2011-12-06	2012-01-27				
	1	Montmagny	2011-71	2011-08-05	2011-09-27				
	1	Robert-Cliche	140-11	2011-10-26	2011-12-08				
	1	Sherbrooke	787	2011-10-07	2011-12-01				
	1	Témiscouata	02-11	2011-04-18	2011-06-09				
Non-conformes	1	Bécancour	331	2011-07-28	2011-09-21	Non-conformes aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental	332 (Conforme)	2011-09-22	2011-10-18
	2	Charlevoix	127-11	2011-04-26	2011-06-16		N/A		
		Charlevoix	130-11	2011-07-19	2011-09-12		133-11 (Conforme)	2011-12-05	2012-01-27
	1	Deux-Montagnes	RCI-2011-01	2011-05-30	2011-07-15		N/A		
	1	Le Haut-Richelieu	471	2011-12-21	2012-02-17				
	2	Montcalm	369	2011-05-31	2011-07-15				
		Montcalm	376	2011-10-20	2011-12-19				
	1	Thérèse-De Blainville	11-01	2011-10-06	2011-12-05				
En traitement (en date du 2 mars 2012)	1	La Haute-Côte-Nord	118-2011	2012-02-01	N/A	N/A			
	1	L'Île-d'Orléans	2011-04	2012-02-24					
	1	Robert-Cliche	144-12	2012-02-23					

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 23

Pour 2011-2012, la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement.

Modifications de règlement de contrôle intérimaire									
	Nombre	MRC concernées	No. RCI	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Remplacement règlement	Date signification	Date avis gouv.
Signifiés	55								
Conformes	1	Drummond	MRC-657	2011-04-12	2011-06-03	N/A			
	1	Acton	2011-03	2011-08-16	2011-10-05				
	1	Argenteuil	55-1-11	2011-07-18	2011-09-07				
	1	Bécancour	333	2011-09-26	2011-11-14				
	2	Bonaventure	2011-03	2011-07-25	2011-09-12				
			2011-08	2011-12-01	2012-01-24				
	1	Charlevoix-Est	215-10-11	2011-11-14	2011-12-08				
	3	Comm. métro. de Québec	2011-49	2011-05-24	2011-07-15				
			2011-50	2011-05-24	2011-07-15				
			2011-51	2011-06-23	2011-08-09				
	2	Deux-Montagnes	RCI-2005-01-09	2011-07-25	2011-09-12				
			RCI-2005-01-10	2012-01-04	2012-03-02				
	4	Drummond	MRC-658	2011-07-13	2011-09-08				
			MRC-659	2011-08-17	2011-10-03				
			MRC-661	2011-10-17	2011-12-06				
			MR-672	2011-12-06	2012-01-27				
	1	Gatineau	511-3-2-2011	2011-04-21	2011-06-16				
	1	Kamouraska	168	2011-12-01	2012-01-24				
	1	La Côte-de-Beaupré	165.2	2011-11-21	2012-01-17				
	1	La Haute-Yamaska	2011-249	2011-11-30	2012-01-24				
	1	La Vallée-de-la-Gatineau	2009-206-1	2011-12-05	2012-01-31				
	1	Le Domaine-du-Roy	213-2011	2011-05-18	2011-07-11				
	1	Le Granit	2011-12	2011-07-19	2011-09-12				
	1	Le Haut-Saint-Laurent	254-2011	2011-09-22	2011-11-10				
	1	Les Jardins-de-Napierville	URB-140-1	2011-09-23	2011-11-17				
	1	Lotbinière	229-2011	2011-12-07	2012-01-31				
	3	Manicouagan	2011-05	2011-06-28	2011-08-23				
			2011-04	2011-09-06	2011-10-21				
			2011-12	2011-12-07	2012-01-31				

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 23

Pour 2011-2012, la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement.

Modifications de règlement de contrôle intérimaire									
	Nombre	MRC concernées	No. RCI	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Remplacement règlement	Date signification	Date avis gouv.
Conformes	1	Matawinie	109-2007-4	2011-04-29	2011-06-22	N/A	N/A	N/A	N/A
	2	Montcalm	365	2011-05-05	2011-06-28				
			372	2011-07-06	2011-08-09				
	1	Québec	R.A.V.Q.684	2011-10-19	2011-12-06				
	1	Rivière-du-Loup	179-11	2011-08-29	2011-10-18				
	2	Roussillon	157	2011-05-12	2011-07-04				
			159	2011-07-18	2011-09-12				
	1	Saguenay	VS-R-2011-32	2011-07-11	2011-08-09				
	5	Sherbrooke	707	2011-05-24	2011-07-15				
			218-1	2011-05-24	2011-07-15				
			193-4	2011-05-24	2011-07-15				
			98-6	2011-09-13	2011-11-01				
			691-1	2011-09-13	2011-11-01				
Non-conformes	1	La Haute-Yamaska	2011-245	2011-07-21	2011-09-15	Non-conformes aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental	2011-249 (Conforme)	2011-11-30	2012-01-24
	1	Le Haut-Saint-Laurent	252-2011	2011-08-22	2011-10-18		N/A		
	1	Québec	R.A.V.Q. 670	2011-06-23	2011-08-11				
	1	Saguenay	VS-R-2011-47	2011-12-12	2012-02-08				
	1	Témiscamingue	145-03-2011	2011-04-07	2011-06-06		147-06-2011 (Conforme)	2011-07-14	2011-08-11
En traitement (en date du 2 mars 2012)	1	Charlevoix-Est	216-12-11	2012-01-26	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
	1	Comm. métro. de Québec	2012-57	2012-02-28					
	1	Drummond	MRC-689	2012-02-08					
	1	La Haute-Yamaska	2012-253	2012-02-13					
	1	Les Jardins-de-Napierville	URB-137-2	2012-01-13					
	1	Mirabel	S-191	2012-02-14					
	1	Sherbrooke	193-5	2012-02-10					
	1	Témiscouata	02-07-03	2012-02-07					

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande # 23

Pour 2011-2012, la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement.

Règlements de contrôle intérimaire de remplacement									
	Nombre	MRC concernées	No. RCI	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Règlement de remplacement	Date de réception du règlement de remplacement	Entrée en vigueur
Signifiés	8								
Conformes	1	Bécancour	332	2011-09-22	2011-10-18		N/A		
	1	Charlevoix	133-11	2011-12-05	2012-01-27				
	1	Comm. métro. de Québec	2011-46	2011-04-18	2011-05-13				
	1	D'Autray	232	2011-06-21	2011-08-09				
	1	La Haute-Yamaska	2011-249	2011-11-30	2012-01-24				
	1	La Vallée-du-Richelieu	46-10-1.1	2011-04-11	2011-06-06				
	1	Montmagny	2011-72	2011-05-19	2011-06-09				
	1	Témiscamingue	147-06-2011	2011-07-14	2011-08-11				



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 septembre 2011

Monsieur Maurice Richard
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bécancour
3689, boulevard Bécancour, bureau 1
Bécancour (Québec) G9H 3W7

Monsieur le Préfet,

Le 6 juillet 2011, la Municipalité régionale de comté de Bécancour a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro 331. Ce règlement vise à identifier 87 îlots déstructurés en plus d'autoriser et encadrer la construction résidentielle dans la zone agricole.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation et de protection du territoire et des activités agricoles.

En effet, le gouvernement considère que la disposition autorisant l'implantation de nouvelles résidences dans l'affectation « Agroforestière » ne permet pas de garantir la pérennité du territoire agricole et les possibilités de développement des activités et des exploitations agricoles existantes, puisque aucune condition particulière n'encadre leur implantation. De plus, une telle situation favorise l'urbanisation diffuse du territoire, ce qui ne respecte pas l'orientation gouvernementale visant la consolidation des zones urbaines existantes.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

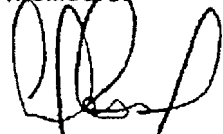
Conséquemment, la Municipalité régionale de comté devra encadrer davantage l'implantation de résidences dans l'affectation « Agroforestière ». Pour ce faire, elle devra notamment fixer une superficie minimale de lot suffisante pour ne pas déstructurer la zone agricole. À cet effet, elle pourrait reprendre la norme de 20 hectares présente actuellement au schéma d'aménagement et de développement révisé. Elle pourrait également prévoir des distances minimales à respecter entre les résidences et toute installation d'élevage tel que le prévoit aussi le schéma.

Par ailleurs, la Municipalité régionale de comté définit le terme « résidence » comme « un bâtiment pouvant comprendre un ou plusieurs logements », autorisant ainsi la construction de résidences bifamiliales et multifamiliales dans l'ensemble de la zone agricole. Une telle disposition pourrait entraîner la densification de certains secteurs de la zone agricole et ainsi nuire à la consolidation des zones urbaines existantes. Par conséquent, la Municipalité régionale de comté devra revoir la définition du terme « résidence » afin de s'assurer que seules les résidences unifamiliales isolées soient autorisées dans la zone agricole.

Enfin, le gouvernement constate que tel que libellé, l'article 27 du règlement a pour effet de rendre « transparente » toute nouvelle résidence à être implantée dans l'ensemble de la zone agricole. Or, une telle disposition n'est pas de nature à assurer une cohabitation harmonieuse entre les usages agricoles et non agricoles puisque toutes les installations d'élevages existantes pourraient s'agrandir vers les nouvelles résidences sans avoir à respecter de distances séparatrices. Par conséquent, la Municipalité régionale de comté devra spécifier que la notion de « transparence » ne s'applique qu'à l'intérieur des îlots déstructurés.

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire numéro 331 et j'accorde à la Municipalité régionale de comté de Bécancour un délai de 90 jours pour le remplacer. Madame Chantal Duford, de la Direction régionale du Centre-du-Québec du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 819 752-2453, poste 81707.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 16 juin 2011

Monsieur Dominic Tremblay
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Charlevoix
4, place de l'Église, bureau 201
Baie-Saint-Paul (Québec) G3Z 1T2

Monsieur le Préfet,

Le 13 avril 2011, la Municipalité régionale de comté de Charlevoix a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro 127-11. Ce règlement vise à délimiter des îlots déstructurés en y autorisant la construction résidentielle et à imposer des conditions pour la construction résidentielle dans la zone agricole dynamique.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, de protection du territoire et des activités agricoles et de réduction des nuisances sonores associées aux voies de circulation.

En effet, le règlement de contrôle intérimaire numéro 127-11 ne spécifie pas que seules les résidences unifamiliales isolées seront autorisées dans les îlots déstructurés, ce qui peut donner lieu à une densification de la zone agricole et nuire à la consolidation des périmètres d'urbanisation.

De plus, les îlots numéros 003, 006, 007, 012, 015, 017, 018, 020, 022, 023, 028, 030, 031, 033, 034, 041 et 044 ont été délimités en incluant des terres agricoles en culture. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation considère que cela ne favorisera pas la pérennité des exploitations agricoles en zone agricole.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

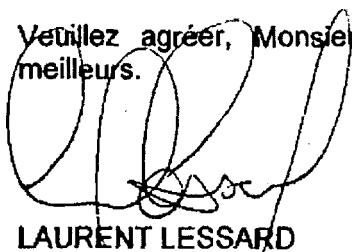
Finalement, le règlement ne préconise aucune mesure de protection contre le bruit routier. Plus particulièrement, il ne prévoit pas de mesures de protection pour les îlots numéros 012, 021, 035, 041 et 045, ni de mesures de mitigation pour les îlots numéros 001, 003, 004, 007, 018, 020, 022, 023, 026, 027, 028, 030, 031 et 044.

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire numéro 127-11. Toutefois, si la Municipalité régionale de comté de Charlevoix désire remplacer son règlement de contrôle intérimaire, elle devra spécifier que seules les résidences unifamiliales isolées seront autorisées dans les îlots déstructurés, stipuler que les activités agricoles, notamment celles qui se déroulent dans des terres à l'intérieur d'un îlot déstructuré sont autorisées et pourront continuer à se développer, et, identifier les isophones problématiques affectant la délimitation des îlots déstructurés tout en adoptant des mesures de protection ou de mitigation contre le bruit routier pour les usages sensibles, notamment les résidences.

Finalement, je vous encourage à poursuivre les travaux entamés en 1997 avec l'adoption du projet de schéma révisé. Ce dernier a fait l'objet d'un avis dans lequel le gouvernement a demandé des modifications concernant, notamment, la protection contre le bruit routier.

Monsieur Stéphane Saucier, de la Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418-691-2015, poste 3678.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 12 septembre 2011

Monsieur Dominic Tremblay
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Charlevoix
4, place de l'Église, bureau 201
Baie-Saint-Paul (Québec) G3Z 1T2

Monsieur le Préfet,

Le 13 juillet 2011, la Municipalité régionale de comté de Charlevoix a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro 130-11, remplaçant le règlement de contrôle intérimaire numéro 127-11. Ce règlement vise à délimiter des îlots déstructurés en autorisant la construction résidentielle et à imposer des conditions pour la construction résidentielle dans la zone agricole dynamique.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de réduction des nuisances sonores associées aux voies de circulation.

En effet, bien que le règlement de contrôle intérimaire numéro 130-11 ait introduit des conditions d'implantation résidentielle à l'intérieur des îlots déstructurés se traduisant par des marges de recul de 12 et de 15 mètres à partir de l'emprise des routes 138, 362 et 381, celles-ci n'assurent pas une protection adéquate des usages sensibles contre le bruit routier. Étant donné que les tronçons de ces routes associés à certains îlots comportent des vitesses affichées et des débits de circulation différents, les marges de recul devraient varier en fonction de la distance requise pour assurer un niveau de bruit ne dépassant pas 55 dBA $L_{eq, 24 h}$ qui est généralement reconnu comme un seuil acceptable pour les zones sensibles au bruit, notamment celles contenant des usages résidentiels.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur du règlement numéro 130-11. Toutefois, si la Municipalité régionale de comté de Charlevoix désire remplacer son règlement de contrôle intérimaire, elle devra identifier les isophones problématiques affectant la délimitation des îlots déstructurés tout en adoptant des mesures de protection ou de mitigation contre le bruit routier pour les usages sensibles, notamment les résidences.

Monsieur Stéphane Saucier, de la Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 691-2015, poste 3678.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'L. Lessard', with a stylized flourish at the end.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 15 juillet 2011

Monsieur Marc Lauzon
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Deux-Montagnes
1, Place de la Gare, bureau 301
Saint-Eustache (Québec) J7R 0B4

Monsieur le Préfet,

Le 27 avril 2011, la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro RCI-2011-01 en vue d'intégrer la partie de territoire de la municipalité de Boisbriand annexée à celui de la ville de Saint-Eustache à la suite de l'approbation par le gouvernement, en décembre 2010, du règlement numéro 1757 modifiant ces limites territoriales.

Le présent règlement vise plus précisément à encadrer les immeubles localisés au sud du Chemin de la Grande-Côte, secteur riverain de la rivière des Mille-Îles et reconnu comme plaine inondable pour la plus grande partie de sa superficie.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales relatives à la sécurité des personnes et des biens et à la protection de l'environnement. En effet, il n'intègre pas la cartographie quant à la délimitation des plaines inondables, notamment pour le secteur visé. De plus, il ne comprend pas de dispositions réglementaires permettant de gérer les interventions en zone inondable. Cette situation aurait pour effet de rendre les règlements d'urbanisme locaux applicables et permettrait certaines constructions résidentielles en zone inondable de grand courant, ce qui n'est pas conforme au contenu de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) adoptée en 2005. Enfin, le règlement prévoit des dispositions relatives à la reconstruction de résidences en zone inondable qui ne sont pas conformes à la PPRLPI.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

En conséquence, si elle désire poursuivre sa démarche, la Municipalité régionale de comté devra soit appliquer aux plaines inondables les dispositions de la PPRLPI de 2005 et intégrer la cartographie publiée en 2005 par le Centre d'expertise hydrique du Québec pour la rivière des Mille-Îles, ou soit interdire toute nouvelle construction à l'intérieur de la zone visée, le temps que soit complété l'exercice de validation des travaux présentement en cours.

Madame Nelly Santarossa, de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 514-873-8246.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over the word 'meilleurs'.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 février 2012

Monsieur Gilles Dolbec
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Haut-Richelieu
380, 4^e Avenue
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J2X 1W9

Monsieur le Préfet,

Le 14 décembre 2012, la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro 471, remplaçant les règlements de contrôle intérimaire numéros 435 et 462. Ce règlement vise à revoir l'encadrement de l'implantation d'éoliennes commerciales reliées aux projets d'approvisionnement énergétique d'Hydro-Québec sur le territoire de la municipalité régionale de comté.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de développement durable de l'énergie éolienne. En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas justifié l'augmentation des distances séparatrices entre une éolienne ainsi que toute structure complémentaire et un bâtiment résidentiel, un immeuble protégé, un bâtiment d'élevage, et des emprises des chemins et routes publiques ainsi que des emprises des autoroutes 35 et 10. De plus, la Municipalité régionale de comté n'a pas justifié la modulation des distances séparatrices en fonction de la puissance d'une éolienne. Enfin, je considère que l'effet cumulatif de l'ensemble des mesures proposées limite, de façon excessive, l'implantation des éoliennes sur son territoire.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

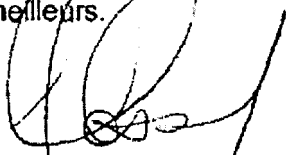
Si la Municipalité régionale de comté souhaite remplacer son règlement, elle devra faire la démonstration que l'augmentation des distances séparatrices entre une éolienne ainsi que toute structure complémentaire et un bâtiment résidentiel, un immeuble protégé, un bâtiment d'élevage, et des emprises des chemins et routes publiques ainsi que des emprises des autoroutes 35 et 10 n'auront pas pour effet de limiter, de façon excessive, l'implantation des éoliennes sur son territoire. Elle devrait également justifier la modulation des distances séparatrices en fonction de la puissance d'une éolienne.

De plus, ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de la protection des habitats fauniques. À cet effet, quelques habitats fauniques du cerf de Virginie se trouvent dans certaines aires d'accueil destinées à recevoir un parc d'éoliennes. Or, la possibilité d'implanter des éoliennes dans un habitat faunique ne permet pas d'assurer la protection d'un tel habitat tel que prévoit le Règlement sur les habitats fauniques.

Si la Municipalité régionale de comté souhaite remplacer son règlement, elle devra également revoir la délimitation des aires d'accueil afin de tenir compte de la présence d'habitats fauniques sur son territoire et de retirer la superficie de ceux-ci des aires d'accueil.

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire numéro 471 et j'accorde à la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu un délai de 90 jours pour le remplacer. Madame Claudine Beaudoin, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 928-5670, poste 81605.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 15 juillet 2011

Madame Danielle Henri Allard
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Montcalm
1540, rue Albert
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

Madame la Préfète,

Le 17 mai 2011, la Municipalité régionale de comté de Montcalm a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro 369. Ce règlement vise à encadrer l'utilisation des puits en copropriété dans les municipalités de Saint-Lin-Laurentides et de Sainte-Julienne, par l'application d'un plan d'encadrement des développements domiciliaires dans les affectations « Urbaine » et « Résidentielle périurbaine » situées à l'extérieur des périmètres d'urbanisation.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation et de protection de l'environnement et la salubrité publique.

En effet, le règlement de contrôle intérimaire permet le développement sur des puits en copropriété sans l'obligation de produire un plan d'encadrement des développements domiciliaires dans plusieurs secteurs des deux municipalités visées. Selon notre analyse, cela pourrait faire en sorte d'autoriser la construction résidentielle d'environ 750 résidences sur des lots d'une superficie minimale de 1500 mètres carrés (au lieu des 3000 mètres carrés requis par le gouvernement pour les lots non desservis).

Cette situation ne permet pas à la MRC d'orienter l'extension urbaine dans les parties du territoire pouvant accueillir le développement de façon acceptable au plan environnemental. De plus, elle ne contribue pas à la santé publique et à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

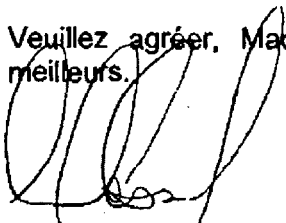
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Afin d'être conforme, la MRC devra prévoir un plan d'encadrement des développements domiciliaires sur l'ensemble de son territoire pour les développements sans services ou en puits communs où des mesures d'assouplissement aux normes de lotissement sont prévues.

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire numéro 369. Étant donné le retard que prennent les municipalités de Saint-Lin-Laurentides et de Sainte-Julienne à effectuer la concordance de leurs règlements d'urbanisme et compte tenu des problèmes environnementaux et de santé publique que pourrait engendrer le développement domiciliaire futur en puits en copropriété, j'accorde à la Municipalité régionale de comté de Montcalm un délai de 60 jours pour le remplacer.

Madame Dominique Montminy, de la Direction régionale de Lanaudière du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450-752-8083, poste 81405.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 19 décembre 2011

Madame Danielle Henri Allard
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Montcalm
1540, rue Albert
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

Madame la Préfète,

Le 18 octobre 2011, la Municipalité régionale de comté de Montcalm a adopté le règlement numéro 375 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville de Saint-Lin-Laurentides de 223,55 hectares à même les affectations « Résidentielle périurbaine » et « Industrielle. » En même temps, elle a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro 376 visant la gestion de l'urbanisation sur le territoire de la ville de Saint-Lin-Laurentides.

Je tiens à souligner l'important effort de la Municipalité régionale de comté de Montcalm en ce qui concerne la rigueur apportée dans les façons de planifier son territoire et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de ses décisions en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

Toutefois, je vous informe que ces règlements ne sont pas conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement. En effet, du travail doit encore être réalisé afin d'avoir une conformité complète aux orientations gouvernementales, notamment à l'orientation numéro 10 de l'addenda que je vous ai transmis le 26 mai 2011. Par ailleurs, j'estime que certaines dispositions de ces règlements représentent un recul par rapport à ce qui était prévu dans le règlement numéro 370, notamment en ce qui concerne l'effort de densification.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par conséquent, si votre municipalité régionale de comté désire continuer son exercice de planification, elle devra adopter des nouveaux règlements pour, notamment, poursuivre l'effort de densification qui était présenté au précédent règlement numéro 370 et pour s'assurer d'une application complète de l'orientation numéro 10 en intégrant à son schéma d'aménagement et de développement révisé les aspects suivants :

- la détermination d'un pôle principal d'équipements et de services;
- la délimitation de secteurs de redéveloppement et de requalification pour toutes les municipalités sur son territoire;
- des mesures de densification et de mise en œuvre de celle-ci pour toutes les municipalités sur son territoire;
- l'utilisation des prévisions de l'Institut de la statistique du Québec pour les calculs des besoins en espaces supplémentaires pour la distribution de la croissance urbaine.

Je suis confiant, Madame la Préfète, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis. À cet égard, je vous souligne tout particulièrement l'importance que j'accorde à la cohérence et à la complémentarité entre les planifications métropolitaine et périmétropolitaines.

Madame Dominique Montminy, de la Direction régionale de Lanaudière du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Elle peut être jointe au 450 752-8080, poste 81405.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 5 décembre 2011

Monsieur Paul Larocque
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Thérèse-De Blainville
479, boulevard Adolphe-Chapleau
Bois-des-Filion (Québec) J6Z 1J9

Monsieur le Préfet,

Le 28 septembre 2011, la Municipalité régionale de comté de Thérèse-De Blainville a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro 11-01. Ce règlement vise à contrôler les usages contraignants sur le territoire de la municipalité régionale de comté.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de protection du territoire et des activités agricoles, de mise en valeur des ressources minérales, de développement durable de l'énergie éolienne et de planification des services publics.

En effet, l'interdiction d'élevage d'animaux à fourrure ainsi que de la culture de canneberges sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-des-Plaines n'est pas justifiée par des problèmes de cohabitation ni par une évaluation de ses impacts sur le territoire et les activités agricoles.

De plus, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, votre municipalité régionale de comté ne peut interdire l'exploitation des mines sur le territoire des municipalités de Sainte-Thérèse et de Sainte-Anne-des-Plaines. En effet, elle ne peut que régir l'extraction de sable, de gravier ou de pierre à construire sur des terres privées.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

En outre, les interdictions visant les parcs d'éoliennes sur le territoire des municipalités de Boisbriand, de Bois-des-Filion, de Lorraine et de Sainte-Thérèse ne sont pas conformes aux orientations gouvernementales en matière de développement durable de l'énergie éolienne. Le gouvernement s'attend à ce que les municipalités régionales de comté présentent les justifications nécessaires afin d'appuyer le cadre d'aménagement préconisé en considérant les éléments suivants : la connaissance du potentiel éolien, les particularités du milieu, les enjeux de cohabitation, les préoccupations de la population, la fragilité des diverses composantes du milieu, etc.

Par ailleurs, les interdictions visant les résidences et centres d'accueil, de réadaptation et de rééducation de personnes handicapées, déficientes ou mésadaptées, et les centres de désintoxication ne sont pas conformes à l'orientation gouvernementale visant à maintenir et à améliorer les équipements et services nécessaires à la vie de la collectivité. À cet effet, mentionnons que le gouvernement s'attend à ce que les documents de planification des municipalités régionales de comté permettent de maintenir et d'améliorer les équipements et services nécessaires à la vie de la collectivité, et ce, en assurant le maintien et l'amélioration des équipements et des services collectifs liés à l'hébergement social dans les milieux urbanisés. De plus, l'implantation de ce type d'usage est régie également par la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Enfin, l'absence d'une définition des industries comprises dans la catégorie 2 du règlement de zonage (article 41 du règlement de zonage 1200 N.S.) de la Ville de Sainte-Thérèse ne permet pas d'évaluer la conformité des interdictions associées à ces usages contraignants aux orientations gouvernementales.

Par conséquent, si elle souhaite poursuivre dans sa démarche, la Municipalité régionale de comté devra, dans un règlement de remplacement, retirer les interdictions d'élevage d'animaux à fourrure et de culture de canneberges, ou présenter les enjeux de cohabitation qui justifient une telle interdiction. Elle devra aussi retirer les mines de la liste des usages contraignants prohibés sur le territoire des municipalités de Sainte-Thérèse et de Sainte-Anne-des-Plaines, ainsi que les résidences et centres d'accueil, de réadaptation et de rééducation de personnes handicapées, déficientes ou mésadaptées, et les centres de désintoxication de sa liste d'usages contraignants pour le territoire des villes de Lorraine et de Bois-des-Filion. Elle devra de plus justifier l'interdiction de parcs d'éoliennes sur certaines parties de son territoire. Elle devra finalement préciser les industries comprises dans la catégorie 2 du règlement de zonage (article 41 du règlement de zonage 1200 N.S.) de la Ville de Sainte-Thérèse auquel elle fait référence dans son règlement.

Par ailleurs, le gouvernement est préoccupé par le fait que le présent règlement de contrôle intérimaire régional interdise l'implantation d'un grand nombre d'usages jugés contraignants à l'échelle des municipalités sans présenter une perspective régionale des préoccupations d'aménagement. Considérant le nombre et la diversité d'usages contraignants ainsi prohibés dans diverses municipalités, la Municipalité régionale de comté devra aussi accompagner son règlement de remplacement d'un dossier argumentaire permettant d'évaluer sa démarche de planification dans une perspective régionale et d'apprécier les nuisances causées par chacun des usages sur le territoire visé, la réelle présence de problèmes de cohabitation et l'impact des dispositions qu'elle proposera.

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire numéro 11-01. Madame Nelly Santarossa de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 514 873-8246.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 15 septembre 2011

Monsieur Pascal Russell
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Haute-Yamaska
142, rue Dufferin, bureau 100
Granby (Québec) J2G 4X1

Monsieur le Préfet,

Le 13 juillet 2011, la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska a adopté le règlement numéro 2011-245 dans le but de modifier son règlement de contrôle intérimaire numéro 2002-126 relatif aux activités agricoles. Ce règlement vise notamment à intégrer des superficies minimales relatives à la garde d'animaux à des fins de loisir.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de protection du territoire et des activités agricoles. En effet, en ne spécifiant pas ce qu'on entend par « garde d'animaux à des fins de loisir », le règlement aurait pour effet de limiter la densité et la taille des élevages de plusieurs types d'animaux de ferme en zone agricole dynamique, ce qui n'est pas de nature à accorder la priorité aux activités agricoles en zone agricole.

Par conséquent, la Municipalité régionale de comté devra préciser ce qu'elle entend par « garde d'animaux à des fins de loisir » et s'assurer que les normes qu'elle préconise n'amènent pas de contraintes par rapport aux activités d'élevage des animaux de ferme, particulièrement en zone agricole dynamique, ou encore, justifier les mesures préconisées en démontrant quels enjeux de cohabitation sont à la base de ses choix.

...2

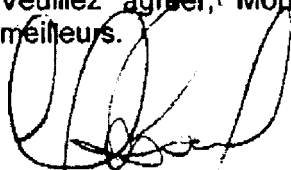
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur du règlement numéro 2011-245 et j'accorde à la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska un délai de 90 jours pour le remplacer. Madame Claudine Beaudoin, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 928-5670, poste 81605.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Laurent Lessard', written over a horizontal line.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 18 octobre 2011

Monsieur Alain Castagner
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Haut-Saint-Laurent
10, rue King, suite 400
Huntingdon (Québec) J0S 1H0

Monsieur le Préfet,

Le 10 août 2011, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent a adopté le règlement numéro 252-2011 dans le but de modifier son règlement de contrôle intérimaire numéro 249-2011. Ce règlement vise à prohiber l'importation des matières résiduelles fertilisantes non certifiées par le Bureau de normalisation du Québec sur le territoire de la municipalité régionale de comté.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de protection du territoire et des activités agricoles. En effet, les justifications présentées par la Municipalité régionale de comté ne permettent pas d'évaluer l'impact de cette mesure sur les activités agricoles.

Comme dans l'avis gouvernemental du 20 juillet 2010, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation considère que l'interdiction d'importer ces produits pourrait nuire de façon importante à la viabilité financière des entreprises agricoles de la région, étant donné que les sols agricoles de la municipalité régionale de comté sont caractérisés par un déficit de phosphore, et que ces matières proviennent, en majorité, de l'extérieur de la municipalité régionale de comté.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

...2

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur du règlement numéro 252-2011. Monsieur Daniel-Joseph Chapdelaine, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 450 928-5670, poste 81607.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over the word 'meilleurs'.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 11 août 2011

Monsieur Régis Labeaume
Maire
Ville de Québec
2, rue des Jardins
Québec (Québec) G1R 4S9

Monsieur le Maire,

Le 21 juin 2011, la Ville de Québec a adopté les règlements numéros R.A.V.Q. 670 dans le but de modifier son règlement de contrôle intérimaire numéro R.A.V.Q. 88. Par ailleurs, le 5 juillet 2011, elle adoptait aussi le règlement numéro R.A.V.Q. 668 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. Ces règlements visent à exclure deux lots de la zone inondable de grand courant.

Ces règlements ne sont pas conformes aux orientations gouvernementales en matière de santé, sécurité et bien être publics, notamment puisqu'ils ne respectent pas les dispositions de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables.

En effet, après vérification de la cartographie, par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le ministère de la Sécurité publique, ces derniers ont constaté que la délimitation effectuée par la Ville de Québec aux fins d'exclusion de la zone inondable de grand courant pour le terrain identifié avec le numéro de lot 1 023 821 du cadastre, inclut des terrains qui lui sont contigus et n'ayant pas fait l'objet de remblayage.

Cette délimitation dépassant le secteur visé par les règlements ne sont pas conformes à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables, car elle a pour effet de permettre la réalisation de travaux prohibés dans la zone inondable de grand courant, notamment ceux nécessitant du remblayage.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

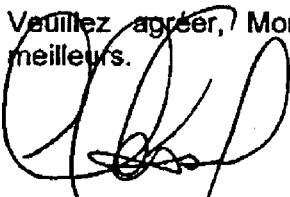
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur des règlements numéros R.A.V.Q. 670 et R.A.V.Q. 668. Par ailleurs, si la Ville de Québec désire remplacer ses règlements, elle devra ajuster la délimitation aux fins d'exclusion de la zone inondable de grand courant pour le terrain identifié avec le numéro de lot 1 023 821 du cadastre, tout en justifiant, si c'est le cas, l'inclusion des terrains adjacents dans cette délimitation.

À cet effet, j'invite la Ville de Québec à entrer en contact avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, afin d'obtenir davantage de soutien dans sa démarche.

Monsieur Stéphane Saucier, de la Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre ville dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 691-2015, poste 3678.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 8 février 2012

Monsieur Jean Tremblay
Maire
Ville de Saguenay
201, rue Racine Est
Chicoutimi (Québec) G7H 5B8

Monsieur le Maire,

Le 5 décembre 2011, la Ville de Saguenay a adopté le règlement numéro VS-R-2011-47, modifiant le règlement de contrôle intérimaire numéro VS-R-2004-37. Ce règlement vise à modifier les règles de construction et de reconstruction résidentielle dans la zone agricole.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire en ce qui a trait à la gestion de l'urbanisation. En effet, le règlement autorise les résidences bifamiliales dans les îlots déstructurés. Or, cette disposition risque d'entraîner une densification des îlots déstructurés en zone agricole, ce qui aura un impact négatif sur la consolidation des zones urbaines existantes.

Par conséquent, si la Ville souhaite remplacer son règlement, elle devra revoir les usages résidentiels qu'elle autorise dans les îlots déstructurés afin de ne permettre uniquement que les résidences unifamiliales isolées.

...2

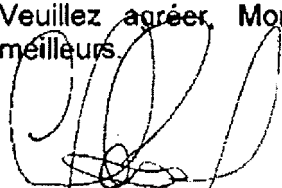
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Monsieur Pierre A. Gauthier, de la Direction régionale de Saguenay Lac-Saint-Jean du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 698-3523, poste 80205.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a horizontal stroke at the bottom.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 6 juin 2011

Monsieur Amaud Warolin
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Témiscamingue
21, rue Notre-Dame-de-Lourdes, bureau 209
Ville-Marie (Québec) J9V 1X8

Monsieur le Préfet,

Le 16 mars 2011, la Municipalité régionale de comté de Témiscamingue a adopté le règlement numéro 145-03-2011 dans le but de modifier son règlement de contrôle intérimaire numéro 011-09-1983. Ce règlement vise à autoriser la construction résidentielle dans 25 îlots déstructurés retrouvés sur le territoire des municipalités de Moffet, de Notre-Dame-du-Nord, de Rémigny et de Saint-Édouard-de-Fabre.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, un nombre important d'îlots (numéros 5, 6, 8, 12, 14, 15, 17, 18A, 18B et 22A) comprennent de multiples espaces vacants qui permettront leur extension et l'ajout de nombreuses résidences potentielles sur le territoire de quatre municipalités. Cette situation n'est pas de nature à favoriser la consolidation des périmètres d'urbanisation de ces municipalités.

Ainsi, la Municipalité régionale de comté devra, pour ces îlots, démontrer les besoins qui justifient l'ouverture de tels secteurs au développement résidentiel ou encore, revoir leur délimitation en fonction des besoins. Si la Municipalité régionale de comté désire ouvrir de nouveaux secteurs au développement de la villégiature, elle devra démontrer en quoi cela s'inscrit dans une planification d'ensemble selon un horizon de 10 à 15 ans.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamot.gouv.qc.ca
www.mamot.gouv.qc.ca

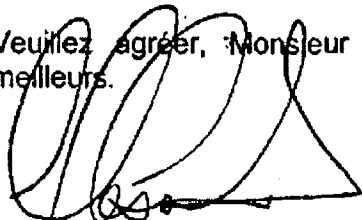
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par ailleurs, le gouvernement considère que le règlement numéro 145-03-2011 ne respecte pas les orientations gouvernementales visant la protection du territoire et des activités agricoles. En effet, plusieurs îlots sont situés à l'intérieur ou à proximité de l'affectation « Agriculture intensive » et ils présentent une majorité de terrains vacants. Le fait de rendre toute nouvelle construction « transparente », c'est-à-dire non protégée par des distances séparatrices au regard des activités agricoles n'est pas de nature à favoriser la cohabitation harmonieuse des usages en zone agricole. Ainsi, la Municipalité régionale de comté devra, en l'absence de distances séparatrices assurant la protection des nouvelles constructions, préciser les mesures qu'elle entend mettre de l'avant pour assurer une cohabitation harmonieuse entre les usages agricoles et ceux non agricoles.

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur du règlement numéro 145-03-2011. Madame Chantal Carrier, de la Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 819 763-3582, poste 80804.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

Demande #24

Pour 2011-2012, la liste des règlements et des autres actes municipaux, y compris les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, soumis au ministère pour approbation. Indiquer le nombre d'actes approuvés, le nombre d'actes non approuvés et le délai entre la réception d'un acte et son approbation ou le refus de son approbation.

En vertu des lois en vigueur, les organismes municipaux doivent transmettre certains documents pour approbation de leurs actes financiers par le ministre, soit les règlements d'emprunt, les cautionnements pour les OBNL et certains engagements de crédit.

Voici le détail des actes financiers, c'est-à-dire règlements d'emprunt, engagements de crédit et cautionnements, traités au Service de l'information financière et du financement du 1er avril 2011 au 29 février 2012 :

- Pendant cette période, 2 286 actes financiers ont été approuvés :
 - 2 194 règlements d'emprunt
 - 36 engagements de crédit
 - 56 cautionnements
- Pendant cette période, 28 actes financiers ont été refusés :
 - 22 règlements d'emprunt
 - 3 engagements de crédit
 - 3 cautionnements
- Le délai moyen de traitement des actes financiers pendant cette période a été de 21,4 jours. Dans plusieurs cas, les dossiers soumis sont incomplets ou nécessitent des documents additionnels. Le délai moyen inclut cette période d'attente d'information.

Pour les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, voir les réponses aux questions 21, 22 et 23.